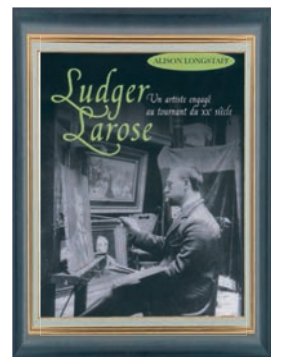
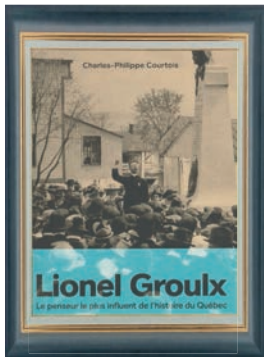


volume xii, numéro 2

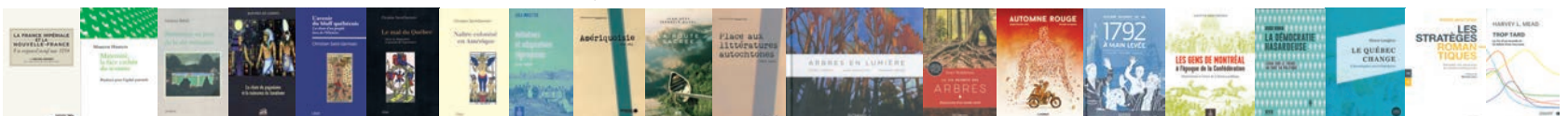
de L'Action nationale



Des vies des aventures

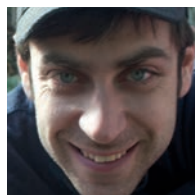


L A P E N S É E O U É B É C O I S E E N E S S A I S





Robert Laplante
Directeur



Pascal Chevette
Secrétaire de rédaction
Chef de pupitre,
littérature



Lucia Ferretti
Chef de pupitre,
histoire et culture



Daniel Gomez
Chef de pupitre,
politique



Sylvain Deschênes
Édition graphique,
révision et coordination
de la production

Les Cahiers de lecture sont
publiés par

L'Action nationale
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X3

Tél.: 514 845-8533 ou 1 866 845-8533
revue@action-nationale.qc.ca

Dépôt légal: Bibliothèque et
Archives nationales du Québec

ISSN 1911-9372

ISSN 1929-5561 (version numérique)

ISBN PDF 978-2-89070-025-3

Membre de la SODEP
sodep.qc.ca

Tarifs 2018 - 3 numéros/an
(expédition et taxes comprises)

	1 an	3 ans
Abonnement	30 \$	75 \$
Abonnement de soutien	40 \$	100 \$
International	50 \$	125 \$
Institution	50 \$	125 \$

TVQ 1012563392 TPS 11901 9545

Vous pouvez vous abonner ou
acheter au numéro à la boutique
internet de L'Action nationale:

action-nationale.qc.ca

Titres recensés

SIMON LANGLOIS Le Québec change. Chroniques sociologiques	5	MATHIEU BÉLISLE Bienvenue au pays de la vie ordinaire	11
ÉRIC MARTIN Un pays en commun. Socialisme et indépendance au Québec	7	PIERRE MOUTERDE Les stratégies romantiques	12
HARVEY MEAD Trop tard. La fin d'un monde et le début d'un nouveau	9	MARILYSE HAMELIN Maternité, la face cachée du sexisme	13
HUGO BONIN La démocratie hasardeuse	10	GASTON DESCHÊNES Les gens de Montréal à l'époque de la Confédération	14

BD politiques

MICHEL LEBOEUF, ALAIN MASSICOTTE, FRANÇOIS REEVES Arbres en lumière	PETER WOHLLEBEN La vie secrète des arbres	18
CHRISTIAN SAINT-GERMAIN L'avenir du bluff québécois. La chute d'un peuple hors de l'Histoire		20
CHRISTIAN SAINT-GERMAIN Le mal du Québec. Désir de disparaître et passion de l'ignorance		
CHRISTIAN SAINT-GERMAIN Naître colonisé en Amérique		



KIM YAROSHEVSKAYA Mon voyage en Amérique	23	MARIE LAVIGNE ET MICHÈLE STANTON-JEAN Idola Saint-Jean, l'insoumise	28
ALISON LONGSTAFF Ludger Larose. Un artiste engagé au tournant du XX^e siècle	24	CHARLES-PHILIPPE COURTOIS Lionel Groulx. Le penseur le plus influent de l'histoire du Québec	29
JEAN-FRED BOURQUIN Paul Buissonneau en mouvement	25	GUY LAPERRIÈRE Benoît Lacroix. Un dominicain dans le siècle	30
F. PHILIPPE REID Le monde selon Edward Ellice	26	MARTIN LAVALLÉE Denis-Benjamin Viger, un patriote face au Canada-Uni	31
DENIS MONIÈRE Mémoires d'un enfant de la Révolution tranquille	27		

LEILA INKSTETTER Initiatives et adaptations algonquines au XIX^e siècle	33	SIMON HAREL Place aux littératures autochtones	35
JEAN-PAUL DE LAGRAVE La chute du paganisme et la naissance du fanatisme	34	JEAN DÉSY Amériquoisie	37
		JEAN DÉSY ET ISABELLE DUVAL La route sacrée	37

Collaborateurs

Gabriel Arseneault Université de Moncton	Chantale Lagacé Professeure de sociologie au collège Montmorency
Éric Bédard Professeur, Université TÉLUQ	Yvan Lamonde Historien
Françoise Bouffière Orthopédaogogue	Paul Laverdure Directeur Bibliothèque et Archives, Université de Sudbury
Jean Carrette Professeur retraité et actif de l'UQAM	Danièle Letocha Professeure de philosophie à la retraite, Université d'Ottawa
Karine Castonguay Enseignante en littérature, Collège de Rosemont	Johanne Prud'homme Professeure, Université du Québec à Trois-Rivières
Michèle Dagenais Département d'histoire, Université de Montréal	Michel Rioux Journaliste
Martin David-Blais Université Saint Paul	Denise Robillard Historienne
Micheline Dumont Professeure émérite, Université de Sherbrooke	Mathieu Thomas Bibliothécaire
Laurier Lacroix Historien d'art, professeur retraité de l'UQAM	Karin Wollank Avocate

Les auteurs des textes publiés dans les Cahiers de lecture sont responsables de leur contenu.

ÉDITORIAL

AU TOUR DES IMPRIMEURS

La reconnaissance et la consécration des œuvres jouent un rôle important dans la dynamique culturelle. Ainsi le Prix des collégiens et le Prix des libraires s'ajoutent-ils aux diverses instances qui donnent à la vie des livres certaines de ses impulsions les plus stimulantes. Cette année encore, les listes déjà publiées, les prix accordés laissent bien apprécier aussi bien la richesse de la production que la sagacité des lectorats. Il faut souhaiter un rayonnement toujours plus grand aux initiatives de ce genre. Elles contribuent à donner de la densité à la vie intellectuelle. Le Québec, à cet égard, a fait des progrès appréciables. On ne compte plus les bibliothèques publiques qui mettent en valeur les ouvrages primés, qui invitent leurs auteurs à des clubs de lecture ou à des conférences.

L'industrie de l'édition a fait des efforts méritoires. On pense en particulier au succès des divers salons du livre. Cette année on peut même se réjouir d'une modeste augmentation du nombre de librairies indépendantes et de tendances intéressantes dans les habitudes de lecture telles que les documents l'Observatoire de la culture. On peut aussi saluer le succès de la journée du 12 août «J'achète un livre québécois» et celui, plus modeste, mais ô combien inspirant de cette école primaire de Saint-Esprit qui a organisé son propre salon du livre avec le concours d'une librairie de Terrebonne. Rien pour s'asseoir sur ses lauriers, mais suffisamment pour ouvrir des perspectives et pour constater, une fois de plus, la réceptivité du public québécois.

L'heure ne serait-elle pas venue d'une relance de la mobilisation autour du livre et de la lecture? Une relance qui viendrait renforcer les initiatives en place, les faire bouger en inscrivant certains de leurs succès dans un autre registre d'action culturelle? Plusieurs formes de mécénats pourraient être évoquées. On se contentera, ici, de n'en souligner qu'une qui se trouve à portée immédiate des acteurs de l'industrie du livre. Ne serait-il pas temps de renouer avec une formule jadis répandue dans le monde scolaire et dans plusieurs programmes d'animation des bibliothèques: le don. On pense en particulier au don de livres aux élèves des niveaux primaires et secondaires, sans oublier les cégépiens. C'était bien souvent des prix de fin d'année, des récompenses aux plus méritoires. Ne pourrait-on pas envisager que le don prolonge désormais le Prix des libraires ou celui des collégiens? Les imprimeurs ne pourraient-ils pas prendre part?

On imagine un fond de commandite, alimenté par les dons des imprimeurs qui, en tant que maillons de la chaîne du livre, témoigneraient de leur attachement au rayonnement des œuvres et surtout à la valorisation

de la lecture. Il s'agit, après tout d'une industrie qui brasse des dizaines de millions annuellement, elle pourrait dégager des dons annuels sans que sa santé financière n'en souffre. Un tel fond permettrait d'offrir aux élèves des divers niveaux des exemplaires des ouvrages primés. Distribués selon des modalités qui restent à préciser, les livres des récipiendaires pourraient ainsi être mis en circulation dans des circuits non marchands, participant d'un pari sur la découverte, sur l'élargissement de publics qui peut-être ne fréquentent pas les librairies, les bibliothèques. Des exemplaires pourraient être offerts dans les classes, aux élèves qui se montreraient intéressés ou que leurs professeurs choisiraient selon des critères qu'ils établiraient eux-mêmes, etc.

Offrir des livres comme on sème à tout vent! Les modalités restent à définir. Elles pourraient varier d'un milieu à l'autre: il n'est pas nécessaire d'ameuter des hordes de technocrates et de multiplier

les formulaires. On peut imaginer que les professeurs soient mis à contribution, qu'ils inventent les formules les mieux adaptées à la réalité des institutions, qu'ils travaillent en collaboration avec les organisateurs des divers prix afin de bien faire comprendre aux jeunes que saluer les livres et les auteurs, ce n'est pas d'abord une tactique commerciale, mais bien un acte culturel qui élargit la vie. Qui l'élargit d'autant qu'il puisse être prolongé par son inscription dans la logique du don. Un don inconditionnel. Un don à un jeune qui deviendra peut-être lecteur parce qu'un livre aura été

placé sur son parcours. Un don à un jeune qui découvrira un auteur. Un don à un jeune qui ne voudra peut-être rien savoir et qui donnera l'ouvrage à un quidam dont il changera peut-être la vie.

Les imprimeurs sont ici interpellés. Mais ils ne sont pas les seuls acteurs de la chaîne du livre qui pourraient contribuer. S'ils donnaient l'exemple, on ne sait pas où pourraient mener les campagnes de valorisation des Prix. Il suffit que quelqu'un le veuille, qu'une association professionnelle ou un regroupement d'industriels prenne l'initiative et d'ici deux ou trois ans, des milliers de livres trouveraient peut-être des publics insoupçonnés.

S'inscrire dans l'espace du don, c'est agir avec l'assurance tranquille que la culture québécoise des livres est assez forte pour élargir son public et donner à la jeunesse des horizons qui redéfiniront le monde de ceux qui lisent et, de là, de ceux-là qui les entendent bruire entre les lignes des livres qu'ils imaginent.

Robert Laplante
Directeur



Location d'outils
SIMPLEX

**ENTREPRISE
FAMILIALE
QUÉBÉCOISE
FONDÉE
EN 1907**

SIMPLEX.CA
1 800 361-1486



 **LES SOCIÉTÉS
LES MIEUX
GÉRÉES**
Membre platine

ANTIDOTE À LA DÉMAGOGIE

Chantale Lagacé

Professeure de sociologie au Collège Montmorency

SIMON LANGLOIS

LE QUÉBEC CHANGE. CHRONIQUES SOCIOLOGIQUES

Montréal, Del Busso éditeur, 2017,
306 pages

La lecture d'un texte est toujours marquée par son contexte et par les préoccupations du lecteur. Voici un ouvrage de vulgarisation bienvenu en cet âge de démagogie et de confusion intellectuelle. S'y trouvent regroupées des chroniques publiées de 2011 à 2016 dans le blogue *Contact* animé par l'Université Laval.

Bien que la présentation matérielle n'en rende pas compte, le recueil se divise en trois parties. D'abord, l'auteur propose une description de la stratification sociale du Québec en s'appuyant au premier chef sur la composition de la main-d'œuvre telle que révélée par les recensements canadiens de 1971 à 2011. La deuxième partie se base principalement sur une étude menée auprès d'un échantillon représentatif de 2727 Québécois en mai 2013 (*Enquête sur les représentations sociales des inégalités et de la pauvreté au Québec*) et offre un portrait des représentations sociales des Québécois concernant la stratification sociale, le sentiment de justice et le bonheur. La troisième partie est une collection de commentaires sur des thèmes d'actualité au moment de leur publication, qui demeurent d'intérêt dans la mesure où l'auteur y réfléchit plus globalement sur chacun des enjeux. On y trouve, à titre d'exemples, des articles sur l'instrumentalisation (marchande, corporatiste et militante) de l'université, sur le mouvement étudiant, sur la langue, sur la fiscalité et les services publics, sur la politique au Québec.

Pour Langlois, la sociologie doit d'abord servir la distanciation, en ce qu'elle contribue à produire des «savoirs soumis à examen». Dans sa perspective, c'est de cette manière que le sociologue contribue au débat public, plutôt que sur la base d'une conception arrêtée du bien ou d'autres partis pris. Cette posture, bien qu'elle soit difficile à tenir et qu'elle souffre parfois de son asepsie, est, dans le cas qui nous occupe, très éclairante par rapport à des enjeux de fond abordés périodiquement dans l'actualité avec leur florilège de lieux communs et d'inexactitudes, voire de faussetés.

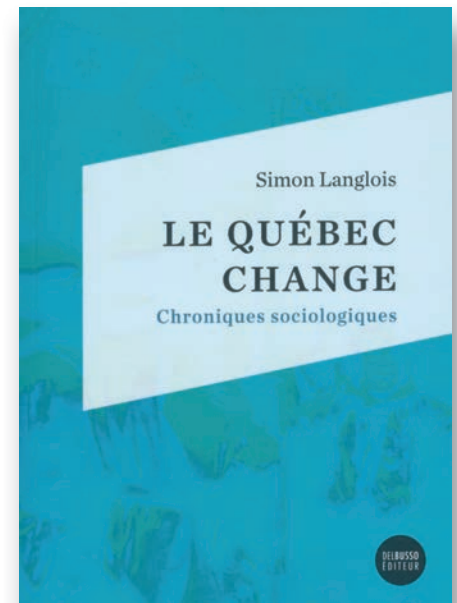
J'en veux pour exemple la question de l'inégalité sociale et de son accroissement. Quoique ces phénomènes soient

indéniables, encore faut-il les décrire adéquatement pour en saisir le sens et la portée. L'auteur montre qu'en ce qui concerne le Québec, et bien qu'il y ait des réformes importantes en cours qui limitent l'effet redistributif des politiques sociales et fiscales, l'intervention de l'État a permis, et permet encore, de limiter l'accentuation des inégalités. Globalement, les pauvres ne sont pas plus pauvres ni plus nombreux, les ressources disponibles et la taille de la classe moyenne ne diminuent pas si on tient compte des revenus disponibles (ensemble des revenus après impôt et transferts) et de la taille des ménages, mais les revenus des plus riches sont beaucoup plus élevés et à la hausse. Ce sont les revenus de marché

Pour Langlois, la sociologie doit d'abord servir la distanciation, en ce qu'elle contribue à produire des «savoirs soumis à examen». Dans sa perspective, c'est de cette manière que le sociologue contribue au débat public, plutôt que sur la base d'une conception arrêtée du bien ou d'autres partis pris.

(rémunérations et placements) qui sont en cause: pendant que les revenus de marché de la classe moyenne stagnent et que la précarité est à la hausse, la richesse augmente de beaucoup au sommet (accroissement de surcroît probablement sous-estimé par les données accessibles pour le mesurer), alors que pendant quelques années de notre histoire, qui semblent maintenant bel et bien derrière nous, la croissance a fait l'objet d'une plus forte redistribution (y compris par les salaires, les avantages sociaux liés à l'emploi et les fonds de retraite).

D'où, entre autres sources, le sentiment de déclin de la classe moyenne. Au fil de ses textes, Langlois fait la démonstration que cette idée n'est pas appuyée par les données objectives globales, mais qu'elle s'explique sociologiquement par le contexte social et économique des dernières années. L'amélioration des revenus supérieurs est en partie en cause: un groupe qui stagne s'estime en déclin lorsqu'il se compare à un autre qui progresse. Par ailleurs, l'auteur propose de parler «des» classes moyennes, plutôt que de «la» classe moyenne parce que les caractéristiques sociales de ses membres se sont diversifiées, en termes d'occupation au premier chef. Ce changement structurel



entraîne une moins forte unité au sein de la classe moyenne dont certaines fractions tirent moins bien leur épingle du jeu, la détérioration de la situation de ces fractions laissant prise à l'idée d'un déclin global de l'ensemble du groupe. Paradoxalement, de plus en plus de gens estiment faire eux-mêmes partie de la classe moyenne (plus qu'il y en a en réalité sur le plan des revenus). Et, bien entendu, les conditions objectives d'existence sont aussi en cause: bien des ménages sont effectivement aux prises avec le chômage, la précarité des statuts d'emploi et la faible croissance des salaires et des retraites, voire leur diminution, sans compter les discours concernant l'état des finances publiques. À cela s'ajoutent les menaces qui se dessinent pour l'avenir: transformation des interventions de l'État (notamment les tendances à la tarification des services), mobilité moindre, poursuite de la désindustrialisation.

Tout cela amène l'auteur, dans ses chroniques concernant l'actualité, à critiquer les discours anti-fiscalité (incarné par l'infâme – c'est moi qui parle – «jour de libération fiscale») et à s'interroger sur l'intérêt des politiciens à se présenter comme défenseurs de la classe moyenne, notamment par des propositions de baisses d'impôt. Ce discours politique, considérant ce qui vient d'être exposé, touche forcément une corde sensible. Même si on sait que l'impôt, par son rôle redistributif, a protégé la classe moyenne, il reste qu'en période de restriction, voire de suppression, des hausses de rémunération, on tolère moins facilement l'idée de l'augmentation de l'impôt et de la tarification... d'autant moins aisément que l'on est endetté. Mais cela n'est qu'une partie de l'histoire. L'extension des aspirations matérielles a sa part à jouer. En mode survie, les pauvres restreignent leurs aspirations. Les riches, quant à eux, n'ont pas de questions à se poser à cet égard, ayant les moyens d'entretenir des niveaux de consommation très élevés. Mais une fraction de

VOIR LE QUÉBEC CHANGE

à la page 6

LE QUÉBEC CHANGE

suite de la page 5



la classe moyenne entretient des aspirations plus élevées que les ressources dont elle dispose pour les satisfaire. Une partie de l'explication réside bien entendu dans le fait que nous vivons dans une société de consommation, avec ce que cela implique en termes culturels (au sens sociologique). Mais ce n'est pas tout. Il se trouve qu'il y a également un décalage entre le sentiment d'appartenance à la classe moyenne (très répandu, trois quarts de la population estimant en faire partie) et la taille de la classe moyenne telle que la mesure statistiquement Langlois. Ce surclassement n'est pas étranger lui non plus au sentiment de crise.

Dans un autre ordre d'idées, l'ouvrage aborde la situation des femmes en emploi, notamment par une description de la transformation de la structure occupationnelle. L'auteur propose des pistes de réflexion concernant la division sexuelle du travail, cette dernière étant loin d'avoir disparu, malgré les changements bien réels survenus en cette matière. En effet, l'égalité des conditions (la possibilité d'accès aux positions) est un fait bien davantage que l'égalité des résultats (de nombreuses inégalités subsistant dans les occupations, la rémunération et le pouvoir). Il n'en demeure pas moins que, pour Langlois, le fait majeur de la transformation de la stratification sociale du Québec des dernières décennies réside dans les progrès que les femmes y ont accomplis, notamment en accédant aux positions supérieures de la hiérarchie socioprofessionnelle, et ce, même si lesdits progrès provoquent une impatience grandissante face aux transformations qui restent à faire.

Reste donc à expliquer pourquoi l'inégalité sexuée se perpétue, notamment dans les positions les plus élevées de la hiérarchie sociale. À cet égard, l'auteur affirme que l'idée du «plafond de verre» est insatisfaisante, car il faut, justement, expliquer l'existence de ce plafond (qu'il voit comme une reformulation du problème plutôt que comme son explication). Sans exclure la discrimination toute nette, l'auteur propose trois pistes principales de réponses, connues de ceux qui s'intéressent à ces questions. D'abord, il faut faire l'analyse des réseaux sociaux des dirigeants actuels, des hommes pour la plupart, qui choisissent leurs collègues à travers leurs réseaux socioprofessionnels. Or, ceux-ci comportent peu de femmes et leur organisation et leurs règles les défavorisent. Ensuite, il faut considérer les cultures d'entreprises et l'organisation du travail qui entravent la conciliation du travail et de la vie familiale, ce qui est encore plus vrai pour les postes de pouvoir qui exigent de longues heures, des déplacements, la flexibilité d'horaire pour faire face

aux imprévus, les luttes de pouvoir. Enfin, et c'est en lien avec la deuxième piste, bien que les choses aient beaucoup changé en ce domaine également, la dynamique des couples et les rôles sexuels qui la sous-tendent favorisent encore un plus grand investissement professionnel des hommes et, corolairement, un moins grand investissement des femmes, parce que la double tâche demeure une réalité d'abord féminine.

On pourrait critiquer certains choix analytiques, notamment le recours à l'approche de Boudon, bête noire des sociologues de mon espèce, ou la référence au best-seller de Sherryl Sandberg pour discuter de l'accès des femmes aux postes de pouvoir. On pourrait également débattre, longuement, de la classification des statuts sociaux et des interprétations qui sont données à leur transformation. Un exemple de ceci se trouve dans le traitement fait du passage des emplois de bureau à des emplois techniques et vus, par conséquent, comme intrinsèquement plus qualifiés. Considéré globalement, un tel traitement a pour effet une sous-estimation de la complexité d'emplois dits «traditionnels» et une surestimation de la complexité du recours à la technique. Ces débats ne manquent pas en sociologie, ce qui, parmi bien d'autres choses, en fonde l'attrait.

Mais les lecteurs, sociologues ou non, devraient être capables de voir le monde à travers des yeux qui ne sont pas les leurs et il serait très dommage de se priver de cette lecture, ou d'en ignorer les constats, sous prétexte que la couleur des verres que porte l'auteur n'est pas toujours à notre goût. L'ouvrage demeure une description éclairante de la stratification sociale contemporaine ainsi que des représentations que s'en font les acteurs sociaux. La forme et le langage en rendent le propos accessible sans trivialité. Il permet également de prendre à revers plusieurs lieux communs – qui passent malheureusement pour des vérités, y compris dans les discours médiatiques informatifs – et d'y répondre rationnellement. Oui, l'argent fait le bonheur; non, la classe moyenne n'est pas globalement en déclin bien qu'elle se transforme et soit soumise à de nombreuses pressions; non, la division sexuelle du travail et les inégalités salariales ne sont pas chose du passé; non, l'impôt ne signifie pas que nous ne travaillons pas «pour nous-mêmes»; oui, les Québécois aspirent encore fortement à la redistribution de la richesse et non seulement à sa «création»; ce qui n'empêche pas que, oui, le Québec est une société méritocratique...

Par conséquent, sur le plan du bien commun, parce qu'il s'appuie sur la rationalité argumentative, plutôt que sur des anecdotes, des opinions et du vécu, Simon Langlois livre ici une très utile contribution à la salubrité du débat public. On ne peut que lui en être reconnaissant. ♦



Le numéro du centenaire de L'Action nationale

232 pages, couleur, format 8 po X 10 po
Vol. CVII, nos 1-2, Janvier-Février 2017

Quinze spécialistes, politologues, économistes, sociologues, historiens, professeurs de droit se sont penchés sur divers aspects de l'histoire de *L'Action nationale*. Résultat: le fascinant parcours de la revue, avec ses analyses et ses remises en question, révèle la trame des débats qui ont alimenté la vie intellectuelle au Québec au cours du siècle.

25 \$ taxes et expédition comprises

En vente à la boutique internet: action-nationale.qc.ca

UN RETOUR AUX SOURCES

Michel Rioux
Journaliste

ÉRIC MARTIN

**UN PAYS EN COMMUN.
SOCIALISME ET
INDÉPENDANCE AU QUÉBEC**
Montréal, Écosociété, 2017,
265 pages

Qu'ils soient bons ou mauvais pour les partis qui prônent l'indépendance, les sondages, de façon récurrente, montrent que cette idée rallie autour de 40 % des électrices et électeurs, ce qui représente une bonne majorité de l'électorat francophone. Le Parti québécois, de son côté, compte plus de membres que tous les autres partis réunis. On pourrait donc, à partir de ces données, en conclure que l'indépendance est à portée de main.

Et pourtant...

L'essai d'Éric Martin, professeur de philosophie au cégep Édouard-Montpetit de Longueuil, ouvre des perspectives qui pourraient se révéler fort productives en ce qui a trait à l'avenir du Québec. Ce qui fait l'originalité en même temps que la force de cet essai, c'est d'illustrer, dans une démonstration fort convaincante, que cette idée d'indépendance pour le Québec n'est pas née de la dernière pluie, mais qu'au contraire, le corpus idéologique qui la soutient a été élaboré patiemment au cours des quelque six dernières décennies par des penseurs dont les œuvres devraient éclairer aujourd'hui la démarche de celles et ceux qui croient possible que le Québec finisse un jour par marcher par lui-même, sans béquille étrangère.

L'objectif est clairement établi en quatrième de couverture. « Loin d'être dépassée, l'idée de souveraineté est de retour à l'avant-scène. Mais plutôt que d'abandonner ce "retour" de la nation aux mains des populismes de droite, il est grand temps de réarticuler question sociale et question nationale dans une perspective émancipatrice », y lit-on. Il est bon en effet de rappeler qu'à l'origine le mouvement national en était aussi un social. Et que c'est lorsque ces deux lignes de force se sont activées dans la même direction que tant le national que le social ont réalisé des avancées significatives. L'auteur précise qu'il entend par socialisme la démocratisation de l'économie et la recherche d'une société orientée vers la justice et le bien commun. Et qu'il estime qu'aucun projet à visée émancipatrice ne pourra se concrétiser tant que subsistera le carcan « colonial et impérial » du fédéralisme canadien. L'auteur propose

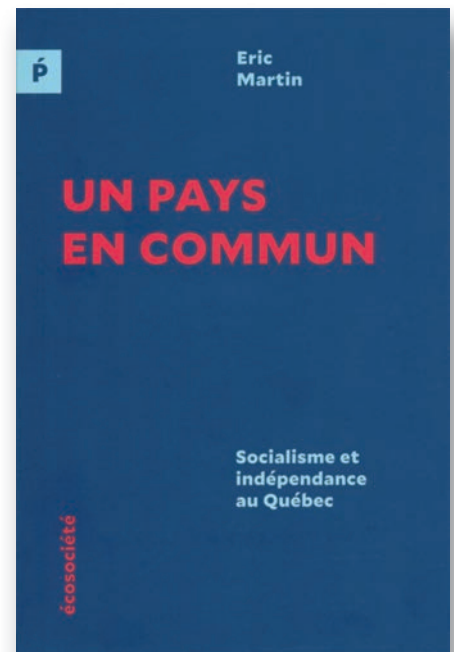
en conséquence de mettre un terme au dialogue de sourds entre les inclusifs et les nostalgiques et de travailler à enraciner au Québec « un véritable projet de souveraineté républicain et écosocialiste ».

Alors que Dumont disait que les grandes puissances, et pensons ici surtout aux États-Unis, répandaient la culture comme le napalm, Rioux a soutenu de son côté, comme le rappelle Martin, que l'éclatement des frontières ne conduit pas à l'émancipation, mais bien davantage à l'hégémonie d'une culture marchandisée produite par les industries culturelles et l'impérialisme américain.

Éric Martin met en quelque sorte dos à dos ce qu'il appelle le « nationalisme culturaliste et une gauche antiraciste pour qui l'indépendance est suspecte de xénophobie » (p. 40). La vision binaire « identitaires et inclusifs » lui apparaît contreproductive en ce sens qu'elle constitue un frein dans ce qu'il appelle en titre la conquête d'un pays en commun. Proche de Québec solidaire, Martin prend ses distances en critiquant la position du parti devant une constituante à mandat ouvert où pourraient être choisis soit l'indépendance, soit le fédéralisme renouvelé. À ses yeux, « maintenir en vie l'utopie du fédéralisme renouvelé témoigne à la fois d'un manque d'analyse de la nature de la domination et de la constitution canadienne » (p. 57). Il est clair pour l'auteur que jamais le Québec ne pourra se libérer et s'autodéterminer sans indépendance politique. Il s'inscrit de même en faux contre les tenants de la thèse de la fin des nations, la souveraineté lui apparaissant « sans doute l'un des seuls remparts contre la liquéfaction capitaliste du monde » (p. 62).

À LA BARRE DES TÉMOINS

Ces penseurs qu'il convoque à la barre des témoins de l'histoire, ce sont Hubert Aquin, Fernand Dumont, Marcel Rioux, Pierre Vadeboncoeur, le Front de libération des femmes et la revue Parti pris. Martin s'en ouvre de cette manière :



L'objectif premier de ce livre est d'abord de faire un devoir de mémoire et de présenter, notamment au bénéfice des étudiants et des étudiantes, une série d'auteur.e.s importante de la période 1960-1980. Un autre objectif est de faire ressortir chez ces auteur.e.s les idées qui peuvent servir de pistes dans l'élaboration d'un procès rassembleur en remplacement du cadre fédéral et capitaliste (p. 37).

Cette démarche consiste, à ses yeux à « rapailler le passé », comme l'aurait dit Gaston Miron.

Chez Hubert Aquin, l'auteur puise dans sa virulente critique de la vision fort négative du nationalisme que défend Pierre Elliot-Trudeau. Selon Aquin en effet, Trudeau démontre le concept de nation en le ramenant à la guerre alors qu'il se plaît à célébrer la bonne globalisation capitaliste. « La nation est pensée comme lieu de fermeture alors que la mondialisation serait, elle, un processus d'ouverture », résume Martin. (On se désole ici en se rappelant que dans les sondages, les jeunes de 18-24 ans appuient majoritairement le Parti libéral du Québec sous le prétexte de sa prétendue ouverture sur le monde et sur l'Autre...) Selon lui, pendant que nos altermondialistes sont à La Paz ou à Barcelone et que nos retraités sont en Floride, « aucune fuite dans quelque grand tout abstrait et lointain ne peut remplacer la concrétude de l'enracinement premier » (p. 87). Autrement dit, avant d'avoir la tête ailleurs, vaut mieux savoir où on a les pieds...

Le sociologue Fernand Dumont nous éclaire sur la nécessité de « faire le pont entre le passé et l'avenir », condition absolue d'une redéfinition d'une culture qui fera de la nation celle de toutes et de tous, pour reprendre les termes d'Éric Martin. Ce dernier rappelle que Dumont fut sans doute l'un des premiers à utiliser l'expression « socialisme d'ici » pour désigner cette socié-

VOIR UN PAYS...

à la page 8

UN PAYS...

suite de la page 7



té nouvelle fondée sur la justice et la recherche du bien commun dans laquelle, comme l'a exprimé Gaston Miron, nous nous retrouverions «debout dans l'horizon de la justice». L'auteur explique comment «Dumont n'oppose pas la question sociale et la question nationale, mais lie dialectiquement les deux, la lutte des classes devant servir à accoucher d'une communauté plus profonde, une société nouvelle que la seule apologie de l'indépendance n'arrive pas à faire advenir» (p. 138). Comme Dumont, Martin craint que l'absence d'enracinement fasse de nous une proie facile pour la culture dominante étatsunienne.

Dans un dernier chapitre, Éric Martin lance un «Appel à un socialisme d'ici», reprenant à son compte l'expression mise en avant il y a plus de 40 ans par Fernand Dumont. L'auteur est convaincu par ailleurs que sans un fort appui de la société civile, et en particulier des syndicats, cette libération nationale et sociale ne peut qu'être un échec.

C'est aussi cette inquiétude qui hante le sociologue et anthropologue Marcel Rioux, dont l'auteur écrit qu'il «est d'abord un penseur de la culture: celle des villages québécois, celle qui s'évanouit dans les sociétés industrielles et postindustrielles, et celle qui pourrait servir de vecteur d'émancipation» (p. 152). Alors que Dumont disait que les grandes puissances, et pensons ici surtout aux États-Unis, répandaient la culture comme le napalm, Rioux a soutenu de son côté, comme le rappelle Martin, que l'éclatement des frontières ne conduit pas à l'émancipation, mais bien davantage à l'hégémonie d'une culture marchandisée produite par les industries culturelles et l'impérialisme américain. Ce qui conduit à une sorte de «déracinement culturel», comme l'a écrit Marcel Rioux en 1982 et qui n'est pas allé en s'améliorant depuis. C'est à ce dernier qu'on doit d'avoir identifié trois idéologies qui ont caractérisé le Québec, à savoir la conservation, le rattrapage et le dépassement. Martin constate qu'on retrouvera «dans le camp indépendantiste, des gens dont le discours se rapproche davantage de l'idéologie de la conservation et d'autres plus proches de l'idéologie de dépassement: ils ont en commun l'idée de défendre la nation québécoise» (p. 165), alors qu'on retrouve dans l'autre idéologie «les tenants du rattrapage mondialiste et les post-modernes pour qui la société québécoise est un obstacle à déconstruire» (p. 165). Face à la question du Québec, Rioux se posait cette question qui demeure lancinante: qui l'emportera? La révolution ou la tranquillité?

Après avoir louangé en son temps le Refus global de 1948, le syndicaliste et essayiste Pierre Vadeboncoeur s'est finalement inscrit en faux contre ce qu'il a appelé des ruptures: le Refus global, la Révolution tranquille et Mai 68. Pour ce grand penseur, l'adversaire principal est le postmodernisme, qui ne sait plus reconnaître l'essentiel et confond liberté et licence, comme le rappelle Martin. Vadeboncoeur vouait une admiration sans bornes à l'égard de Gaston Miron chez qui il reconnaissait de n'avoir jamais abandonné «d'historiques antécédents culturels». Pour Vadeboncoeur, Miron «réunit et sauvegarde l'ensemble de ce qui nous constitue valablement. Il embrasse présent et passé, liberté et valeurs, passion et dévotion, actualité et tradition» (p. 170). Les réflexions de l'essayiste sur la liberté inspirent Éric Martin quand il fustige le «Fuck toute» d'une bannière brandie lors du printemps érable. «Le consensus, du moins chez les progressistes, est celui de la libération à l'égard de tout ce qui est son autre, et contre lequel il convient d'être en colère. Nation, commun, société, alouette, n'avons-nous pas là des prisons dont la liberté doit sortir

au plus vite pour s'émanciper?» (p. 175). La réponse appartient à Vadeboncoeur: «On s'est enfermés dehors et l'on n'y sent plus la limitation que cet enfermement à rebours représente» (p. 175).

De son côté, le Centre des femmes, qui a pris en 1971 le relais du Front de libération des femmes, continue d'affirmer que «la lutte de libération des femmes doit se faire dans le cadre de la libération nationale, sociale, économique, politique et culturelle» (p. 114), une analyse qui ne pourra survivre à l'émergence des groupes marxistes-léninistes comme En lutte! *In struggle!* Et le Parti communiste ouvrier (PCO). Publiée de 1963 à 1968, la revue *Parti pris* s'inscrit résolument dans la lutte pour l'indépendance, le socialisme et la laïcité. «Pour les auteurs de Parti pris, rappelle Éric Martin, l'indépendance ne se réduit pas à un simple brassage de cartes politique: elle doit remettre en question l'aliénation économique. À l'inverse, aucune réelle émancipation politique ou économique ne peut advenir à l'intérieur du carcan constitutionnel canadien» (p. 97).

Dans un dernier chapitre, Éric Martin lance un «Appel à un socialisme d'ici», reprenant à son compte l'expression mise en avant il y a plus de 40 ans par Fernand Dumont. L'auteur est convaincu par ailleurs que sans un fort appui de la société civile, et en particulier des syndicats, cette libération nationale et sociale ne peut qu'être un échec. Il est là-dessus très clair: «Sans un mouvement social fort qui travaille en conjonction avec le bras parlementaire (sans perdre son autonomie, sans y être inféodé), on ne voit pas ce qui peut être durablement bâti» (p. 229). Des alliances seront nécessaires. Des compromis aussi, comme des pactes temporaires. Encore faudra-t-il que, par exemple, un parti indépendantiste ne se fourvoie pas dans des projets comme le pétrole d'Anticosti et la cimenterie de Port-Daniel...

Après avoir louangé en son temps le Refus global de 1948, le syndicaliste et essayiste Pierre Vadeboncoeur s'est finalement inscrit en faux contre ce qu'il a appelé des ruptures: le Refus global, la Révolution tranquille et Mai 68. Pour ce grand penseur, l'adversaire principal est le postmodernisme, qui ne sait plus reconnaître l'essentiel et confond liberté et licence.

Martin, qui se dit convaincu qu'il ne peut y avoir de socialisme sans un enracinement dans un pays, fait enfin appel à Jean Jaurès, qui a écrit: «La patrie est nécessaire au socialisme. Hors d'elle, il n'est et ne peut rien» (p. 222).

L'ŒUF ET LA POULE

On ne fait pas suffisamment l'économie de débats abscons, à savoir si la poule de l'indépendance devrait avoir préséance sur l'œuf du projet social. Or la première chose qui soit impérative, ne serait-ce pas que la poule le ponde, son œuf? Mais force est de constater, avec le regretté Pierre Falardeau, qu'à varger à temps et à contretemps sur la poule pour qu'elle livre un œuf pur et dur, la poule risque de ne plus être capable de le pondre, son œuf...

L'œuf? La poule? Il faut être sérieux! On n'a toujours pas de poulailler. Tout juste un enclos sous surveillance fédérale dans lequel on ne se prive toutefois pas de piailler à qui mieux mieux, pour le plus grand plaisir des coqs de la haute finance et du pouvoir fédéral, plutôt anglais comme il se doit. Car attendre, avant de prendre possession de notre poulailler, que la poule ait des dents et ponde cet œuf pur et dur, c'est garantir aux habitants du West Island qu'ils dormiront en paix jusqu'au prochain millénaire.

Mais comme Éric Martin en fait une démonstration claire, il y aurait certainement moyen de changer le paradigme de la poule OU l'œuf par celui de la poule ET l'œuf. ♦

TÔT OU TARD

Jean Carette

Professeur retraité et actif de l'UQAM

HARVEY MEAD

TROP TARD. LA FIN D'UN MONDE ET LE DÉBUT D'UN NOUVEAU

Montréal, Éditions Écosociété, 2017, 278 pages

Chaque époque a ses prophètes. En agissant sur elles-mêmes, nos sociétés produisent des individus ou des collectifs qui travaillent sur l'avenir, tel qu'il devra se faire. Sont prophètes ces gens qui parlent du futur, du côté de la proue, en avant de leur bateau, mais aussi qui parlent ou prétendent parler en faveur du genre humain, pour sa mobilisation au service de sa survie.

Harvey Mead fait partie de ces prophètes, comme sa carrière le démontre depuis près de cinquante ans. Docteur en philosophie des sciences, sous-ministre adjoint au développement durable, puis premier (et dernier?) commissaire au développement durable, il est l'incontestable leader et inspirateur des réseaux de l'environnement et du développement. Face à tous les prédictes de catastrophes dont il appuie les constats, il évoque en priorité le lendemain de ces malheurs. Il ne lui suffit pas de prévoir une série de catastrophes, économiques, écologiques et sociales, au risque de tomber dans les pièges d'un pessimisme stérile et complaisant. Il convient de dépasser cette attitude, grâce à un saut qualitatif engagé au plus vite par une masse plus consciente des enjeux.

Harvey Mead nous y convoque, au-delà de l'énergie du désespoir et au nom de la survie nécessaire des humains. Oui, il y aura d'abord une séquence de crises et d'horreurs, de plus en plus graves dans leurs effets, de plus en plus rapprochées. Oui, il y aura un effondrement annoncé, et il faudra impérativement traverser cette tempête décisive et ses considérables dégâts. Obligation nous sera faite de dégager un meilleur avenir pour l'humanité, c'est-à-dire un réel «développement durable» à l'échelle planétaire.

En clair, il est déjà «trop tard» pour éviter l'effondrement du système socio-économique et même pour désespérer. Harvey Mead s'expose et propose un large projet de changement social pour survivre aux catastrophes. Ce n'est pas le déni: «après moi, le déluge!», mais bien «après le déluge, nous». Harvey Mead est un utopiste constructif et décidé. Certes, nous allons droit dans le mur. Le Club de Rome le savait dès 1968.

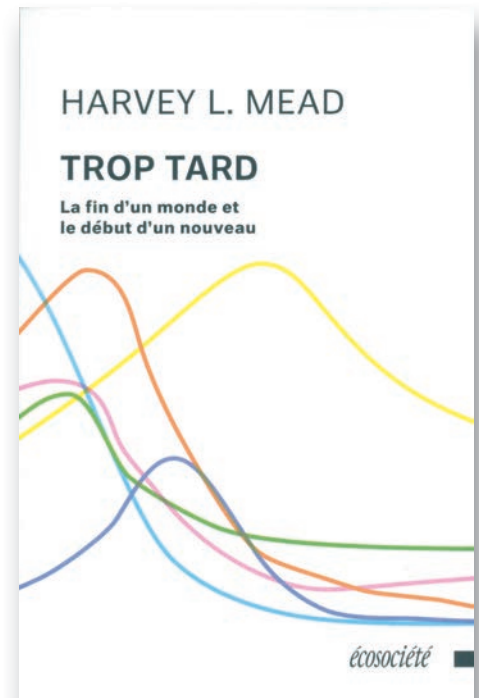
Notre modèle économique dominant, basé sur une croissance illimitée, entraîne une consommation débridée, un épuisement prévisible des ressources naturelles non renouvelables, et finalement une dévastation irréversible de l'environnement. Il faut donc définir les bases d'un nouveau système, vers une société «post-capitaliste». Par exemple, Harvey Mead détaille des mesures concernant la fin du pétrole et de l'automobile, un nouveau modèle pour la forêt, les terres et les mines, la réduction drastique de la durée du travail, la démocratie au travail et la refondation des services publics en santé et en éducation. Harvey Mead reprend à son compte les propositions déjà définies par l'IRIS dans *Cinq chantiers pour le Québec* (Écosociété 2016).

Comme ici, en «Canamérique», nous vivons dans une abondance moyenne confortable, nous dormons au gaz, inconscients, impénitents, irresponsables. De temps à autre, nous jetons un œil inquiet sur des horizons où les nuages s'entassent, où les menaces s'accumulent. Puis nous repartons à rêver, tandis que la Banque mondiale nous annonce pour 2018 la poussée imprévue d'une croissance du PIB généralisée. Quand nous réveillerons-nous?



Le temps est venu pour la société civile de se manifester avec une nouvelle orientation qui reconnaît l'échec des efforts consentis depuis des décennies, et ce, dans un contexte où il y a reconnaissance que d'autres civilisations ont également subi l'échec et que l'ensemble de la société, toujours endormie, fait face à une multitude de crises qui s'apprentent à frapper.»

Harvey Mead s'efforce de sonner l'alarme et de nous réveiller. Pour clore son ouvrage, il annexe ce qui pourrait être «une déclaration d'échec et l'énoncé d'un nouveau message: programme pour une nouvelle ère.» Mead agit ici par anticipation prophétique. L'échec de la Cop 21 de Paris est dès lors confirmé, avec notre impuissance à prendre les mesures qui s'imposent: changement dans l'urgence de notre système socio-économique, en particulier éradication de notre dépendance aux énergies fossiles et à l'automobile privée, réduction drastique de la consommation dans les pays riches, jusqu'à rétablir une égalité relative au niveau mondial.



Harvey Mead consacre une partie de son annexe à «une panoplie de mesures à débattre, préciser et mettre en œuvre, hier de préférence.» Il va jusqu'à proposer une «révolution dans nos activités» et reprend à son compte l'expression de Tim Morgan, «la récession permanente», ce qui implique par exemple l'abandon total de l'automobile en 15 ans.

Harvey Mead exagère-t-il? N'est-il au fond qu'un prédicateur moralisateur plutôt qu'un prophète? Cultive-t-il, comme tant d'autres, une forme de complaisance coupable en appelant à dépasser un malheur qui nous dépasse, en nous invitant à changer de paradigme civilisationnel? Je pense plutôt que son livre doit être lu et débattu.

En rédigeant cet article, le littéraire que je suis depuis toujours a pensé par surprise au théâtre de Jean Giraudoux, au gré et au goût récurrent de mes lectures.

D'abord pour le prospectiviste et autres pessimistes, Cassandre, dans *La Guerre de Troie n'aura pas lieu*:

Andromaque: Cela ne te fatigue pas de ne voir et de ne prévoir que l'effroyable?

Cassandre: Je ne vois rien, Andromaque. Je ne prévois rien. Je tiens seulement compte de deux bêtises, celle des hommes et celle des éléments.

Puis, pour traverser l'espoir avec la tempête, du bord des optimistes, la femme Narsès, à la fin d'Électre:

– Comment cela s'appelle-t-il, quand le jour se lève comme aujourd'hui et que tout est gâché, que tout est saccagé, et que l'air pourtant se respire, et qu'on a tout perdu, que la ville brûle, que les innocents s'entre-tuent, mais que les coupables agonisent, dans un coin du jour qui se lève?

Électre: Demande au mendiant. Il le sait.

Le mendiant: Cela a un très beau nom, femme Narsès. Cela s'appelle l'aurore.

Il est trop tôt pour dire «Trop tard», pas pour le lire... ♦

PARIER SUR LE HASARD?

Martin David-Blais
Université Saint Paul

HUGO BONIN

LA DÉMOCRATIE HASARDEUSE
Montréal, XYZ éd., 2017. 120 pages

Nous sommes habitués à penser que la démocratie doit fonctionner selon une des deux formules suivantes : ou bien un groupe prend des décisions en faisant en sorte que toutes et tous aient accès à la délibération et à la décision ; ou bien on procède par délégation de responsabilité au moyen d'un scrutin. L'application de la seconde formule, qui est très nettement prépondérante et qui est utilisée dans toutes sortes de circonstances, n'est pas sans poser de très sérieux problèmes si on en juge à l'aune de nos idéaux démocratiques. La tendance lourde à l'élitisme en est un de taille : on observe entre autres choses des phénomènes de surreprésentation de certaines catégories de citoyens dans les postes de grande responsabilité au détriment d'autres catégories ainsi que, bien souvent, des problèmes de participation anémique. Le livre d'Hugo Bonin propose de considérer le recours au tirage au sort comme un autre moyen pour s'occuper de la délégation de responsabilité et du choix de représentants en faisant valoir que ce moyen n'est pas sans présenter plusieurs avantages.

La thèse n'est pas formulée de manière pompeuse et triomphaliste même si le début du livre laisse un peu craindre cela (on a droit à des pages passablement convenues sur la crise de la démocratie) : le tirage au sort n'est donc pas présenté comme une panacée. Le livre est plutôt une proposition de réflexion sur les procédures générales en démocratie et une invitation à considérer le tirage au sort comme un moyen pertinent en de nombreuses circonstances.

Les premières pages, qui portent sur la crise de la démocratie, sont rédigées de manière superficielle, comme je l'ai dit précédemment, et le survol historique que contient la première partie l'est aussi. Le premier chapitre offre un rapide tableau sur l'usage du tirage au sort à travers les âges, depuis l'antiquité jusqu'au XVIII^e siècle (dans certaines républiques italiennes). Cette partie du livre me paraît finalement constituer une sorte d'appel à l'autorité, lequel consiste à faire valoir que proposer le tirage au sort comme procédure politique ne relève pas de l'imagination délirante puisqu'elle a été tentée à plusieurs reprises dans l'histoire occidentale, notamment par les Grecs et les Romains (dont on connaît l'importance dans notre imaginaire

démocratique). La section sur la démocratie grecque, qui est la plus détaillée, permet néanmoins de voir que le tirage au sort, une procédure assez commune dans les cités helléniques, semblait avoir plusieurs effets bénéfiques, notamment en contribuant à atténuer les phénomènes de concentration de pouvoir et de corruption.

L'auteur prend son envol dans la deuxième moitié du livre (chapitres 2 et 3) qui est à mes yeux nettement plus consistante que la précédente. Après avoir bien souligné que la pratique du scrutin s'avère à maints égards peu satisfaisante, Bonin présente son plaidoyer pour que l'on considère l'intérêt du hasard dans la vie politique contemporaine. Le tirage au sort pourrait constituer, dans certaines circonstances (que la recherche pourra à terme identifier avec passablement de précision), un moyen pour atténuer l'élitisme institutionnel, réduire les distorsions dans la représentation et contrer le manque de participation.

Le tirage au sort n'est donc pas présenté comme une panacée. Le livre est plutôt une proposition de réflexion sur les procédures générales en démocratie et une invitation à considérer le tirage au sort comme un moyen pertinent en de nombreuses circonstances.

À l'appui de sa proposition, Bonin fait voir que l'on dispose d'ores et déjà d'un matériel ample pour évaluer l'intérêt de ladite mesure et son applicabilité. Non seulement dispose-t-on d'un corpus de recherche universitaire non négligeable, mais on possède d'ores et déjà de très amples matériaux d'observation puisque le recours au hasard est fréquent dans toutes sortes de domaines de la vie sociale hors de la politique. L'auteur mentionne notamment la composition de jurys, l'attribution de certains biens rares (par exemple, les places de camping dans certains parcs nationaux) sans oublier les sondages qui ont été objet d'innombrables recherches (permettant notamment de mieux comprendre une foule de microphénomènes relatifs à la sélection aléatoire). L'auteur a par ailleurs identifié de nombreuses expériences politiques dont on pourra analyser plus avant les résultats, mais qui lui semblent passablement satisfaisantes à première vue : un peu partout dans le monde occidental, des panels et des assemblées citoyennes ont été



constitués par un recrutement aléatoire pour étudier des problèmes complexes et proposer des solutions. Bonin recense enfin quelques tentatives de grande envergure (en Belgique, en Islande ou en Irlande) qui semblent moins prometteuses, non pas tant parce qu'elles ont raté les objectifs, mais en raison des réactions politiques qu'elles ont provoquées.

Le point de vue de Bonin, redisons-le, est nuancé. À ses yeux, l'utilité du tirage au sort est contingente et dépend à la fois des objets considérés et des conditions d'application -- comme pour le scrutin du reste. Une objection qui vient immédiatement à l'esprit pour ce qui concerne le recours au tirage au sort est la question de la compétence.

Au moment de rédiger ces lignes, j'entends des commentaires virulents sur les capacités des jurys à rendre des jugements solides dans des causes très complexes comme celle qui concerne l'accident ferroviaire de Lac-Mégantic. Tel professeur de droit suggérerait même l'abolition des jurys pour de nombreux types de causes et ce, en raison du flagrant manque de compétence que produit le mode de sélection des jurés. On trouve justement dans le livre des pages très intéressantes à ce propos et sur le phénomène de la décision. Bonin cite le travail d'Hélène Landemore, une politologue américaine, qui tend à démontrer que si, en certaines circonstances, un panel décisionnel constitué de manière absolument aléatoire peut être dépassé par la complexité de l'information, il arrive souvent que, dans d'autres conditions, il soit significativement plus efficace qu'un panel d'experts ou des technocrates parce que la composition apporte ce que l'on nomme de la diversité cognitive. Ainsi, s'agissant de répondre aux besoins d'une clientèle précise, celle d'un service d'aide sociale par exemple, un panel décisionnel constitué au hasard permettrait de réduire l'impact des biais des questionnaires et d'élargir nettement la base d'information.

VOIR LA DÉMOCRATIE...

à la page 12

DÉLAISSER LE POLITIQUE

POUR L'INTIME

Françoise Bouffière
Orthopédagogue

MATHIEU BÉLISLE
BIENVENUE AU PAYS DE LA VIE ORDINAIRE
Montréal, Éditions Leméac, 2017,
231 pages

O. Pays bien aimé, quand auras-tu le goût du vertige?

Le Québec peut être perçu comme un pays fort agréable où il fait bon vivre grâce, entre autres, à la gentillesse et la simplicité de ses habitants. Pas d'arrogance ici; un indice élevé de bonheur dû au calme et à la paix qui règne dans notre *belle province*. Allons voir cependant un peu plus loin ce qu'en pense Mathieu Bélisle, professeur de littérature au collège Jean-de-Brébeuf, essayiste et membre du comité de rédaction de la revue *L'Inconvénient*. Que fait-on de la vie participative et contemplative chez nous? Qu'avons-nous fait de nos rêves?

Nous habitons au pays de la vie ordinaire, répond l'essayiste, et nous en sommes même les champions. Il nous y souhaite d'ailleurs la « Bienvenue » avec un brin d'ironie pour bien nous montrer que nous avons les deux pieds dedans et que le prix à payer est celui de l'insignifiance. Voilà qui est fort dérangeant. Cet essai bouscule plus que d'autres et invite au débat. C'est à mes yeux une de ses grandes qualités.

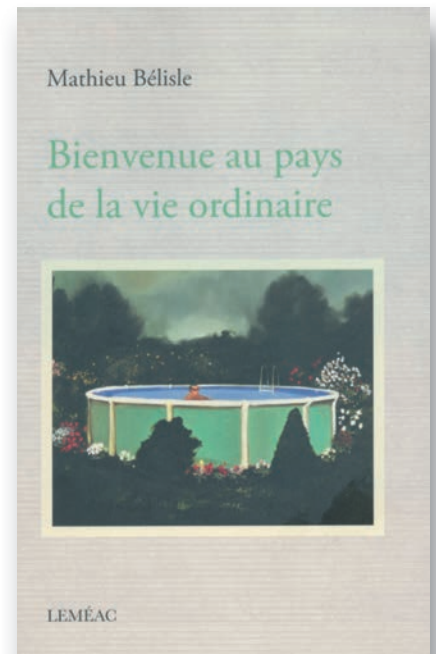
L'insignifiance transpire au Québec, soutient cet homme de lettres. Elle règne tant dans la vie politique que dans la vie intellectuelle, car les deux se développent ici sans grande audace. Le trait constitutif de notre culture est le prosaïsme, démontre-t-il. Nous sommes plus à l'aise dans le concret que dans l'abstrait. Nous n'aimons pas le changement et demeurons « fidèles à la vie provinciale que nous connaissons le mieux en gérant nos affaires à la petite semaine, sans rien déranger » (p. 36). La culture québécoise, ajoute l'essayiste, « se découvre en disant non, elle s'affirme et se comprend par la négative, c'est-à-dire moins par ce qui la constitue que par ce qu'elle choisit de rejeter ou par ce qu'elle ne parvient pas à atteindre » (p. 11). Mathieu Bélisle souligne que cette négativité est, à sa manière, une voie féconde¹. Oui, cette caractéristique de la créativité du Québec est particulièrement bien nommée, c'est peut-être aussi, à mon avis, celle qui transpire derrière la simplicité et l'authenticité des gens d'ici et de leur façon

de vivre². Pas besoin de réfléchir longtemps pour reconnaître cependant qu'après être nés pour un petit pain, après nous être noyés dans le confort et l'indifférence, nous voici installés dans une vie vouée à la « production et à la reproduction », deux termes que Mathieu Bélisle emprunte à Charles Taylor.

Le lecteur verra également comment, sous forme d'histoire du roman québécois, l'auteur brosse un tableau où idéalisme et anti-idéalisme s'opposent, se confrontent ou cohabitent parfois dans une même œuvre, comme s'il était toujours difficile de concilier l'habitant et le coureur des bois.

Nous obéissons à des préoccupations concrètes, voire terre à terre, car nous souhaitons garder et protéger nos acquis avant de développer ce que nous pourrions être. Nous sommes des résistants, pas des militants, précise l'auteur de *Bienvenue au pays de la vie ordinaire*. Conscient qu'on peut dire la même chose de toutes les sociétés capitalistes occidentales qui induisent au matérialisme, Mathieu Bélisle soutient que cette complaisance dans la vie ordinaire domine chez nous « de manière exemplaire » (p. 33). Tant pis si c'est difficile à digérer et déprimant. Il est des vérités bien désagréables à entendre, mais on peut accepter de prendre conscience de ce que l'auteur dénonce à savoir que « nos activités d'ordre artistiques, culturelles et politiques sont placées en position de secondarité; maintenues dans une relation de stricte dépendance vis-à-vis de la vie ordinaire qu'elles sont presque toujours tenues de se justifier sur la base de critères qui ne sont pas les leurs » (p. 10). À nous de réagir. Comment? En retrouvant « un certain sens de la hauteur, un goût du vertige et de la verticalité [en faisant l'effort] de renouer avec la ligne du risque » (p. 15). Tout est dit et reste à faire.

Mais avons-nous déjà eu soif de vertige? La réponse est non si l'on s'en tient à la thèse de l'auteur qui soutient « qu'au Québec, la vie de participation et la vie de contemplation ont de tout temps été soumises aux exigences de la vie ordinaire, comme des satellites entraînés dans l'orbite d'un astre tout puissant » (p. 33). L'essayiste propose quelques explications à ce refus de s'arracher à l'immédiateté pour rêver et construire plus



grand que soi. Il évoque l'origine modeste de nombreux Québécois privés de moyens matériels et intellectuels pour accéder à la vie de participation ou de contemplation. Il impute à la Conquête qui a « été les membres de l'ancienne élite » le fait d'avoir conduit « le peuple colonisé à délaissier le politique en se réfugiant dans l'intime ». La nécessité de la survie aurait été chez nos ancêtres la plus forte et aurait contribué à reléguer tout ce qui n'était pas l'ordinaire. Atavisme, donc. Oui, la Conquête y est pour beaucoup. On ne peut pas reprocher aux Marie de l'Incarnation ou Jeanne Mance, ainsi qu'à ceux qui les ont suivies d'avoir manqué de verticalité!

Revenons à notre confortable train-train et voyons comment il s'organise. Pour Mathieu Bélisle, les maîtres de la vie ordinaire sont les médecins dont on ne peut se passer puisqu'ils veillent au bien-être des corps et les humoristes, maîtres du rire plus que de la critique qui « allègent l'atmosphère³ ». Gagnés que nous sommes par l'individualisme et le cynisme qui connaît un essor considérable depuis le référendum de 1995, la surabondance des humoristes nous permettrait, nous dit l'auteur, « de nous rassembler autour d'une toute petite divinité vide » (p. 54).

En opposition à cette petite vie et au cynisme ambiant, Mathieu Bélisle nous mène sur les chemins de Diogène, opposant le cynisme du philosophe qui choisit le dépouillement dans un souci d'attention au monde « à celui des petits cyniques actuels qui refusent de sortir du cercle étroit de leurs intérêts personnels, qui font mine d'être revenus de tout alors qu'ils ne sont jamais allés nulle part » (p. 74).

3 J'ai un peu de difficulté à mettre les médecins et les humoristes sur le même plan, mais il faut comprendre que dans l'esprit de l'essayiste, les médecins sont amenés à ne défendre aucun idéal particulier et ne tolèrent aucune remise en question de leur pouvoir et savoir.

1 Bélisle cite: *Le roman à l'imparfait* (Gilles Marcotte), *L'absence du maître* (Michel Biron), *Le roman sans aventure* (Isabelle Dumais)

2 Je peux me permettre de le dire n'étant pas née ici.

LA DÉMOCRATIE...

suite de la page 10



Voilà au total un livre fort intéressant qui atteint son objectif de nous amener à élargir nos conceptions des institutions démocratiques et à reconnaître un réel sérieux à ce type de proposition. On voit tout de suite son intérêt face à des enjeux forts comme, par exemple, la faible participation dans la vie démocratique des villes, des commissions scolaires, des comités d'école. En tout cas, voyant le fonctionnement de plusieurs instances de mon université, je serais très favorable à ce qu'on tente des expériences du côté des tirages au sort... Une dernière remarque: le titre choisi par la maison d'édition me semble un peu malheureux, le mot «hasardeux» étant péjoratif puisqu'il signifie une prise inconsidérée de risque. ♦

PIERRE MOUTERDE
**LES STRATÈGES
ROMANTIQUES.
REMÉDIER AUX
DÉSORDRES
DU MONDE
CONTEMPORAIN**

Montréal, Écosociété, 2017,
184 pages



Le titre choisi par Pierre Mouterde frappe l'esprit: l'ambition de l'auteur est de contribuer au renouvellement de la pensée politique de gauche afin qu'elle acquière à la fois plus d'efficacité politique et plus de capacité libératrice. Le terme «stratège» désigne la capacité d'élaborer une action politique ample et efficace, parce que fondée sur une lecture profonde et systématique des sociétés et des conjectures tandis que la notion de «romantisme» semble désigner la recherche d'une vie authentique et intégrale qui s'émancipe de contraintes du contexte capitaliste.

On trouve dans ce livre une critique forte de la modernité néolibérale dont les principales conséquences sont, en contexte de capitalisme exacerbé et de massification des rapports sociaux, la fragmentation de l'existence et la dislocation de la vie collective. Pour l'auteur, la principale tâche qui s'impose aux mouvements progressistes est de remédier à ces problèmes de fragmentation et de réification de la vie, d'où la nécessité de commencer par l'identification de grandes dimensions négligées (y compris par la pensée et l'action politiques de gauche). À savoir: la question du sens, le rapport au temps, la colonisation du désir, l'importance de l'amour ainsi que la religion et le problème du lien social. Les divers chapitres du livre explorent en succession ces différents thèmes.

On sent bien que, pour l'auteur, le capitalisme néolibéral n'est pas seul coupable. Mouterde voit aussi des torts du côté de la gauche classique, dont l'action est tournée vers les considérations économiques et les calculs politiques, de même que du côté des rationalismes de tous poils et de toutes les entreprises de «déconstruction». Tout cela a contribué à «désenchanter» le monde au point de le rendre pratiquement invivable.

On trouve donc dans le livre un appel à considérer toutes ces dimensions (le besoin de sens, l'importance du lien, etc.) pour redonner un souffle aux mouvements qui aspirent à l'émancipation des humains. Par contre, qu'on ne s'y trompe pas: l'ouvrage ne va pas au-delà de l'entreprise critique, laquelle est menée à coups de références philosophiques (souvent passablement convenues: Benjamin, Arendt, Nietzsche, Badiou). Il n'est de ce fait guère question de réfléchir aux moyens pratiques de refonder la gauche et de chercher à lui donner un élan permettant de véritablement «remédier aux désordres du monde contemporain» (sous-titre du livre). C'est pourquoi il me semble que le livre reste finalement bien en deçà de ses ambitions affichées. Les développements portant sur la figure du «stratège» ne se trouvent qu'en conclusion et se limitent à quelques lignes générales et bien vagues.

Martin David-Blais

BIENVENUE...

suite de la page 11



Plus de «nous» dit-il, plus de volonté de se centrer vers un projet commun. La lutte pour la souveraineté de notre pays nous offrait pourtant la possibilité de nous engager dans la construction d'un État et d'une définition de nous-mêmes, souligne l'auteur. Le Non qui a triomphé de justesse au référendum de 1995 est un «oui sans majuscule ni transcendance à la vie ordinaire» (p. 60). Voilà dans l'ensemble des propos durs qui témoignent de l'immense déprime post-référendaire de tous ceux qui ont rêvé le pays du Québec. Mathieu Bélisle est le fier représentant des survivants à ce gâchis.

Je me suis demandé en lisant cet essai comment on pouvait si facilement définir tout un peuple composé de tant de personnes différentes; un dont la moitié a voté oui au référendum de 1995 tandis que l'autre moitié votait non; un peuple scié en deux. Qui sont ces Québécois dont Mathieu Bélisle parle? L'essayiste parvient cependant merveilleusement bien à nous entretenir de l'âme collective du pays (un nous, donc?) et des strates qui en se superposant les unes aux autres ont façonné cette âme qui n'est donc pas morte. L'une de ces strates est bien sûr le catholicisme. Or, le lecteur trouvera au chapitre 2 de ce livre, une thèse aussi intéressante que peu répandue, à savoir que la religion d'antan s'est toujours contenue dans une certaine tiédeur; que le legs religieux n'est pas si important qu'on le pense. Selon Mathieu Bélisle, «la désertion spectaculaire qu'ont connue les églises au cours des années 1960 se préparait depuis quelque temps déjà» (p. 115). Notre religion, dit-il, relève plus du prosaïsme que de la foi profonde, car «si elle a de tout temps reconnu la valeur du sacré et le sens du mystère, elle ne s'est jamais vraiment crue autorisée à s'en saisir et s'est pour l'essentiel investie dans le plus proche plutôt que dans le lointain, une religion en somme, qui s'est placée au service de la vie ordinaire» (p. 121). À lire à tout prix, c'est questionnant, dérangeant et fort bien argumenté.

**En opposition à cette petite vie et au cynisme
ambiant, Mathieu Bélisle nous mène sur les
chemins de Diogène, opposant le cynisme du
philosophe qui choisit le dépouillement dans un
souci d'attention au monde «à celui des petits
cyniques actuels qui refusent de sortir du cercle
étroit de leurs intérêts personnels, qui font mine
d'être revenus de tout alors qu'ils ne sont jamais
allés nulle part».**

Par-delà le discours sur la vie ordinaire et tout en l'étayant, Mathieu Bélisle, en homme de lettres, nous livre dans cet essai la somme d'un grand savoir littéraire. Cette deuxième partie du livre mériterait une recension à elle seule. Il s'agit d'essais parus dans les pages de la revue *L'Inconvénient* ou encore dans *Que devient la littérature québécoise?* (Nota Bene, 2017.) Le lecteur y trouvera une réflexion sur la place des livres au Québec, sur notre «désir plus ou moins inavouable de se passer d'eux» (p. 156). Ce qui n'est pas le cas de Mathieu Bélisle qui se définit comme un lecteur de tous les livres en opposition à ses parents, lecteurs d'un seul livre, la Bible. La lecture est pour lui «une activité vitale, qui engage l'être tout entier, qui le forme, l'édifie, qui le dégage de l'homme naturel et le fait entrer dans le domaine des questions essentielles – qui est celui de la culture, au sens le plus noble, le plus exigeant du terme» (p. 155). Voilà un des chemins de hauteur.

Le lecteur verra également comment, sous forme d'histoire du roman québécois, l'auteur brosse, des pages 189 à 208, un tableau où idéalisme et anti-idéalisme s'opposent, se confrontent ou cohabitent parfois dans une même œuvre, comme s'il était toujours difficile de concilier l'habitant et le coureur des bois, comme dit Yvon Rivard, Sancho et Don Quichotte, comme dit Mathieu Bélisle en opposant horizon prosaïque et goût du vertige. ♦

DE L'INCONVÉNIENT D'ÊTRE MÈRE

Karine Castonguay

Enseignante en littérature, Collège de Rosemont

MARILYSE HAMELIN

MATERNITÉ, LA FACE CACHÉE DU SEXISME

Montréal, Leméac Éditeur, Collection
Présent, 2017, 184 pages

La maternité se la coule douce ces dernières années... plus dans l'idéal qu'a créé la société actuelle et que l'on expose sur les Facebook et Instagram de ce monde que dans la réalité des chaumières. Journaliste indépendante et féministe engagée, Marilyse Hamelin confronte justement cet idéal à la réalité dans son essai *Maternité, la face cachée du sexisme. Plaidoyer pour l'égalité parentale*. De nombreuses statistiques soutiennent ses idées, concrètes et précises, et elle a interrogé différents acteurs sociaux (autant de femmes que d'hommes) ayant sérieusement réfléchi à la parentalité actuelle.

Hamelin souhaite dénoncer la discrimination pesant sur les femmes qui désirent devenir mères ou qui le deviennent: «Discrimination systémique, pauvreté et précarité professionnelle, voilà le visage sombre de la maternité», affirme-t-elle dans son introduction.

Ce sexisme s'installe dans la maternité et s'y renforce, ce qui, entre autres conséquences fâcheuses, perpétue l'inégalité des sexes. Pourquoi? Parce que, comme le fait remarquer Hamelin, on ne considère pas, par rapport à la parentalité, les hommes de la même manière que les femmes, lesquelles seraient plus aptes à jouer ce rôle de parent: «Tant que la parentalité sera considérée comme une responsabilité *naturellement* féminine, il n'y aura pas de vraie égalité des chances pour les femmes, toutes les femmes, au travail comme à la maison» (p. 11). Somme toute, dans son essai, Marilyse Hamelin expose l'inconvénient d'être mère.

LES MÈRES DU QUÉBEC: PARADOXALEMENT PRIVILÉGIÉES

Comme l'essayiste le signale dès le titre de son premier chapitre, le marché du travail constitue «le règne de la discrimination» pour les femmes. Cela prouve que, même en 2018, le sexisme demeure actif. L'auteure souligne ainsi un paradoxe: alors qu'on encourage les femmes «pour qu'elles enfantent toujours davantage» (p. 34), on ne leur facilite pas la tâche ni à la maison ni au travail.

Il existe bel et bien la Charte des droits et libertés de la personne qui, en principe, protège les mères au travail. Par contre, ce beau principe n'a pas empêché l'auteure d'être en mesure d'amasser plusieurs témoignages de femmes s'étant senties «tassées, punies, mises de côté» (p. 27) dans leur milieu de travail soit pendant leur grossesse, soit lors de leur retour du congé de maternité.

Il est vrai que le Québec se distingue en Amérique du Nord par son régime d'assurance parentale (RQAP), dont l'auteure reconnaît l'envergure et le progressisme; cela ne veut pas dire, avertit-elle, qu'il faille dormir sur nos lauriers et vénérer le *statu quo*» (p. 35). Si les hommes s'impliquent beaucoup plus auprès des enfants et dans les tâches domestiques qu'avant, ce sont tout de même encore les femmes qui subissent le plus de pression en ce sens. «Dans les faits, il s'agit seulement d'une détestable reproduction du sexisme ordinaire, qui, tel un virus increvable, s'adapte et se perpétue» (p. 37), croit Marilyse Hamelin.

Force est d'admettre que si la condition féminine s'est vue améliorée grâce à l'accès des femmes au marché du travail, la condition maternelle, elle, s'est dégradée, peut-être parce que les changements vécus à l'extérieur à la maison n'ont pas trouvé leur équivalent en son intérieur.

Les stéréotypes ont la couenne dure! Pourquoi la mère est-elle encore le parent «par défaut»? demande l'auteure dans le titre de son deuxième chapitre. Si l'on apprécie l'intégration des femmes sur le marché du travail depuis les cinquante dernières années, ce sont pourtant elles qui «accomplissent encore en moyenne 70 % des tâches domestiques et des soins aux enfants», selon le Conseil du statut de la femme et qui incarnent «le premier répondant familial» (p. 46). Force est d'admettre que si la condition féminine s'est vue améliorée grâce à l'accès des femmes au marché du travail, la condition maternelle, elle, s'est dégradée, peut-être parce que les changements vécus à l'extérieur à la maison n'ont pas trouvé leur équivalent en son intérieur.



ET LES PÈRES DANS TOUT ÇA ?

Selon Marianne Prairie, jeune mère interrogée par Hamelin dans le cadre de son enquête, l'arrivée des enfants fait ressurgir, même chez les hommes les plus égalitaires (car ils demeurent conditionnés par leur éducation), des comportements plus traditionalistes. Aux mythes de la mère «naturelle» et de la mère «à tout faire» (p. 57), s'ajoutent celui de l'égalité des sexes atteinte et celui de son supposé libre «choix» (p. 62) (choix professionnels qu'elles font pour le bien-être de leurs enfants, comme si leur bonheur les concernait davantage que les pères). En réalité, tous ces mythes ne font qu'augmenter la tâche des mères et alourdir leur charge mentale: elles se sentent coupables de ne pas être la mère, la travailleuse, la conjointe, l'amante, la citoyenne parfaite.

Les pères partagent-ils les mêmes angoisses de performance que les mères? Il semblerait que oui, mais seulement ou davantage par rapport à leur travail. Il s'agit là d'un «deux poids, deux mesures persistant» (p. 84), constate l'auteure: on critique les mères occupant un emploi qui ont des enfants et on en fait autant avec les pères qui souhaitent assumer pleinement leur rôle parental. En effet, la société encourage une plus grande implication des pères, «mais pas trop quand même» (p. 108). Pas de là à ce qu'ils deviennent le parent principal ni même le parent répondant.

CACHEZ CES ENFANTS !

Pour l'auteure, le changement, faisant trop peur aux employeurs, doit venir de l'État. En prenant l'exemple de la Scandinavie, elle décrète que le partage obligatoire du congé parental, plutôt que d'être perçu comme une mesure radicale, devrait, selon elle, être

VOIR LA MATERNITÉ...

à la page 14

LA MATERNITÉ...

suite de la page 13



*

perçu comme une intrusion positive et progressiste. Ainsi, cela éviterait un traitement différent entre les hommes et les femmes sur le marché du travail en fonction des stéréotypes liés à leur rôle de père ou de mère. Ce traitement équitable se verrait renforcé également à condition que les pères s'absentent aussi longtemps que les mères – ou qu'ils coupent leurs heures de travail de la même manière – après la naissance de leurs enfants, et ce, durant tout le temps qu'ils les ont à leur charge. Bref, qu'ils sacrifient, au même titre que les mères, une partie de leur vie professionnelle à leur vie familiale.

Évidemment, ces mesures risquent de créer deux catégories d'employés: ceux *avec* et ceux *sans* enfants, privilégiant ainsi les seconds au détriment des premiers aux yeux des employeurs, mais, au moins, l'inconvénient d'être parent ne reviendrait plus seulement à la mère.

UNE QUESTION DE GÉNÉRATION ?

Les rôles ont-ils vraiment changé avec l'avènement de la génération Y sur la scène parentale? Ses membres sont réputés, le reconnaît l'auteure, pour encourager des valeurs d'égalité, de respect de soi et d'équilibre entre les vies professionnelle et familiale. Malgré tout, ils doivent faire face à une dure résistance aux changements. D'ailleurs, les hommes de la génération Y constatent de plus en plus que le modèle traditionnel les enferme, eux aussi, dans des stéréotypes dont ils veulent se défaire.

Si les changements n'ont pas entièrement eu lieu avec la parentalité de la génération Y, c'est avec elle que les changements devront surgir.

En concluant, Marilyse Hamelin ne dresse pas, malgré l'indéniable progrès qu'elle reconnaît depuis quelques décennies, un portrait idyllique de la maternité au Québec. Pourtant, elle exprime une sincère et profonde empathie pour les mères québécoises. Aux injonctions imposées à ces femmes d'une «maternité parfaite» (p. 157) – elles doivent allaiter, et le plus longtemps possible, perdre leur poids de grossesse rapidement, préparer des petits plats santé et ne pas envoyer leur progéniture à la garderie trop tôt ni trop souvent – injonctions qui alourdissent leur stress et leur culpabilité, tout en les menant droit à l'épuisement, elle impose ses propres injonctions, mais en visant, cette fois, la société et l'État québécois. Elle enjoint tout ce beau monde à refuser le *statu quo*, en triomphant des résistances au changement et en brisant «les stéréotypes puissants et persistants» (p. 159) découlant d'un modèle qui n'a plus intérêt à être maintenu, et ce, autant pour les femmes que pour les hommes.

Pour finir, il ne s'agit pas d'un livre noir sur la maternité; au contraire, l'auteure souhaite provoquer une réelle volonté de changement et, par conséquent, la mise en place d'actions politiques véritables pour l'atteinte d'une égalité des sexes et d'un équilibre entre la vie professionnelle et la vie de famille qui pourra être bénéfique et aux mères et aux pères de la génération actuelle. Et, pourquoi pas, pour les enfants de celles à venir. ♦

GASTON DESCHÊNES

LES GENS DE MONTRÉAL
à l'époque de la Confédération

Illustrations et textes de L'Opinion publique



GASTON DESCHÊNES

LES GENS DE MONTRÉAL À L'ÉPOQUE DE
LA CONFÉDÉRATION. ILLUSTRATIONS ET
TEXTES DE L'OPINION PUBLIQUE

Québec, Septentrion, 2017, 152 pages

L'ouvrage offre un «portrait» de la société montréalaise à partir d'une sélection d'articles et d'illustrations tirés du célèbre hebdomadaire *L'Opinion publique*, publié de 1870 à 1883. Il se présente comme un agréable album, qui nous laisse cependant sur notre faim. Dans sa brève présentation, Gaston Deschênes avertit que le fruit de son travail «n'a aucune prétention scientifique». En fait, on apprend dans la préface signée Jean-Charles Déziel que l'auteur a sélectionné, à même sa collection personnelle du journal illustré, des gravures qui portent sur Montréal. Deschênes a choisi les illustrations «où l'on voit du monde» dans une variété de circonstances, qu'il a organisées en suivant les douze mois de l'année. Les textes et les illustrations, réunis en une cinquantaine de rubriques, abordent différents aspects de la vie montréalaise qui vont de la vie quotidienne aux vacances, en passant par les loisirs mondains, les célébrations à l'occasion de diverses fêtes, les événements politiques (dont des élections, la fête du Dominion, quelques grèves), les modes de transports, etc. L'auteur explique aussi que tous les textes proviennent de la revue, à l'exception de très courts passages, en italiques, où il juge nécessaire d'apporter des précisions. La seule exception consiste en un paragraphe complet sur l'enterrement de Joseph Guibord, membre de l'Institut canadien, à qui monseigneur Bourget refuse l'inhumation au cimetière catholique de la Côte-des-Neiges. Pourquoi autant de détails sur cet événement et pas sur d'autres?

Si le 375^e anniversaire de Montréal et le 150^e de la Confédération canadienne ont constitué l'occasion toute trouvée de publier le présent recueil, force est de se demander ce qui fait son intérêt, au-delà du plaisir que procurent ses riches gravures et sa prose colorée. La question se pose d'autant plus que l'auteur (et fort probablement l'éditeur) n'a pas jugé bon de mettre en contexte ses choix par rapport au contenu d'ensemble du magazine ni d'éclairer les lecteurs au-delà des remarques qui tiennent lieu d'introduction et font le point sur le périodique lui-

même plus que sur les images. Que représente le corpus retenu par rapport au contenu entier du journal illustré? Que signifient les textes et les gravures sur Montréal? Dans l'introduction, Deschênes précise que Desbarats, son propriétaire, rêvait «de transformer *L'Opinion publique* en «archives de la nationalité»» mais on aurait aimé en savoir davantage. Textes et gravures ont-ils été publiés à des fins d'éducation populaire considérant la mission de ce magazine accessible au grand public par son abondante illustration et son faible coût? D'autres villes canadiennes bénéficient-elles d'une couverture aussi importante en cette époque de fondation d'un nouveau pays? Quels autres thèmes sont abordés dans ce périodique, manifestement créé, tout comme son pendant anglophone le *Canadian Illustrated News* aussi publié par l'éditeur Georges-Édouard Desbarats, en soutien à l'avènement récent du Canada?

Bref, qu'est-ce que cet ouvrage nous donne à voir? Certainement pas le début de la «Belle Époque» comme le laisse entendre l'auteur, alors que les années 1870 sont plutôt caractérisées par une importante dépression économique. Il est dommage que Gaston Deschênes, un auteur expérimenté, se soit contenté d'une présentation aussi succincte. L'ajout d'un appareillage critique aurait pu bonifier la portée de ce livre.

Michèle Dagenais

Département d'histoire, Université de Montréal

L'Action nationale Éditeur

Mémoires d'un enfant
de la Révolution tranquille
Denis Monière



L'Action
NATIONALE
ÉDITEUR

Mémoires d'un enfant de la Révolution tranquille Denis Monière

D'entrée de jeu, je n'hésite pas à me définir comme un enfant de la Révolution tranquille parce que j'ai été formé durant ces années d'effervescence et que j'ai bénéficié des réformes politiques initiées par le gouvernement libéral de 1960 à 1966. J'ai connu l'avant et l'après. J'ai été immergé dans le système de valeurs préconisé par un catholicisme fervent. J'ai vu les effets matériels de la prospérité économique et les conséquences des transformations sociales qui ont suivi l'industrialisation du Québec de l'après-guerre et qui, en dix ans, ont bouleversé le mode de vie, les valeurs et les comportements des Québécois.

ISBN 978-2-89070-024-6
224 pages

Maxime Duchesne
Finances d'un Québec indépendant
préface de Bernard Landry



L'Action
NATIONALE
ÉDITEUR

Finances d'un Québec indépendant Maxime Duchesne

Cette étude vise à déterminer la viabilité des finances publiques d'un Québec indépendant. Elle estime l'ensemble des revenus qu'un Québec indépendant percevrait et l'ensemble des charges additionnelles qu'il assumerait, en partant de l'hypothèse qu'il fournirait les mêmes services à ses citoyens que ceux présentement offerts sans devoir chercher de nouvelles sources de revenus. Il s'agit donc d'une analyse pro forma qui ne fait pas de choix budgétaires.

ISBN 978-2-89070-110-6
104 pages



L'Action nationale 1917-2017 Numéro du Centenaire - Édition de luxe Une histoire intellectuelle d'un siècle!

Quinze spécialistes, politologues, économistes, sociologues, historiens, professeurs de droit se sont penchés sur divers aspects de l'histoire de *L'Action nationale*. Nous en avons fait un livre précieux avec couverture de velin, papier crème et signet de tissu bleu.

232 pages, couleur, format 8 po X 10 po

action-nationale.qc.ca

BD politiques

Mathieu Thomas
Bibliothécaire

Depuis ses premiers balbutiements, il y a plus d'un siècle, la bande dessinée québécoise a connu de nombreuses transformations. Du personnage d'Onésime, créé par Albert Chartier dans les années 40 dans le *Bulletin des agriculteurs*, au Paul de Michel Rabagliati, récemment adapté au cinéma, les personnages du neuvième art ont incarné les tendances et les mutations agitant la société québécoise tandis que la popularité de ce médium ne cessait de croître. Il n'est d'ailleurs pas exagéré d'affirmer qu'à une époque où fleurissent les maisons d'édition spécialisées et où des auteurs comme Guy Delisle sont traduits dans de multiples langues, la BD québécoise connaît un véritable âge d'or.

Évidemment, certains créneaux demeurent plus populaires que d'autres. L'éclatant succès de la série des *Nombrils* de Delaf et Dubuc atteste la vigueur de la BD s'adressant aux adolescentes, marché autrefois négligé. De la même manière, les bandes dessinées de nature autobiographique occupent toujours le haut du pavé.

On ne saurait dire la même chose des BD aux thèmes historiques. Certes, la récente popularité de *Magasin général*, série de Loisel et Tripp se déroulant dans le Québec des années 20, démontre une certaine évolution des goûts du public, mais il reste qu'il s'agit ici d'histoire sociale, dans une ambiance rurale et intime, et non d'histoire avec un grand H. Le thème de la politique reste quant à lui quasi absent du paysage bédéesque québécois.

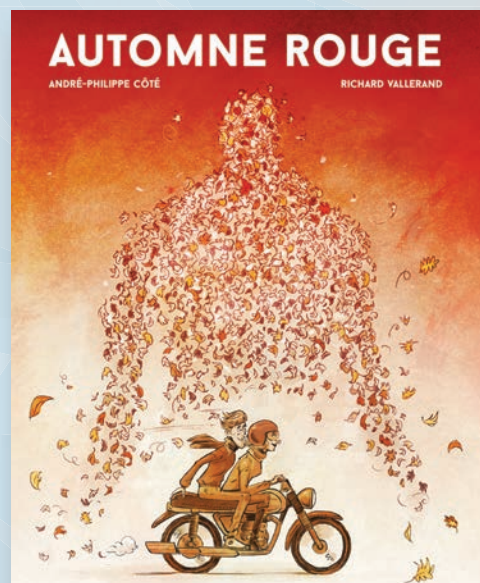
Dans ce contexte, on saluera la récente parution de deux albums qui osent se pencher sur deux périodes charnières de notre histoire politique : les débuts de la démocratie parlementaire à l'époque du Bas-Canada et la Crise d'octobre de 1970. Extrêmement différentes dans leur facture, voire dans leur nature même, ces œuvres témoignent de la maturation de la BD d'ici, enfin capable d'aborder des sujets plus sensibles.

LA CRISE D'OCTOBRE VUE DE MES TREIZE ANS

ANDRÉ-PHILIPPE CÔTÉ ET RICHARD VALLERAND
AUTOMNE ROUGE
Montréal, Les Éditions de la Pastèque, 2017, 104 pages

Pour produire cet album, le dessinateur Richard Vallerand s'est associé à Louis-Philippe Côté, le caricaturiste du journal *Le Soleil*, qui a délaissé ses crayons pour se charger du scénario et des dialogues. Le résultat est une œuvre atypique qui mélange allègrement les genres, à la fois récit initiatique et chronique historique, avec un soupçon de polar. L'intrigue, fort bien construite, nous présente Laurent Lessard, 13 ans, qui vit avec sa mère syndicaliste dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, à Québec. Souvent absente de la maison en raison de son implication dans la lutte qui oppose employés et patrons de l'hôtel Château-Champlain, elle délègue certaines de ses responsabilités parentales à sa jeune sœur Marie, une serveuse hippie aux fréquentations louches. Dès les premières pages, l'adolescent qu'est Laurent est amené à s'interroger sur des questions d'identité, à la fois personnelles (« Qui était donc mon père ? » demande-t-il à sa mère après qu'on l'eût à nouveau traité de bâtard) et sociétales ; ainsi, son professeur de français demande à la classe d'imaginer à quoi pourrait ressembler un héros québécois. Ses démêlés avec Jason Picard, un camarade de classe d'origine huronne, apportent un degré de profondeur supplémentaire à sa quête identitaire.

C'est dans ce contexte que survient la Crise d'octobre. Du mur sur lequel on a peint les lettres « FLQ » à la lecture de communiqués à la télévision, en passant par de brefs extraits illustrant les enlèvements de James Cross et Pierre Laporte, les auteurs racontent méthodiquement le cours des événements tout en prenant soin de démontrer que la société n'était pas simplement divisée en partisans et adversaires du FLQ. Ainsi, la mère de Laurent est présentée tout en nuances : indépendantiste convaincue, elle s'oppose farouchement à ces « poseurs de bombes » que sont les felquistes, ce qui ne l'empêchera pas d'être considérée comme suffisamment suspecte par la police pour se faire arrêter à la suite de la promulgation de la Loi sur les mesures de guerre.



Assurément, traiter d'un thème aussi polarisant que la Crise d'octobre n'était pas chose facile, mais Vallerand et Côté relèvent le défi avec souplesse et intelligence.

Soulignons l'attention particulière avec laquelle fut recrée l'ambiance de l'époque. Les vêtements, les coupes de cheveux, les voitures et même les couleurs choisies nous replongent au tournant des années 70 ; pendant qu'on boit de la Dow au bar, « Lindberg » de Charlebois joue à la radio. Les ruelles de Québec, le barrage de la Manicouagan et le village Huron nous ancrent sans équivoque en ce pays, tout comme le motif récurrent du cahier d'exercices « Québec », avec ses lignes bleues et ses fleurs de lys en couverture, dont Laurent remplira les pages tout au long du récit, à la manière d'un journal intime. Enfin, certains personnages historiques font quelques apparitions éclair, comme René Lévesque ou l'animateur de radio André Arthur, rebaptisé André Lacroix pour l'occasion.

Au travers de cette œuvre somme toute réussie, un seul élément laisse le lecteur sur sa faim : une finale un peu précipitée où se dénoue une intrigue criminelle, l'une des trames secondaires de l'album. Cette section détonne assez du reste du récit pour qu'on ait l'impression qu'elle a été plaquée là sans qu'on sache trop pourquoi. En dépit de cette conclusion imparfaite, *Automne rouge* demeure une de ces rares œuvres capables de divertir tout en levant le voile sur une période sombre de l'histoire récente du Québec. ♦

UNE COMMÉMORATION BÉDÉESQUE EN DEMI-TEINTE

COLLECTIF

1792 À MAIN LEVÉE

Québec, Les publications du Québec, 2017, 108 pages

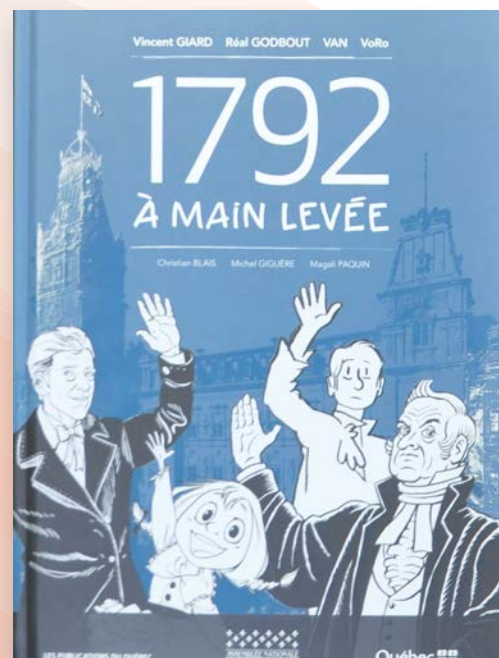
Si *Automne rouge* est sans l'ombre d'un doute une véritable œuvre artistique avec un style, une intrigue et une cohérence propres, *1792 à main levée* constitue une entreprise d'un tout autre genre. Mi-bande dessinée, mi-étude historique, ce curieux album publié par l'Assemblée nationale du Québec vise à commémorer le 225^e anniversaire des débuts du parlementarisme au Bas-Canada. S'il faut saluer l'originalité du projet, voire l'audace de ses concepteurs (ce type d'événement est généralement célébré par une exposition ou la publication d'un livre de nature plus classique), le résultat final laisse perplexe. L'hétérogénéité de l'ensemble reste en effet plutôt déroutante.

Peut-être était-il impossible d'éviter cet écueil, considérant l'objectif initial de l'album, qui était de « raconter les faits saillants de l'histoire parlementaire du Bas-Canada ». Vaste programme! On s'est donc contenté de cibler quatre moments emblématiques de la période 1791-1840 : les premières élections (1792), le débat sur les langues (1793), l'emprisonnement de Pierre-Stanislas Bédard (1810-1811) et les 92 résolutions (1834). Pour chacun de ces épisodes, on a confié à un bédéiste la production d'un court récit de sept pages, auquel s'ajoutent sept autres pages de mise en contexte historique, à grand renfort d'images d'époque. L'album se termine avec une longue section illustrant l'ampleur de la recherche documentaire ayant mené à sa production. Le lecteur est ainsi prévenu : malgré son volet « bande dessinée », cette œuvre est le fruit de recherches historiques rigoureuses.

Passons rapidement sur la dimension picturale des quatre récits, mis en images par des artistes différents. Il y en a ici pour tous les goûts ; si on reconnaît rapidement la ligne claire « à la Tintin » de Réal Godbout (*Red Ketchup*) dans l'extrait sur les 92 résolutions, on peut se surprendre du style minimaliste de Vincent Giard pour ses pages sur Pierre-Stanislas Bédard. Le thème des premières élections est traité de manière plus classique par VoRo. Enfin, la touche de la bédéiste VAN, qui aborde le débat sur les langues, rappelle quant à elle les dessins animés de Pixar par son rythme, son ton juvénile et ses personnages aux grands yeux.

Ces considérations esthétiques revêtent bien entendu une importance particulière, mais elles ne peuvent empêcher le lecteur de s'interroger sur l'idée à la base de ce recueil : comment donc peut-on présenter au grand public les enjeux de chacun de ces « faits saillants » de l'histoire en sept misérables pages ? La réponse des concepteurs, déclinée en introduction, est de faire valoir que leur but n'était pas de résumer et d'expliquer l'histoire, à la manière des bandes dessinées didactiques¹, mais plutôt de nous livrer une « vision personnelle » au moyen d'un micro-récit se déroulant dans le contexte plus large de ces événements. L'approche choisie laisse ainsi deviner l'intention des initiateurs du projet, qui était de ne surtout pas « trop » parler d'histoire politique, de peur d'ennuyer le lecteur.

Les cases racontant les élections de 1792 devront donc souvent laisser place à des échanges plus superficiels, à la taverne ; celles portant sur le débat des langues se retrouvent noyées parmi les scènes de glissades en toboggan ou de batailles de boules de neige.



La femme de Pierre-Stanislas Bédard se plaint de l'obsession de son mari pour ses droits constitutionnels, et l'année 1834 verra Louis-Joseph Papineau, son cousin Louis-Michel Viger et leurs compagnons de voyage forcés de dégager leur carriole prise dans la neige, en chemin vers Québec. Certes, ces digressions animent le récit et nous apprennent quelque chose sur la vie quotidienne de l'époque, mais elles prennent tant de place que la dimension politique, censée être la raison d'être de l'œuvre, se voit réduite à une simple toile de fond.

Il y a pire : dans certaines cases transparaît une interprétation plutôt contestable de l'histoire. Bien entendu, il serait illusoire de penser qu'un ouvrage commandé par l'Assemblée nationale puisse se montrer exagérément critique des institutions du parlementarisme, mais il n'empêche que plusieurs passages font sursauter. À l'avant-dernière case de la première BD, celle sur les élections de 1792, un personnage se réjouit : « Regarde-moi ces candidats qui s'affrontaient, ils font maintenant la fête main dans la main. Tous ces Anglais et ces Canadiens s'en vont boire ensemble sans distinction entre eux. » Pour la subtilité du message, on repassera ! De même, dans les pages se déroulant à l'époque du débat sur les langues, une petite fille (Marie Panet, future épouse du juge Jean-Thomas Taschereau) éclate en sanglots pour que cesse la bagarre entre des adolescents francophones et anglophones : « Vous êtes pareils comme eux ! Comme les adultes ! » Le message est clair, il faut éviter la chicane, qui est un mal en soi. Après tout, la vérité ne sort-elle pas de la bouche des enfants ?

Seul Réal Godbout semble résister à la béatitude satisfaite de ce bon-ententisme, son récit se concluant sur une vision de Patriotes aux prises avec des *Redcoats* dans un Saint-Eustache en flammes. On remarquera tout de même que dans les cases où il met en scène le moment où les 92 résolutions sont adoptées, en février 1834, on aperçoit John Neilson, indifférent à la liesse générale, se permettre une sombre réflexion : « Tout cela va mal se terminer, j'en ai bien peur... » On comprend qu'ici aussi, quoique dans une moindre mesure, se décline l'argument central de ce recueil : notre système parlementaire, qui a su se réformer par le passé, est fondamentalement bon et juste. La recherche d'autres voies (telle la république rêvée des Patriotes) n'amène que discorde et malheur.

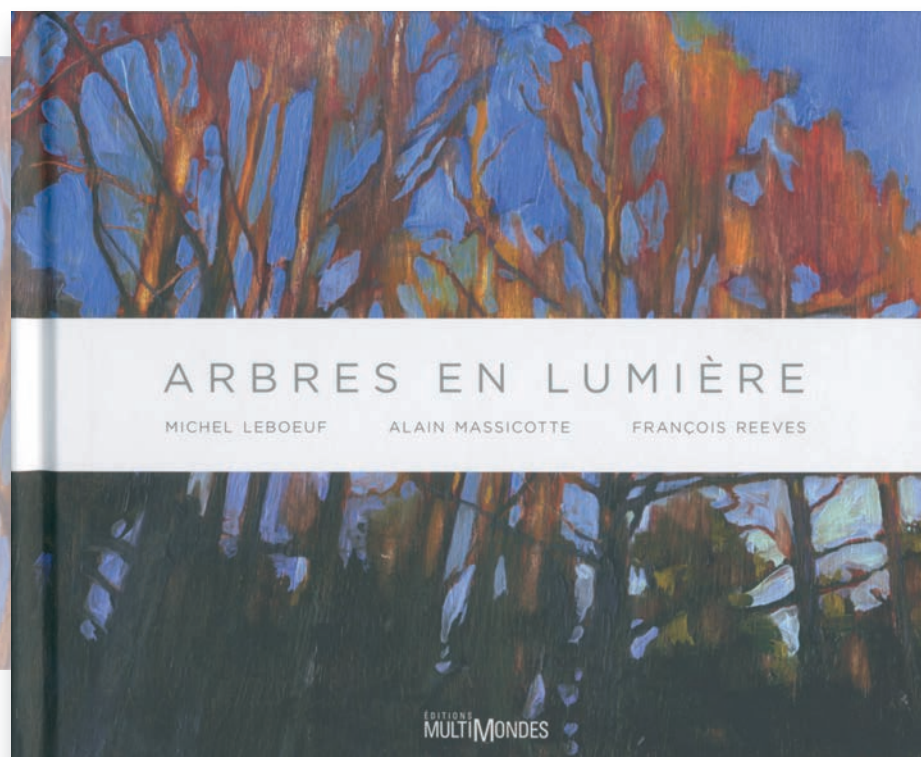
Sans aucun doute, par son choix du médium de la BD, cet ouvrage dépoussière la tradition des œuvres commémoratives au Québec, mais il se trouve lourdement handicapé par sa structure fragmentée et ses partis pris face à l'histoire. Le grand album capable de nous faire comprendre la première moitié du XIX^e siècle politique québécois à la manière d'un *Automne rouge* reste donc toujours à écrire. ♦

¹ Un bon exemple est la série *Histoire de France en bandes dessinées*, publiée en 28 tomes par Larousse à la fin des années 70.

LUMIÈRES SUR LA VIE DES ARBRES!

Robert Laplante

Directeur des Cahiers de lecture



MICHEL LEBOEUF,
ALAIN MASSICOTTE,
FRANÇOIS REEVES
ARBRES EN LUMIÈRE

Québec, Éditions Multimondes, 2017,
163 pages

PETER WOHLLEBEN
LA VIE SECRÈTE DES ARBRES
Québec, Éditions Multimondes, 2017,
260 pages

Par son territoire, son écologie, son histoire et une partie – déclinante – de son économie, le Québec est un pays forestier. Il possède un trésor naturel fabuleux dont il n'est malheureusement pas suffisamment fier et qu'il néglige à plus d'un égard. L'erreur boréale, les crises du bois d'œuvre, les rétorsions protectionnistes américaines, les occasions ne manquent pas d'associer au domaine forestier motifs de mécontentement et appréciations douloureuses. Et pourtant...

Pourtant, les choses pourraient se passer autrement, le paysage pourrait se lire autrement, les perceptions pourraient changer et nous pourrions redécouvrir tout l'intérêt que nous aurions à mieux en prendre soin, à comprendre plus finement la contribution de cette forêt omniprésente encore sur le territoire. Il faut saluer l'intérêt que portent aux arbres les éditions Multimondes avec la parution récente de *La vie secrète des arbres* et du trialogue ori-

Arbres en lumière, réunit trois amants des arbres et de la forêt, un biologiste, un médecin et un peintre qui échangent sur ce qu'elle est, ce qu'elle représente et sur ce qu'elle apporte à notre bien-être. Les échanges entre les collaborateurs donnent autant d'occasion de se familiariser avec la biologie de l'arbre, avec l'extraordinaire complexité des multiples univers forestiers.

ginal *Arbres en lumière*. Le premier est une œuvre au format original, un trialogue sur les arbres et la forêt, le second est une traduction d'un best-seller allemand qui a conquis plus d'un million de lecteurs partout dans le monde. Deux ouvrages qui participent d'un même intérêt pour le renouvellement du regard et qui enrichissent un patrimoine éditorial québécois encore trop modeste sur un aspect pourtant fondamental de notre environnement. Il y a trop peu d'ouvrages sur la forêt québécoise pour ne pas souligner le mérite et la pertinence de ces publications.

Arbres en lumière, réunit trois amants des arbres et de la forêt, un biologiste, un médecin et un peintre qui échangent sur ce qu'elle est, ce qu'elle représente et sur ce qu'elle apporte à notre bien-être. Les œuvres d'Alain Massicotte, magnifiques,

charpentent l'ouvrage, organisé et présenté dans l'ordre des saisons. Le peintre livre ici des interprétations de la nature qui instaurent une ambiance de lecture franchement rassérénante. Selon les sensibilités ou les moments de lecture, les uns préféreront les flamboyantes scènes d'automne aux poignantes vues de l'hiver, les vibrants paysages du printemps naissant aux splendeurs verdoyantes de l'été. Tout l'ensemble est inspirant où l'on sent l'héritage assumé de Marc-Aurèle Fortin. L'ouvrage peut se lire au gré des impulsions du lecteur, il n'y pas de trame narrative très formellement définie.

Les échanges entre les collaborateurs donnent autant d'occasion de se familiariser avec la biologie de l'arbre, avec l'extraordinaire complexité des multiples univers forestiers. La volonté de vulgarisation est évidente et généralement assez bien servie. Il faut néanmoins déplorer quelques redites, justifiées sans doute par le choix d'autoriser les lectures dans le « désordre », mais qui agacent néanmoins. Une révision plus serrée et un effort de rédaction plus méticuleux auraient permis d'éviter ce léger désagrément. Le circuit de la sève, les cycles de croissance et les logiques de formation et de succession des peuplements, les lois de la concurrence pour la lumière, celles de la coopération pour les symbioses de croissance ou de protection, tout cela est bien rendu et bien soutenu par les œuvres ordonnancées selon les saisons.

Le premier est une œuvre au format original, un dialogue sur les arbres et la forêt, le second est une traduction d'un best-seller allemand qui a conquis plus d'un million de lecteurs partout dans le monde. Deux ouvrages qui participent d'un même intérêt pour le renouvellement du regard et qui enrichissent un patrimoine éditorial québécois encore trop modeste sur un aspect pourtant fondamental de notre environnement.

L'insistance des auteurs à faire voir et comprendre les divers «services» que rendent les arbres donne son originalité au projet de ce livre. On appréciera en particulier les liens qu'ils établissent entre la présence des arbres et les diverses composantes du bien-être physique, social et psychologique auxquelles ils contribuent. Sans jamais sombrer dans l'utilitarisme bête, ils savent bien mettre en valeur ce que les connaissances de pointe établissent du rôle déterminant que les arbres jouent non seulement dans notre environnement physique, mais aussi dans notre organisation sociale. À cet égard les exemples reliés à la purification de l'air et ses impacts sur la santé, ceux-là qui font référence aux recherches sur l'impact du paysage et de l'ambiance du sous-bois sur le stress ou l'hypertension sont particulièrement étonnants. La référence au Shirin Yoku, (p. 82) le «bain d'arbre» japonais, recommandé par la santé publique japonaise ne manquera pas d'en étonner plusieurs sur les avancées de la recherche.

La formule du dialogue est efficace. Elle permet de concilier contenu informatif, appréciation esthétique et réflexions plus spéculatives sans trop alourdir le texte qui reste en quelque sorte une espèce d'hybride entre la capsule et la synthèse pédagogique. Il n'en demeure pas moins cependant que la forme éclatée n'aide pas à soutenir la lecture. Le choix de ne pas tenir une trame narrative continue ne servira pas tous les lecteurs, il mettra à l'épreuve leur curiosité et la motivation à l'assouvir dans cette formule malgré leur intérêt pour l'arbre et la forêt. À cet égard, ce sont vraiment les œuvres du peintre qui portent le livre et qui déterminent l'empreinte qu'il laisse au gré des lectures.

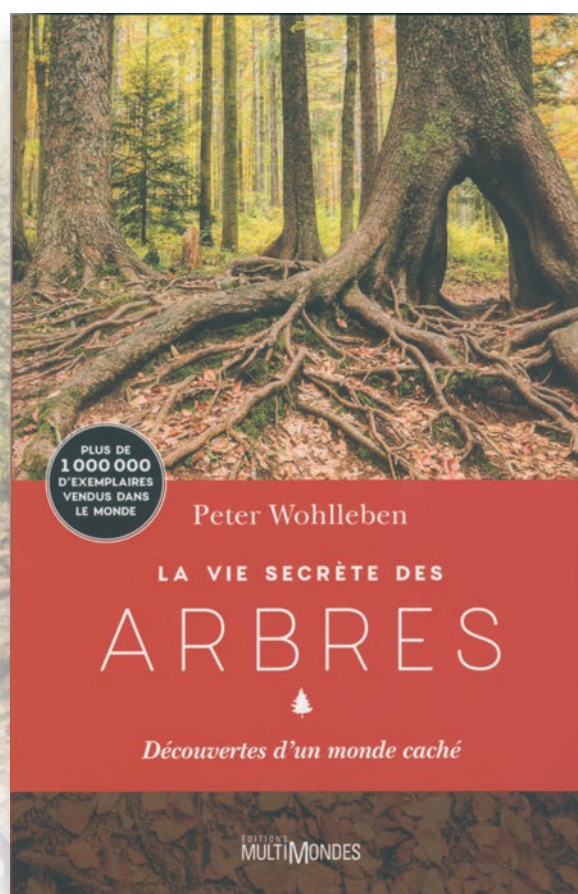
La vie secrète des arbres, pour sa part, tient en quelque sorte, le pari inverse. C'est la qualité de sa trame narrative qui fait tout l'intérêt de cet ouvrage, par ailleurs nullement illustré. Peter Wohlleben est garde forestier et il rend compte de son expérience terrain avec une verve et une passion

fort communicatives. Soutenu par une impressionnante érudition livrée sans prétention et toujours mise au service du récit, l'ouvrage se lit comme un roman. L'auteur a une connaissance intime de son terrain, cette forêt de 1200 hectares qu'il bichonne avec un soin méticuleux dans une pratique qu'il nous fait découvrir en relatant moult anecdotes et histoires de cas, pourrait-on dire. Le contenu

scientifique et les découvertes les plus récentes de la biologie sont présentés de manière très détaillée, sans jamais pour autant devenir opaque pour le lecteur plus ou moins initié.

La façon de l'auteur est captivante et sert admirablement l'émerveillement que lui inspire l'extraordinaire complexité du vivant. Les lecteurs familiers avec l'œuvre de Marie-Victorin y reconnaîtront par moment une certaine communauté de sensibilité qui tient sans aucun doute de la jubilation qu'inspire le talent de concilier esthétique et connaissance. Certains n'ont pas manqué cependant de reprocher à Wohlleben de se laisser emporter par sa passion au point de sacrifier à un certain anthropomorphisme et de filer un peu trop allègrement ses métaphores sur la sociabilité des arbres, sur leurs stratégies de coopération, sur les violences dont ils sont capables, etc. C'est un peu la rançon du genre, mais cela n'hypothèque pas le résultat d'ensemble.

Les éditions Multimondes ont eu raison de proposer ce travail au public québécois. Des forestiers comme Wohlleben, il y en a au Québec, mais ils sont peu nombreux et surtout mal connus. Ceux-là que sa passion inspirera seront bien avisés d'aller en bibliothèque pour découvrir celle de Léonard Otis, ce pionnier forestier de la Matapédia qui a fait paraître il y a de ça plusieurs années *Une forêt pour vivre* qui, à sa manière, témoignait de la même ferveur. Il faut lire ces livres pour voir comment les arbres peuvent nous faire découvrir des horizons insoupçonnés. ♦



La façon de l'auteur est captivante et sert admirablement l'émerveillement que lui inspire l'extraordinaire complexité du vivant. Les lecteurs familiers avec l'œuvre de Marie-Victorin y reconnaîtront par moment une certaine communauté de sensibilité qui tient sans aucun doute de la jubilation qu'inspire le talent de concilier esthétique et connaissance.



CHRISTIAN SAINT-GERMAIN

L'AVENIR DU BLUFF QUÉBÉCOIS. LA CHUTE D'UN PEUPLE HORS DE L'HISTOIRE

Montréal, Liber, 2015, 86 pages

CHRISTIAN SAINT-GERMAIN

LE MAL DU QUÉBEC. DÉSIR DE DISPARAÎTRE ET PASSION DE L'IGNORANCE

Montréal, Liber, 2016, 142 pages

CHRISTIAN SAINT-GERMAIN

NAÎTRE COLONISÉ EN AMÉRIQUE

Montréal, Liber, 2017, 204 pages

Depuis 2015, Christian Saint-Germain a publié trois essais – un par année – sur la condition québécoise. Ces trois essais se distinguent peu les uns des autres, participant de la même démarche; il convient dès lors de les analyser en bloc.

Au travers les chapitres constituant sans ordre clair ces trois essais, Saint-Germain avance un certain nombre de thèses: la rémunération de nos médecins est absolument excessive; la Loi concernant les soins de fin de vie reflète un désir managérial de réduire les coûts du système de santé et une réelle aliénation des citoyens; notre système d'éducation se complaît dans la médiocrité; le multiculturalisme canadien est tout à fait hypocrite; le Québec demeure toujours profondément colonisé; le Parti québécois n'a jamais eu le sérieux requis pour faire advenir l'indépendance du Québec. Réitérées et reformulées à maintes reprises, ces thèses ne font toutefois jamais l'objet d'une véritable démonstration rationnelle – à la grande exaspération de Louis Cornellier, qui reproche chaque année au satiriste «d'exagérer».

L'intérêt de ces essais est ailleurs. Comme pour *Le Québec n'existe pas* de Maxime Blanchard (Varia, 2017), cet intérêt est littéraire.

Avec ces trois essais, Christian Saint-Germain cherche moins à nous convaincre de ses thèses qu'à nous sortir de la torpeur dans laquelle nous plonge le quotidien indolore, mais pourtant mortifère, du «fédéralisme palliatif» (2016, p. 58). «[L]e peuple est en dormance depuis cinquante ans» (2016, p. 23): il faut le réveiller. L'auteur peint ainsi un portrait du Québec d'aujourd'hui qui met à nu toute son absurdité du point de vue de celui pour qui l'indépendance est une question de liberté et d'honneur.

Dans l'élaboration de ce portrait passionnel, il fait preuve d'un humour décapant, d'un sens de la formule tout à fait hors du commun et d'une mauvaise foi si énorme qu'elle permet d'inscrire ses essais dans un genre à part, qu'il nomme «croquis carnivore», sorte de «panégyrique inversé» (2017, p. 197).

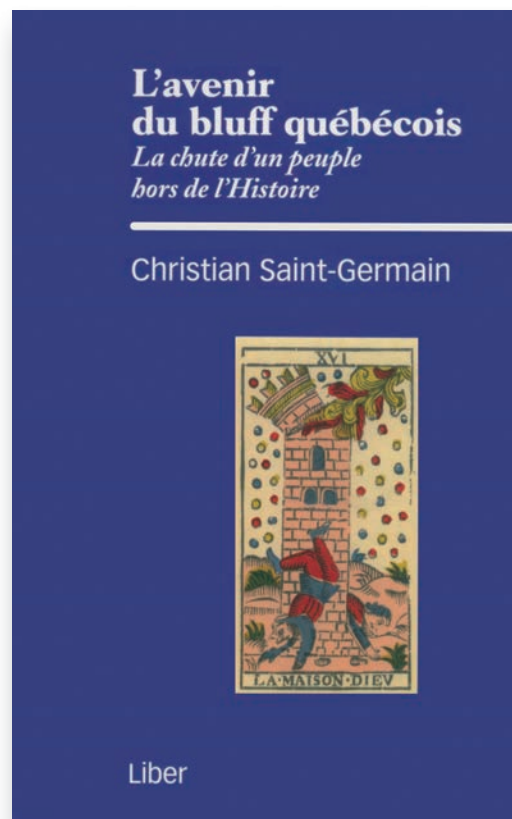
L'effet est réussi: les essais de Saint-Germain sont hilarants. Tous ne partagent pas le même sens de l'humour, mais personnellement, je ne crois pas avoir déjà autant ri en lisant de la non-fiction. En dévorant ses livres, je ne me contentais pas qu'esquisser un sourire ici et là: je pouffais de rire continuellement. L'humour mesquin et incisif de l'auteur rend naturellement la lecture de ses essais agréable, voire jubilatoire, mais il permet surtout d'apporter une contribution rhétorique non négligeable au débat public.

Prenons le dossier de la rémunération des médecins. Après avoir dit que la rémunération des médecins ne représentait rien de moins que «le plus grand transfert de richesse de l'histoire

C'EST PAS PARCE QU'O

LE RIRE TROUBLANT

Gabriel /
Université



du Québec» (2016, p. 25) et que l'assurance maladie constituait «l'opium du peuple québécois» (2016, p. 88), Saint-Germain lâche cette délicieuse formule: «l'assurance salaire des médecins» (2016, p. 23). N'est-ce pas là une habile façon de braquer les projecteurs du côté des médecins plutôt que du côté des patients, comme le fait la formule habituelle «assurance maladie (des patients)», et d'ainsi suggérer que cette «assurance» sert peut-être plus les médecins que les patients?

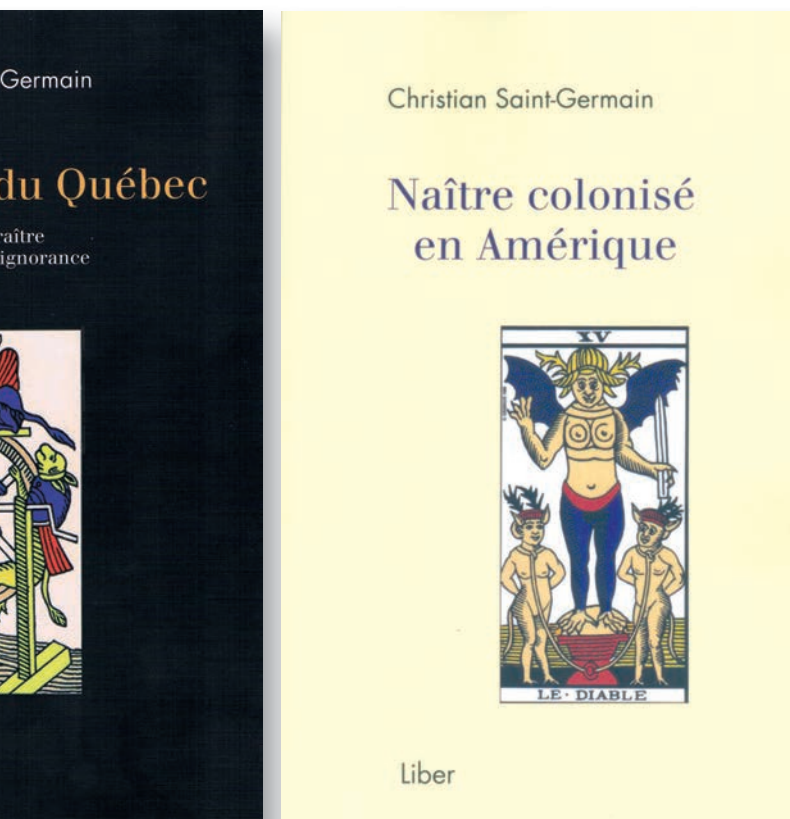
Dans le même courant d'idées: après avoir parlé tour à tour de la curie médicale (2016, p. 13) et des médecins de famine (2017, p. 150), il introduit efficacement le concept de la «junte médicale» (2017, p. 154) pour exprimer l'idée que les médecins se sont approprié l'État québécois pour le mettre à leur service.

Notre enthousiasme pour l'euthanasie, en lequel il voit une véritable «métaphore politique» (2015, p. 69), illustrerait particulièrement bien l'aliénation béate des Québécois face à ce gouvernement des médecins. D'une part, cet enthousiasme suggère que les citoyens semblent désormais préférer «recevoir la mort, vivre et mourir en bénéficiaires de l'État qui ne demande qu'à les suivre dans son dispositif jusqu'à son dernier moment...» (2016, p. 106). D'autre part, le philosophe en est convaincu, notre abdication politique nous empêche de voir les intérêts bureaucratiques en présence: «Apparemment surgi du désir individuel d'en finir avec les cas lourds dans des situations exceptionnelles, le fameux consentement libre et éclairé des text books d'éthique n'était que la réponse institutionnelle aux ruineux allongements statistiques de l'espérance de vie» (2017, p. 164).

Saint-Germain exagère? Bien sûr, mais l'hyperbole constitue précisément l'alpha et l'oméga de sa démarche littéraire. Et comme il le dit: «Pour les nuances, les départements universitaires débordent de gagne-petit du bas de page d'apparence scientifique, d'experts de la souscription mitigée, de l'accord sous réserve. Tièdes et obséquieux font recettes dans le ronronnement et l'échange épistolaire avec les fonctionnaires du financement de la recherche par formulaires» (2016, p. 19-20)

ON RIT QUE C'EST DRÔLE

T DE SAINT-GERMAIN

Arsenault
de Moncton

L'auteur n'est ainsi guère plus tendre à l'endroit de notre système d'éducation public. Il introduit sa critique subtilement, au début du premier essai avec ce sublime usage de l'intrus, qui, en humour, consiste à mettre un à côté de l'autre des éléments rarement comparés : « Jacques Parizeau et Lucien Bouchard [...] concevaient le nouvel État québécois comme une super Belle Province directement sortie de la cuisse de la Révolution tranquille, pacifiste, analphabète, féministe [...] » (2015, p. 30).

Il se fait plus explicite dans le deuxième essai : « Depuis la Révolution tranquille, l'école publique au Québec n'a-t-elle jamais été autre chose qu'un entrepôt d'enfants mal-aimés...? » (2016, p. 100). À l'instar du système de santé, le système d'éducation a oublié les usagers. Le monstre bureaucratique aurait transformé les enfants en « mongols engagés ». Il imagine ainsi Louise Chabot, de la CSQ, parler franchement : « On tient l'école publique à bout de bras, pis si ça continue de même on ira pu voir le théâtre subventionné des Oiseaux-mouches avec nos mongols. Fini les sorties ! Les enfants vont rester engagés avec les suppléants » (2016, p. 96).

Il se fait tout aussi lucide et caustique à l'endroit du multiculturalisme canadien. On retrouve par exemple ce trésor enfoui dans une note de bas de page du troisième essai (2017, p. 76) :

Les « intellectuels » des sciences humaines paraissent s'être récemment alignés sur le fédéralisme subventionneur des programmes de recherche autochtone, programmes dans lesquels s'absente autant dans sa clientèle que dans son corps professoral l'indigène véritable. L'amusante construction constituée de formulaires repliés sur eux-mêmes ressemblerait à un origami si l'ensemble de l'entreprise idéologique fédérale visait le Japon. Or, elle procède plutôt par déversement des larmes froides de sa bien-pensance en ligne directe avec sa propension subventionneuse à corrompre des chefs de bande autant qu'à tenir en respect ou en réserve les ennemis de son travail d'aplanissement multiculturel.

Ainsi, dans le regard de Saint-Germain, ce ne sont plus les Autochtones – ou les Québécois – qui sont « repliés sur eux-mêmes », mais les cooptés du régime et leurs « formulaires ». Il inverse encore une fois les rôles avec cet autre bijou : « Toutes les raisons humanitaires étaient bonnes pour accueillir voilés et enturbannés à condition de leur enfoncer un casque jaune sur la tête ou de pouvoir les masquer à nouveau dans une chaîne de restauration rapide » (2017, p. 175). On aura compris qu'ici, c'est moins la religion qui opprime en voilant et en enturbannant que le capitalisme.

Mais c'est en abordant plus directement le mouvement indépendantiste que Saint-Germain se fait le plus mordant. Pour l'auteur, il y a quelque chose de tout simplement surréel à l'obstination québécoise de nier sa « vocation surnaturelle » (2015, p. 82) et de se complaire à vivre sans dessein dans l'« asile anglo-britannique » (2017, p. 135) qu'est le Canada. En somme, il « n'arrive pas [à] (sic) imaginer les Québécois autrement : des Guaranis, des Papous format géant, de ces tribus qui plongeaient les anthropologues dans une sorte de ravissement au début des années 1960. Ils avaient échappé au cours de l'Histoire universelle » (2017, p. 183).

Saint-Germain fait un lien entre ce dévoiement de la *Quiet Revolution*, notre difficulté inouïe à embrasser « une passion commune pour l'indépendance pure et simple, l'expérience collective de l'honneur rétabli » (2016, p. 64) et les origines de la *Province of Quebec* : « Sujet barré, donné, livré... [le Québec] s'est-il jamais compris qu'à l'occasion de cette cession abracadabrante rendant sa sé-cession inconcevable ? » (2017, p. 118).

Dans ce contexte, l'indépendantisme québécois semble déployer des efforts abasourdisants pour ne pas nommer le cœur du problème. Ainsi (2016, p. 53) :

On éviterait religieusement de laisser s'échapper les mots : ethnique, identité québécoise, foi profonde, enracinement, lutte coloniale, conquête, patriotes, mère patrie. Ce serait plutôt compost, électrification du transport en commun, garderie à 8 piastres, péréquation, réussite scolaire par réformes et changement des barèmes, sans compter la promesse audacieuse d'en finir avec les patates déshydratées dans les CHSLD.

Le PQ est bien sûr ici le grand coupable et Saint-Germain ne semble pas avoir de mots assez forts pour décrire tout le mépris qu'il ressent à son endroit. Dans ces essais, le PQ est « crypto-végétarien » (2015, 39), un « sit-com » (2016, p. 29), un « théâtre d'été » (2016, 17) peuplé de « mandarins péquinois » (2015, p. 44) perdus, avec leurs frères d'armes, à chaque étape de la construction du « méch-oui crypto-référendaire » (2017, p. 48). Son chef pour un moment, le « pyrotechnique PKP » (2017, p. 93), y est d'ailleurs décrit comme « l'enfant le plus riche, mais le plus perturbé du CPE » (2016, p. 59).

En somme, Christian Saint-Germain esquisse un portrait accablant de la société québécoise. Malgré l'humour, les calembours et les formules accrocheuses, ses trois essais ne sont pas gais. Ils sont traversés par un profond mal du Québec. Depuis la défaite référendaire de 1995, en particulier, il écrit que le Québec vit « au milieu des glaires ensanglantées par le temps perdu et le placenta de veau malade de ce qui n'a pas abouti » (2015, p. 24). Le patriote le ressent vivement en lui ; le lecteur sensible sort finalement peut-être moins amusé que troublé de sa lecture. ♦



Les Cahiers de lecture depuis 2007 :
 33 numéros, plus de 1000 recensions,
 des collaborateurs de tous les horizons
 Tous les numéros sont en vente à la boutique :
actionnationale.quebec

LA PALETTE RICHE ET NUANCÉE D'UNE HISTORIENNE

Laurier Lacroix

Historien d'art, professeur retraité de l'UQAM

ALISON LONGSTAFF

**LUDGER LAROSE. UN ARTISTE
ENGAGÉ AU TOURNANT DU
XX^E SIÈCLE**

Québec, Presses de l'Université Laval,
2017, 269 pages

Convenons-en d'entrée de jeu. Ludger Larose (1868-1915) n'est pas une figure marquante de l'histoire de l'art au Québec. Ses tableaux, qu'ils s'agissent de compositions religieuses, de portraits et de natures mortes sont convenus et ne présentent guère un caractère original. Seuls quelques-uns de ces paysages et scènes de genre sont plus inspirés et suggèrent le potentiel de son talent et de sa contribution à l'art de cette période.

Pourquoi alors consacrer une étude monographique à ce personnage? Alison Longstaff y a consacré son mémoire et sa thèse et c'est celle-ci qui est publiée aux PUL. L'intérêt de ces recherches et de cet ouvrage vient de la biographie de l'artiste, de son engagement et de ses idéaux. La connaissance des activités de Larose et de ses déboires approfondit notre compréhension de la vie à Montréal au tournant du XX^e siècle et fait encore une fois la preuve de la complexité d'une société au fur et à mesure qu'on l'étudie.

Larose a grandi dans une famille qui privilégie la musique. À la suite d'une formation artistique de base à Montréal, il se rend étudier à Paris où il séjourne de 1887 à 1894. À son retour, en plus de mener sa carrière de peintre, Larose occupe un poste d'enseignement du dessin à temps partiel dans différentes écoles. Il épouse Lydia Webb (1870-1946) en août 1895 et le couple a trois enfants. En 1910, l'artiste se voit obligé de quitter son emploi, étant dénoncé comme franc-maçon. Sa carrière d'enseignant se poursuit à la commission scolaire protestante. Bien qu'il participe à quelques expositions de l'Art Association of Montreal, sa production connaît surtout une diffusion confidentielle, faite de commandes de portraits et d'enseignement privé et sa réception critique est très limitée. L'artiste a cependant la chance de remporter une loterie et il investira cette somme dans l'immobilier et l'imprimerie, ce qui assurera son confort matériel et celui de sa famille.

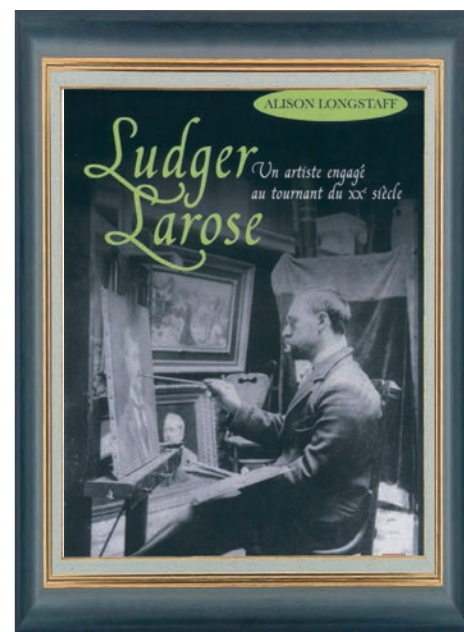
Le peintre s'adonne à des pratiques ésotériques (hypnose, télépathie), à la graphologie et au végétarisme, ce qui témoigne d'un intérêt pour les courants à

la mode. D'un esprit curieux, il apprend l'allemand et l'espéranto ce qui lui permet d'élargir ses connaissances et de s'insérer dans un environnement avant-gardiste et international. Il manifeste un intérêt pour le nationalisme canadien-français, sa dominante cléricale étant cependant remplacée par l'éducation et la culture, socles sur lesquels, selon lui, doit s'affirmer une nation. Ainsi, les milieux sociaux auxquels il est mêlé constituent un microcosme de la vie urbaine et un révélateur des réseaux dans lesquels un citoyen lettré et engagé, et disposant de certains moyens financiers, pouvait circuler.

[Ludger Larose] manifeste un intérêt pour le nationalisme canadien-français, sa dominante cléricale étant cependant remplacée par l'éducation et la culture, socles sur lesquels, selon lui, doit s'affirmer une nation. [...] Larose militait, entre autres, pour de meilleures conditions de vie de la classe ouvrière, la reconnaissance du rôle des femmes dans la société et l'instruction obligatoire et gratuite.

L'ouvrage structuré en trois parties présente la vie familiale et professionnelle de Larose, son rôle d'intellectuel militant et sa pratique artistique et son enseignement. Bien que tous ces aspects soient présentés sur le même plan, quelques aspects de la carrière et de la pensée de Larose méritent d'être soulignés et suscitent l'attention. Au-delà du paradoxe soulevé par l'auteure du fait que Larose, qui était anticlérical, ait réalisé en début de carrière des tableaux pour orner la chapelle Notre-Dame du Sacré-Cœur de l'église Notre-Dame et soit demeuré proche de son commanditaire, le curé Alfred Sentenne, p.s.s., et de l'archevêque Paul Bruchési, sa biographie révèle les compromis et l'aspect clandestin que doit prendre l'expression de ses idées.

L'étude révèle que le peintre était un membre actif de la franc-maçonnerie et faisait preuve d'un certain progressisme dans son enseignement du dessin. Larose militait, entre autres, pour de meilleures conditions de vie de la classe ouvrière, la reconnaissance du rôle des femmes dans la société et l'instruction obligatoire et gratuite.



L'auteure exploite bien sûr les quotidiens afin de documenter les événements auxquels fut mêlé Larose, mais elle utilise surtout des sources premières jalousement conservées par la famille, soit un « Livre de dépenses », sorte de journal rédigé en sténographie française qui est en partie un journal et un relevé de ses mouvements. Jean-Claude Lebensztejn qui avait publié le journal du peintre maniériste Pontormo (1493-1557) (Macula, nos 5, 6, 1979) avait révélé tout le pouvoir de ces annotations médiocres comme révélatrices d'un mode de vie. Les nombreuses remarques tirées de cette pièce maîtresse (fréquentations, lectures, loisirs) font regretter que sa translittération ne soit pas donnée in extenso en annexe du livre ou rendue publique sous une autre forme. Les fragments cités ou mentionnés par Longstaff montrent bien que le document serait utile pour des recherches dans de nombreux champs d'études.

La connaissance d'une période historique ne saurait se résumer aux enjeux et débats politiques et socio-économiques souvent mis de l'avant. La présence de Larose dans le paysage de cette période ajoute à l'épaisseur socio-culturelle. Face aux valeurs promues par l'Église, Larose propose un code moral fondé sur « la sincérité, le courage, la volonté, le caractère, la probité, la solidarité, le respect de soi-même et d'autrui, l'énergie, la persévérance, ainsi que l'accomplissement de travaux utiles et de devoirs humanitaires ». Ces qualités n'ont peut-être pas trouvé le terreau individuel et collectif sur lequel croître, mais elles demeurent un programme toujours valide pour une société en quête de définition.

Larose déjoue les topoï souvent présentés sur la société canadienne-française de son époque. Un être comme il y en a eu des milliers qui ont investi les différents champs de la création, de la réflexion et de l'action et qu'il nous faut aborder un à un comme leur implication l'exige afin de recomposer la pluralité et la richesse de notre histoire et de notre devenir. ♦



UN BEAU CONTE À SA MANIÈRE

Johanne Prud'homme

Professeure, Université du Québec à Trois-Rivières

KIM YAROSHEVSKAYA

MON VOYAGE EN AMÉRIQUE

Montréal, Éditions du Boréal, 2017, 139 pages



Des enfants des années 1960 qui l'ont connue par le biais de la télévision aux millénaires qui l'ont découverte grâce à la vidéo, la poupée Fanfreluche aura touché plusieurs générations de Québécois qui auront été charmés par sa candeur, sa naïveté sans mièvrerie et son imaginaire merveilleux. Toutefois, aussi célèbre qu'elle ait été et que soit encore ce personnage, que savons-nous de l'auteure qui l'a mis au monde? Bien peu de choses, il est vrai, mais le fait n'est pas étonnant puisque, jusqu'à tout récemment, Kim Yaroshevskaya n'avait que très rarement fait allusion à sa propre histoire.

Certes, *La petite Kim* (Boréal, 1998), son premier album pour la jeunesse, nous avait permis d'entrevoir sa vie d'avant, celle d'une Kim, enfant, désirant désespérément une poupée que ses «parents communistes» n'avaient de cesse de lui refuser: «jouer à la poupée empêch[e] les petites filles d'être courageuses et fortes». Quatorze ans plus tard, dans un recueil de contes destiné, cette fois, aux adultes (*Contes d'humour et de sagesse*, Planète Rebelle, 2012), madame Yaroshevskaya redonnait vie à ce court récit et en créait d'autres, dont certains d'inspiration autobiographique. Il faudra néanmoins attendre 2014 pour qu'à la faveur d'une entrevue dans le cadre de l'émission *C'est pas trop tôt*, une question d'Hugo Lavoie donne à la conteuse l'idée de se raconter. «Parlez-moi de votre départ vers le Nouveau Monde», lui demandait-il à cette occasion. Madame Yaroshevskaya paraît d'abord interdite, hésite un instant – «Mon départ...» –, puis commence à enfiler des souvenirs que, jusque-là, elle réalise n'avoir évoqués que par bribes. À la fin de l'entrevue, elle avoue à l'animateur «Personne ne m'a jamais posé une telle question», puis conclut en disant: «je pense que j'ai envie d'écrire ça». Ce projet lancé comme une boutade, elle le réalisera, et deux fois plutôt qu'une. Ainsi, au printemps 2015, elle proposera *Mon voyage en Amérique* en textes et lecture au Théâtre de Quat'sous. Puis, à l'automne 2017, le projet aura droit à une nouvelle incarnation, sous forme de livre.

Album photographique, conte autobiographique, recueil de souvenirs, *Mon voyage en Amérique* est à l'image de son auteure, à la fois simple et complexe, parfois tragique, mais toujours primesautier et lumineux.

Cet objet protéiforme, sorte de conte illustré pour les grands, est constitué d'un collage de moments et d'images. Ces morceaux choisis se font écho et, comme des instruments de musique communiquant entre eux, résonnent en sympathie. En première partie, le texte donne à voir les événements qui ont marqué l'enfance de Kim Yaroshevskaya: la vie avec sa grand-mère, la décision de ses grands-parents de l'envoyer vivre en Amérique, le départ de Moscou; puis le voyage qui de Leningrad à Liverpool en passant par Londres et Québec mène finalement la petite Kim chez sa tante, à Montréal.

La narration de cet itinéraire aurait pu, à lui seul, faire l'objet d'un livre. Or, le chapitre inaugural – qui emprunte son titre à celui de l'œuvre: «Mon voyage en Amérique» – ne tient qu'en une trentaine de pages dont le tiers est réservé aux documents iconographiques. On reconnaît dans cette économie l'art de la «raconteuse»

(c'est ainsi qu'elle se désigne dans le dernier chapitre). Celle dont le métier est de dire comprend bien, en effet, qu'aussi longuement tenterait-elle de raconter l'exil, jamais ne pourrait-elle l'épuiser. Aussi, comme son alter ego Fanfreluche qui était capable en une courte histoire de créer tout un monde, Kim Yaroshevskaya choisit de rappeler son passé en miniatures colorées. Pour cela, chaque scène est d'abord rapidement mise en contexte et, ceci étant fait, la narration glisse vers un détail signifiant, une sorte de porte ouverte sur l'essence du souvenir. Dans la remémoration de l'exil, comme ailleurs dans le reste de l'œuvre, des objets ou des mots qui le sont devenus constituent les véhicules de la mémoire, et tels de petits condensés

de vie antérieure se trouvent réactivés au bénéfice du lecteur.

Les dix chapitres qui composent le reste de l'œuvre n'échappent pas à cette manière. Leurs titres – «Pantoufles», «Le bon côté» ou «Genèse» pour ne citer que ceux-là – constituent déjà à eux seuls des lieux d'ancrage du sens sur le point de se déployer. À l'exception du chapitre II qui,

nous ramenant au début de l'histoire en ferme la boucle, les chapitres 2 à 10 évoquent des tranches de vie qui se situent après le voyage vers l'Amérique. Ils décrivent des moments très différents les uns des autres, en une sorte de kaléidoscope mémoriel dont l'organisation ressortit davantage aux mouvements de la vie intérieure qu'à une chronologie historique. Instants de tension sur le plan professionnel, moments de grâce, grands et petits bonheurs, épiphanies sont ici au programme. Mais il est préférable de ne pas en dire plus. Comme le plaisir de la lecture de *Mon voyage en Amérique* réside dans la découverte des petits détails signifiants et souvent succulents qui composent la mosaïque du temps retrouvé, trop en préciser le contenu serait soustraire au futur lecteur la joie de les découvrir...

Mon voyage en Amérique, on l'aura compris, est moins une autobiographie au sens classique du terme qu'une sorte d'expérience mémorielle autour du grand voyage qu'aura été, depuis l'année de l'exil, en 1934, la longue vie de Kim Yaroshevskaya en terre d'Amérique. Cette date sur laquelle, dès la première ligne, s'ouvre l'œuvre est d'ailleurs la seule qu'on y trouvera. Elle cède rapidement la place à une temporalité volontairement floue, celle des «un jour», des «chaque fois» et des «pendant longtemps» qui rappellent sans aucun doute cette formule magique chère à la conteuse: «Il était une fois...».

Dans la chambre d'écho que constitue l'œuvre, comme dans l'esprit juvénile de la grande Kim de 94 ans, les instants remontent à la surface comme de petits poissons affamés et la mesure du temps, comme le principe de successivité, n'ont finalement plus beaucoup d'importance. Seul l'instant compte, sa vérité. Et pour la dire, cette vérité, une voix au timbre unique, celle de Fanfreluche comme celle de sa créatrice, qu'on peut entendre à la lecture. Vive, joyeuse, cependant qu'accompagnée d'un léger grincement, de même que d'éclats et de silences pour témoigner de la vie qui, comme Kim Yaroshevskaya le dit souvent, est à la fois une comédie et une tragédie. ♦



UN CHŒUR ANTIQUE POUR UN THÉÂTRE POPULAIRE

Danièle Letocha

Professeur de philosophie à la retraite, Université d'Ottawa

JEAN-FRED BOURQUIN
**PAUL BUISSONNEAU EN
MOUVEMENT**

Montréal, Éditions du Boréal, 2017,
305 pages

Voilà un livre important par sa thématique, par sa construction et par sa documentation. Il porte sur un homme marquant pour le théâtre et la culture au Québec. Jean-Fred Bourquin nous y présente son ami Paul Buissonneau (1926-2014) sans l'enfermer dans les normes du discours universitaire qui lui conviendraient si mal. Tout est vivant ici. Cela s'apparente à une pièce de théâtre avec deux personnages centraux : l'auteur qui tisse les fils narratifs et, face à lui, Buissonneau (qu'il connaît personnellement depuis 1983) qu'il fait parler, qu'il cite, dont il explore les forces créatrices, les ambivalences et les paradoxes.

S'ajoutent à eux, convoqués par l'auteur en chair et en os, trente-six témoins directs ayant travaillé avec Buissonneau qui forment un chœur libre, sérieux, engagé dans les divers métiers du théâtre : parmi eux, des comédiens (Andrée Lachapelle, Gabriel Arcand, Marcel Sabourin, Valérie Blais, Lothaire Bluteau, Yvon Deschamps, Pascale Montpetit), des auteurs dramatiques (Michel Tremblay, Wajdi Mouawad), des metteurs en scène (André Brassard, Yves Desgagnés, Éric Jean, Denise Guilbault, Denis Marleau, Lorraine Pintal), des chanteurs (Fred Mella, Robert Charlebois, Louise Forestier), des journalistes et critiques (Normand Biron, Robert Lévesque, Simon Durivage), le costumier François Barbeau et d'autres. On voit qu'il s'agit des piliers de la vie théâtrale de Montréal principalement, et du reste du Québec grâce à la télévision et aux tournées des productions théâtrales. Cela donne une très grande quantité de récits détaillés et d'appréciations inédites qui permettront des travaux ultérieurs sur cette époque.

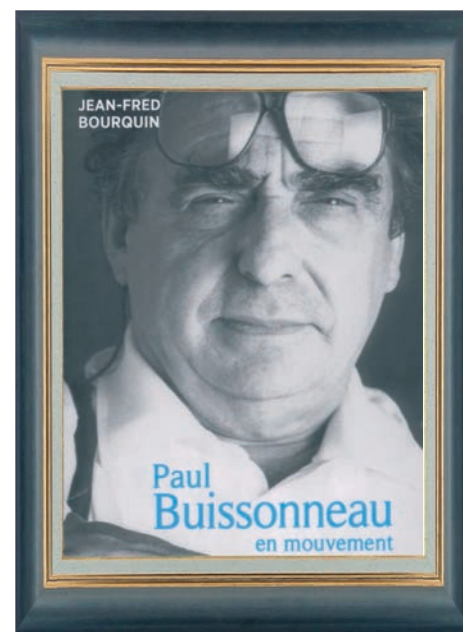
L'originalité du livre est précisément dans le rôle de ce chœur antique, directement interrogé par Jean-Fred Bourquin sur le climat de l'époque, sur leur rencontre personnelle avec ce personnage exubérant, inclassable et « gueulard » qui les engage et les dirige, sur les apprentissages, sur les éclats de colère, sur les exceptionnelles qualités des productions où ils ont eu, disent-ils tous, la chance de travailler, de découvrir ce métier et de se découvrir eux-mêmes à la fois. « Au

final, écrit l'auteur, ce livre se lit comme une composition à plusieurs voix qui fait entendre l'histoire de la scène au Québec depuis le milieu du XX^e siècle » (p. 16).

**Les tranches du récit sont
entrecoupées de reprises
des trente-six voix plutôt
convergentes du chœur comme
en une spirale qui fait plusieurs
fois le tour des passions, des
talents et des angoisses de
Buissonneau dans notre société.
C'est une construction littéraire
savante et très efficace.**

Les récits du chœur varient selon les générations et les caractères. Chose étonnante, c'est à eux plus qu'à Bourquin que reviennent les jugements de valeur sur l'œuvre de Paul Buissonneau. Cela va de la fascination dont témoigne Pascale Montpetit (p. 114-115) à l'appel au génie auquel concluent Gabriel Arcand, François Barbeau et Lothaire Bluteau (p. 114). Cependant, l'auteur ne censure pas la part d'ombre des relations de Buissonneau avec son entourage qu'il a souvent tyrannisé, insulté, violenté verbalement et maltraité, selon les mots de Jean-Louis Millette, Marcel Sabourin, Benoît Dagenais et d'autres. Manon Bouchard témoigne : « Parfois j'ai ramassé certains comédiens en larmes après qu'ils eurent subi les foudres de Paul. S'il avait été avec moi le quart aussi dur qu'avec eux, je n'aurais pas continué » (p. 249). Notons au passage que c'est bien pour des comportements semblables dans son enseignement que l'on a fait cet automne procès dans la presse à un autre grand professeur d'art dramatique. On sait cela au sujet de Buissonneau parce que son biographe et ami Bourquin accorde priorité à la dimension de vérité dans son portrait. C'est ce qui rend le livre intéressant.

Ces gens de théâtre que l'auteur a fait parler sont restés autour du maître Buissonneau avec affection et avec la volonté de développer leurs techniques de jeu parce qu'ils avaient la certitude d'avoir rencontré un homme d'exception qui ne cadrerait avec les institutions ni en France, ni ici. Une sorte d'autodidacte partiel « très extraverti, exubérant », « volubile, avec une énergie fantastique » (p. 63). Sylvain Galarneau parle des deux plus grandes qualités de Buissonneau comme étant la générosité et une curiosité à toute épreuve. La richesse et la force de



son imagination font l'unanimité. Il leur apprend l'espace, la corporalité, le souffle, les mots, le rapport aux objets.

Si l'auteur laisse ainsi les témoignages concrets et les jugements déterminants sur la personne et sur le travail de mise en scène, de direction d'acteurs, de décorateur, d'instructeur d'expression corporelle de Buissonneau à ceux qui ont été très proches de lui, quel rôle se donne-t-il à lui-même? Un rôle apparemment modeste. Il tient les rênes du décor du livre qui n'est pas une biographie linéaire. On voit qu'il dessine de grandes fresques appuyées par une recherche documentaire minutieuse et serrée. C'est ainsi qu'il est allé visiter l'appartement du XIII^e arrondissement de Paris où Buissonneau a passé son enfance et traversé la mort de son père puis celle de sa mère. Bourquin a retracé tous ses écrits connus et inédits (très présents dans la construction de cette polyphonie), ses voyages, son retour en France pour un an en 1961, sa maison de campagne à Mandeville, la création du Théâtre de Quat'sous, etc.

Plusieurs photos soutiennent le propos. Ces récits fins et très précis qui font revivre la période de la guerre et de l'occupation à Paris, la place de la chanson française et celle des Compagnons, le climat culturel au Québec à l'arrivée de la télévision et de la fameuse Roulotte du Service des parcs de la Ville de Montréal, tout sonne juste et bien proportionné. Or, cela est étonnant de la part d'un ancien acteur, journaliste et producteur suisse, attaché à la télévision suisse romande lors de son premier voyage au Québec en 1976, et qui n'émigra pas chez nous. En particulier, sa description de la crise identitaire majeure suscitée/cristallisée par le « scandale » des *Belles-sœurs* et, à un moindre degré, par *Osstidcho* en 1968 remet en place les attitudes et les normes d'un passé qui n'est plus si récent. Il y a là une surprenante compréhension des enjeux historiques et culturels du temps.

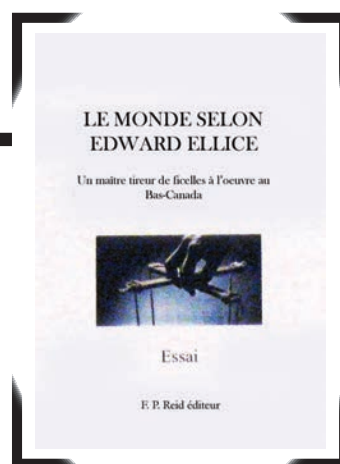
VOIR PAUL BUISSONNEAU...
à la page 26

PAUL BUISSONNEAU...

suite de la page 25



Les tranches du récit sont entrecoupées de reprises des trente-six voix plutôt convergentes du chœur comme en une spirale qui fait plusieurs fois le tour des passions, des talents et des angoisses de Buissonneau dans notre société. C'est une construction littéraire savante et très efficace. Ces tableaux mettent trois registres en relation. Tout d'abord, le livre dessine la trajectoire de la vie de Buissonneau. On voit un homme marqué par son enfance difficile et triste. On montre les audaces et les craintes qu'il a conservées, sans effacer les rugosités explosives de ses comportements. Le second registre qui est visité et revisité en plusieurs lieux du récit, c'est l'émigration qui avait fait de Buissonneau quelqu'un d'intérieur/extérieur en France autant qu'au Québec. C'est une question complexe et fort intéressante qui le plaçait entre deux chaises et lui permettait de voir les failles et fissures dans le discours de part et d'autre de l'Atlantique. «Paul gueulait tout le temps. Contre les Français (rire). Je lui disais "Crisse, Paul, t'es français! T'es pareil comme eux autres"» (Yvon Deschamps, p. 124). Et lui-même: «J'ai toujours contre la France un certain ressentiment. J'ai vu mon père en baver, mes frères revenir blessés de guerre, ma mère se tuer au boulot» (p. 79). Mais aussi, ce qu'en pense Lorraine Pintal: «Les comédiens adoraient travailler avec lui, même s'il lui arrivait d'être un tyran. Il arrivait d'ailleurs avec sa culture française et, en même temps, il était un vrai Québécois, plus que nous [...]» (p. 196). Le troisième registre est celui des productions dramatiques, depuis son *Piccolo* et sa *Roulotte* jusqu'aux grandes entreprises du Quat'sous dont il abandonne la direction en novembre 1983. C'est évidemment l'aspect le mieux connu de sa carrière. Retenons que ce livre est une réussite qui dépasse la figure individuelle de Paul Buissonneau. ♦



F. PHILIPPE REID

LE MONDE SELON EDWARD ELLICE. UN MAÎTRE DE FICELLES À L'ŒUVRE AU BAS-CANADA

Québec, F.P. Reid éditeur, 2017, 102 pages

En 2008, Philippe Reid avait publié *Le regard de l'autre* (L'instant même), une étude sociologique sur l'émergence d'une conscience nationale dans le Québec du début du XIX^e siècle. Inspiré par les travaux de Fernand Dumont sur les «idéologies», l'ouvrage montrait une connaissance très fine du *Canadien* d'Étienne Parent et de l'œuvre de François-Xavier Garneau. Le nouveau livre de Reid se présente comme un essai d'histoire sur «l'extraordinaire influence» (p. 3) d'Edward Ellice (1783-1863) qui serait à l'origine du rapport Durham et de l'Acte d'Union de 1840.

Fils d'un riche marchand de fourrures, grand propriétaire terrien, proche des whigs britanniques par ses liens familiaux, Ellice, avec une bourgeoisie émergente, se serait activé en coulisses pour servir ses intérêts commerciaux et planifier, avec l'aide d'Adam Thom – présenté comme son homme de main –, un grand dessein impérialiste et civilisationnel. La démonstration de Reid se fonde pour l'essentiel sur des sources fiables glanées sur internet, notamment les entrées du *Dictionnaire biographique du Canada*. En 100 pages, il développe des vues amples sur le développement de l'Empire britannique, l'importance de la canalisation du Saint-Laurent et des Grands Lacs, l'idéologie des whigs anglais, etc. Un essai ambitieux et éclairant.

Éric Bédard

L'Action nationale 1917-2017

La stature pour mener un siècle
de combats et la détermination
de continuer!

DES MÉMOIRES ÉCLAIRANTS

Yvan Lamonde

Historien

DENIS MONIÈRE

MÉMOIRES D'UN ENFANT DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE

Montréal, L'Action nationale éditeur, 2017, 239 pages

Denis Monière est né en 1947. Techniquement, c'est un baby-boomer, un enfant de la cohorte 1946-1966. Ses mémoires s'arrêtent en 1980, date de clôture de la Révolution tranquille selon lui, qui ne nous dit pas, par ailleurs, s'il admet l'idée que celle-ci a commencé en 1960. Le récit porte à le croire.

Le parcours de Denis Monière paraît à ce point typique que l'ouvrage pourrait être le document de départ d'un cours portant sur l'après-guerre et la supposée et mal nommée Révolution tranquille. La question directrice d'un travail de session sur ces mémoires pourrait être : comment s'opèrent la socialisation et la conscientisation des baby-boomers et, surtout, en quoi celles des générations X, Y et des milléniaux s'en différencient-elles dans leurs processus ? Dans un Québec universitaire où l'histoire et la sociologie n'ont pas vraiment senti l'urgence d'expliquer les changements de code des baby-boomers, des générations X, Y et du millénaire, l'exercice serait salutaire et peut-être saurait-on un peu mieux, ce faisant, comment recycler civiquement et culturellement ce qui est recyclable du passé.

Pour faire comprendre le phénomène de transition qui l'intéresse, l'auteur cite avec perspicacité le journal des finissants du Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan en 1960-1961 en pointant du doigt l'adverbe «encore» : «Nous sommes jeunes, nous aimons encore le Christ. Nous admirons Charles de Gaulles et Charles de Foucauld. Nous respectons encore nos parents et les autorités du Séminaire Sainte-Marie. Nous croyons qu'un mariage peut réussir. [...] Castro nous plaît ainsi que l'abbé Pierre. Nous lisons encore saint Matthieu» (p. 48).

L'auteur place ses mémoires à l'enseignement de «grandir pour servir». Qu'en est-il aujourd'hui d'un tel projet ? Que dira à ce sujet un millénial qui écrira ses mémoires en 2068 si un tel réflexe existe «encore» ? Le sens que D. Monière donne à sa vie est rappelé dans les titres des deux autres parties des mémoires : «Apprendre pour agir» et «Écrire pour diffuser le savoir». Comment des intellectuels de 2018 – que sera-t-il, que sera-t-elle ? – nommeront-ils en 2068 le sens d'un engagement sur toute une vie ?

J'ai toujours à l'esprit l'étudiant en sciences politiques ou en sociologie qui lit aujourd'hui ces mémoires et porte attention aux trames de socialisation des baby-boomers. Il y verra un cas de figure qui me paraît assez typique de la politisation d'un politologue engagé très tôt dans la politique et le politique. Un enfant qui découvre Duplessis lors d'une parade électorale à Grand'Mère, qui a appris que ses parents avaient été du Bloc populaire canadien et son père du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) dès 1961. Un ado qui, à 15 ans, suit la campagne électorale locale de 1962 au cours de laquelle son père est candidat du RIN près de Marcel Chaput et du Parti Républicain du Québec, et qui regarde le débat télévisé entre Nixon et Kennedy en novembre de la même année. La conscience civique s'éveille aussi au contact de la sensibilité et des désaccords : le fait par exemple qu'on parle tant anglais au Collège Saint-Laurent où l'étudiant n'a de mauvaises notes que dans cette matière. Le fait que l'étudiant participe tôt aux AG, aux associations générales des étudiants et qu'il se voit qualifié en latin (*sed contra*) de contestataire. Même en vacances à Old Orchard, lieu de la «grande transhumance» estivale québécoise, il découvre une jeune correspondante étatsunienne qui lui ouvre les yeux sur le Vietnam.

On pourrait multiplier les trames – la télévision, les boîtes à chanson, les théâtres de poche, le marxisme, les grèves étudiantes, la technologie, les processus de sécularisation, la banlieue, les nouveaux mouvements religieux – pour qu'à travers ces mémoires un étudiant de 2018 ou de 2068 saisisse les formes de socialisation politique autour de 1968, comprennent «ce paradoxe du neuf qui champignonne sur le vieux»

Denis Monière fut aussi du journalisme étudiant qui, depuis les années 1930, est la pépinière de futurs cadres et hommes politiques et, comme le collège, le lieu par excellence du réseautage d'avenir. Des institutions qui forment ; tout comme le font aussi les débats publics sur la question linguistique agitée à Saint-Léonard ou sur le projet de loi du ministre Pierre Laporte, qui donne au jeune collégien l'occasion d'écrire son premier article politique. Celui-ci adhère



au RIN en 1965, devient secrétaire de l'association de comté de Laval et crée une section au collège Sainte-Marie au temps du «Vive le Québec libre» du général de Gaulle. Déjà, il sera minoritaire avec la cinquantaine de membres du RIN qui s'opposent à la transformation du RIN de mouvement en parti. Riniste, il participe à cet événement déterminant que furent les États généraux du Canada français en novembre 1966 et 1967. La socialisation politique le mènera tardivement (1972) au PQ.

Entrer à l'université en septembre 1968 est marquant à Berkeley, à Nanterre, à Montréal ou à Ottawa, où Denis Monière s'inscrit devinez en quoi et travaille avec André Vachet, proche du marxisme et de Henri Lefebvre. Monière fera le voyage en URSS, en Chine, et bien sûr à Paris, à Science Po. Il y sera avec 5000 autres étudiants québécois attirés par la culture française, mais soucieux d'attachement politique au Québec.

On pourrait multiplier les trames – la télévision, les boîtes à chanson, les théâtres de poche, le marxisme, les grèves étudiantes, la technologie, les processus de sécularisation, la banlieue, les nouveaux mouvements religieux – pour qu'à travers ces mémoires un étudiant de 2018 ou de 2068 saisisse les formes de socialisation politique autour de 1968, comprennent «ce paradoxe du neuf qui champignonne sur le vieux» (p. 237). Ce futur auteur de mémoires sera sans doute lui aussi confronté au défi de l'écriture de ce genre. Peut-on garder le cap sur le récit sans tout d'un coup prendre une posture analytique (p. 96-97) ? Peut-on se limiter à ce dont on a été témoin ? Comment peut-on parler de l'émeute de 1955 au Forum avec le regard d'un enfant de 8 ans (p. 40) ? Peut-on résister à la doxa postérieure, à affirmer que «le personnalisme s'imposait comme courant dominant» (p. 68) ?

Ce sont bien des mémoires éclairants d'un enfant de la Révolution tranquille, où perçoit un individu polarisé par le service public, par la compréhension des idéologies et par le souci de les faire comprendre. ♦

UNE FEMME HORS NORME

Micheline Dumont

Professeure émérite, Université de Sherbrooke

MARIE LAVIGNE ET
MICHÈLE STANTON-JEAN
**IDOLA SAINT-JEAN,
L'INSOUMISE**

Montréal, Éditions du Boréal, 2017,
381 pages

Marie Lavigne et Michèle Stanton-Jean ont été membres du collectif Clio (avec Jennifer Stoddart et Micheline Dumont) qui a lancé avec succès *Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles* en 1982. Elles avaient délaissé l'histoire pour accepter des responsabilités dans la haute fonction publique. Mais elles y sont revenues après avoir poursuivi des carrières importantes et elles démontrent ici qu'elles n'ont pas perdu la main. Elles nous offrent une solide biographie de la militante féministe Idola Saint-Jean, active sur la scène féministe québécoise durant près de trois décennies, de 1907 à 1945. Les informations inédites sont légion : impossible de toutes les mentionner. Comme elles le soulignent, cette biographie manquait dans le panorama des biographies des leaders féministes québécoises : Marie Gérin-Lajoie, Thérèse Casgrain, Eva Circé-Coté.

Par un travail fouillé et méticuleux dans une grande variété d'archives, Lavigne et Stanton-Jean ont réussi à reconstituer le parcours personnel et militant de cette femme hors norme, hors norme par son travail, son statut de célibataire, son indépendance financière et par la radicalité de sa pensée. C'est l'idée directrice de leur biographie, clairement exprimée par le titre *Idola Saint-Jean l'insoumise*. Le plan adopté est à la fois chronologique et thématique de sorte que les temporalités des différentes parties se chevauchent. Une première partie consacrée à sa carrière professionnelle ; la deuxième à son implication dans le féminisme de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste ; une troisième à son action dans l'association qu'elle a fondée en 1927, l'Alliance canadienne pour le vote des femmes du Québec ; et la dernière est consacrée à ses dernières années après la victoire du suffrage féminin de 1940. L'appareil critique est abondant et instructif.

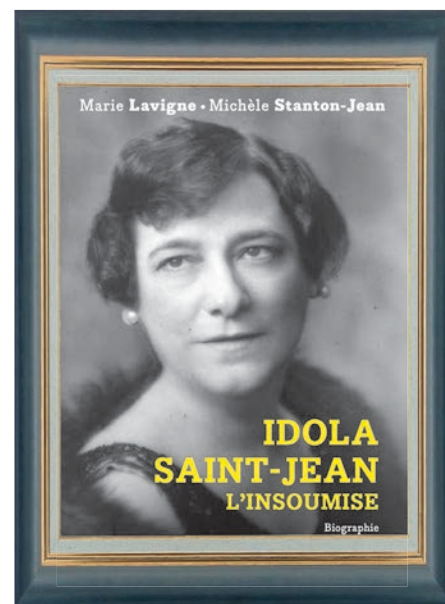
La première partie fourmille de renseignements inédits : naissance en 1878 dans une famille bourgeoise, libérale et cultivée ; études et séjour à Paris ; aspirations théâtrales, bientôt canalisées vers une carrière de professeure de diction dans les pensionnats, dans son studio personnel, au Monument-National et à la prestigieuse Université McGill. Dès 1906, Idola Saint-Jean est profes-

seure d'élocution au Conservatoire de McGill où sa réputation est excellente et, à partir de 1922, professeure d'élocution à l'école française d'été de cette université. Elle est la seule Québécoise dans une équipe constituée d'un « French staff », elle enseigne jusqu'en 1944. Tout ce parcours place Idola Saint-Jean dans une classe à part : elle n'est pas, comme ses consœurs féministes, une « épouse » qui bénéficie du prestige de son mari juge, député ou sénateur. Elle est une femme au travail, une professionnelle.

**[...] cette biographie manquait
dans le panorama des biographies
des leaders féministes
québécoises : Marie Gérin-Lajoie,
Thérèse Casgrain, Eva Circé-Coté.**

La deuxième partie expose la naissance du féminisme à Montréal et les historiennes prennent grand soin de mettre en évidence le concept de « féminisme chrétien » qu'Idola Saint-Jean ne tardera pas à contester. Sa lutte féministe proprement dite est par ailleurs éclairée d'informations nouvelles. On apprend que dès la fondation de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste par Marie Gérin-Lajoie, Idola Saint-Jean prend l'initiative de fonder une association de femmes artistes affiliée à la FNSJB. Elle y est une conférencière recherchée, notamment sur les questions de l'hygiène. Elle organise le volet artistique des fêtes et des assemblées annuelles jusqu'en 1920. On apprend aussi son rôle dans les assemblées partisans du Club des femmes libérales, où elle se présente comme la plus ardente militante du suffrage. Ses résolutions sont jugées « extrémistes ».

La troisième partie est consacrée plus spécifiquement à l'Alliance canadienne pour le vote des femmes du Québec, qu'elle fonde en 1927, et à sa revue *La Sphère féminine*. Les auteures font allusion aux « querelles » qui opposaient les leaders féministes entre elles (voir chap. 22), soit Marie Gérin-Lajoie qui récuse les allusions au suffrage après 1922, soit Thérèse Casgrain qui semble mal tolérer de ne pas être seule dans le combat suffragiste. Avec trois fortes personnalités, ces querelles sont aisément explicables. On pourrait proposer qu'Idola Saint-Jean ne devait pas être particulièrement facile ! Cette troisième partie est sans doute la plus remplie d'informations capitales pour illustrer la polyvalence de sa militance politique et sociale : la question du suffrage bien sûr, mais aussi les détails de « l'Affaire



personne » en 1929, et les multiples tentatives de faire nommer Idola au sénat après la victoire ; la lutte contre le Code civil, si injuste pour les femmes, au moment de la commission Dorion ; sa campagne électorale en 1930 ; la nécessaire participation à la vie municipale et scolaire, les droits des ouvrières, le rôle des femmes dans les affaires internationales. Idola Saint-Jean maîtrisait l'art de parler en public et elle profitait de son talent.

Enfin, la quatrième partie du livre aborde les dernières années d'Idola Saint-Jean alors qu'elle tente de mettre en place une tribune d'éducation populaire pour les femmes.

J'ai noté deux omissions. Si les historiennes avaient consulté les archives de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, elles auraient découvert qu'en 1931, Idola Saint-Jean avait voulu commanditer un char allégorique au défilé annuel du 24 juin dont le thème était « les femmes dans l'histoire ». En effet, les organisateurs avaient prévu un char pour évoquer la brève période où les Québécoises avaient pu voter entre 1791 et 1834. Or, les responsables avaient refusé la commandite de l'Alliance canadienne pour le vote des femmes du Québec sous le prétexte qu'ils refusaient de donner de la visibilité à une opinion politique ! En 1961, on choisit de nouveau un thème féminin pour le défilé de la Saint-Jean-Baptiste : « Hommage aux femmes canadiennes-françaises ». Cette fois, un char allégorique est consacré à « La conquête des droits politiques » avec un char à l'effigie de l'Alliance canadienne pour le vote des femmes et la signature d'Idola Saint-Jean.

Marie Lavigne et Michèle Stanton-Jean sont d'avis qu'une certaine injustice a été exercée envers Idola Saint-Jean dans la mémoire historique et collective (p. 14). Elles parlent même du « silence » qui caractériserait la mémoire de leur héroïne. Leur livre veut justement réparer cette « injustice » et il le fait magnifiquement, c'est évident. Mais le mot « injustice » me semble fort. Diane Lamoureux a consacré plusieurs articles à la pensée radicale d'Idola Saint-Jean, articles qui figurent dans la bibliographie, mais que les auteures n'ont guère utilisés dans leur analyse. ♦

LIONEL GROULX A TROUVÉ SON BIOGRAPHE

Denise Robillard
Historienne

CHARLES-PHILIPPE COURTOIS
**LIONEL GROULX. LE
PENSEUR LE PLUS INFLUENT
DE L'HISTOIRE DU QUÉBEC**
Montréal, Éditions de l'Homme,
2017, 584 pages

L'objectif de Charles-Philippe Courtois est ambitieux : offrir la première «véritable biographie» de Lionel Groulx, «un des plus influents penseurs» du Québec. Mais non le seul, contrairement au titre venu de l'éditeur. Son approche est claire : réfuter l'anachronisme de quelques préjugés en établissant l'originalité et la précocité de certaines convictions de Groulx. Voilà qui donne le goût de parcourir 600 pages !

Deux aspects de la vie de Groulx (1878-1967) sont mis en valeur avec bonheur : son œuvre de pédagogue auprès de la jeunesse et sa carrière d'historien.

En six courts chapitres, le jeune garçon au tempérament sensible et romantique né à Vaudreuil en 1878 dans une famille aimante se révèle si attaché à sa terre natale et aux siens que le mal du pays le fait fuguer de l'internat de Sainte-Thérèse. Son éveil à la poésie et son intérêt pour les ouvrages politiques et philosophiques, Lionel le doit à des pédagogues, soucieux de former «des leaders, ardents chrétiens et patriotes» qui lui font savourer les classiques et connaître Louis Veuillot, Lamennais et Hugo. O'Connell devient le modèle politique qu'il admire. Comme il a du mal à se faire des amis, son journal lui tient lieu de confident et contribue à son équilibre affectif. L'abbé Sylvio Corbeil, son directeur de conscience, suscite son adhésion à l'ultramontanisme.

Il faudra quatre ans à Lionel pour s'épanouir, nouer des amitiés solides, participer à la vie associative du séminaire, écrire et s'essayer avec succès aux débats. Cherchant à savoir comment le mieux servir la religion et la patrie, il trouve en Corbeil un exemple déterminant. «Se consacrer au service d'un idéal, lui dit son directeur, serait facilité par l'état ecclésiastique» : il sera donc prêtre-éducateur. À partir de ce moment, le jeune Groulx se refuse à l'action politique directe.

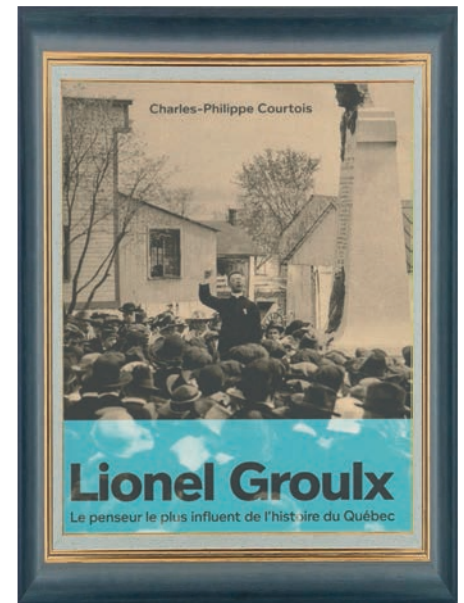
Quatre mois au Grand Séminaire de Montréal auront raison de sa santé et de son moral. Lionel passe deux mois à l'évêché de Valleyfield comme substitut du secrétaire. Il profite de l'érudition de son évêque, Mgr Médard Émard, et poursuit ses études à grand-peine. À la publication d'un premier article, il se découvre une passion pour les

jeunes et fait des «disciples». Il crée une «action catholique» et cultive chez les collégiens «l'intérêt pour la défense de la foi, de la culture et de la nation». Il brûle les étapes et devient leader avant d'être prêtre, au grand déplaisir de son évêque !

La «tournure d'esprit» de Mgr Émard, de sensibilité libérale, s'oppose à celle de Groulx, inspirée des Laflèche, Veuillot et Tardivel que son évêque juge excessifs et outranciers ; ces sensibilités recouvrent un autre clivage concernant la question nationale : d'un côté, les adeptes du bon-ententisme, de l'autre, les militants pour une forte affirmation nationale. Alors qu'il s'interroge sur son avenir comme prêtre, Groulx finit par se rendre aux conseils de S. Corbeil et termine ses études au Grand Séminaire de Montréal. Il est ordonné prêtre le 28 juin 1903 et brûle de s'engager dans l'action auprès des jeunes des collèges classiques, au sein de l'ACJC, l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française. Il s'agit là d'une nouvelle organisation, inspirée de l'Association catholique de la jeunesse française fondée en 1866 par Albert de Mun.

Pendant les décennies 1920 et 1930, toutes deux effervescentes sur le plan intellectuel, pas un mouvement nationaliste ne naît sans avoir soumis son projet à Groulx. Les jeunes admirent sa probité intellectuelle, ils réclament son avis, voire son appui. Que Groulx n'accorde qu'avec grande discrétion.

De retour d'un voyage d'études en Europe, Groulx entreprend avec enthousiasme sa carrière d'enseignant et développe une pédagogie active novatrice qui suscite l'adhésion des jeunes, auprès de qui il s'impose, dès 1912, avec *Une croisade d'adolescents*. Les chapitres 10 à 24 nous font assister à la montée et au sommet de son influence comme éveilléur de conscience et promoteur de la compétence – entre les deux guerres – avec la publication du roman *L'appel de la race*, puis celle de *Orientations*, *Notre maître le passé* et *Directives*, respectivement en 1935, 1936 et 1937. Tous ces textes sont autant d'invitations à l'excellence, d'appels à passer de domestiques à maîtres chez nous, de dénonciations et de réclamations pour que «l'école cesse de fabriquer en série tant d'invertébrés, de bibelots de salon» et d'exhortations à prendre en main notre éco-



nomie pour réaliser l'idéal de «maîtres chez nous» que le jeune prêtre prône avec conviction. Son influence dépasse les frontières du Québec, puisque les fondateurs franco-ontariens de l'Ordre de Jacques-Cartier le considèrent comme leur maître à penser.

Fidèle à son objectif, Courtois réfute les accusations d'antisémitisme et de séparatisme portées contre Groulx en mettant en lumière la vision du pédagogue idéaliste qui, tout en refusant de s'engager sur la piste politique, propose à ses disciples un idéal. À cette époque, Groulx considère la Confédération comme «un régime politique irrémédiablement condamné», qui, une fois disparu, ferait place à l'État français rêvé (p. 337).

Pendant les décennies 1920 et 1930, toutes deux effervescentes sur le plan intellectuel, pas un mouvement nationaliste ne naît sans avoir soumis son projet à Groulx. Les jeunes admirent sa probité intellectuelle, ils réclament son avis, voire son appui. Que Groulx n'accorde qu'avec grande discrétion.

Courtois est moins heureux lorsqu'il traite du Règlement 17 et du rôle de l'abbé puis monseigneur Joseph Charbonneau à Ottawa et à Montréal. Pour n'avoir fréquenté à Ottawa que les nationalistes intransigeants – car en Ontario aussi, deux sensibilités s'affrontent, Groulx (et Courtois après lui) ne se rend pas suffisamment compte que les Canadiens français de l'Ontario subissent une hostilité tellement grande de la part des Canadiens anglais (protestants et orangistes comme catholiques, du reste) qu'ils ne peuvent réagir comme Groulx le souhaitait. Il leur faut plutôt exercer diplomatie, finesse et intelligence pour essayer d'obtenir quelques gains. D'ailleurs, le nationaliste Omer Héroux, du *Devoir*, reconnaît que cette stratégie paie. En 1929, il écrit que «le vent est à la concorde en Ontario» et il salue la création d'un comité bilingue sur la question scolaire. Mais pour les intransigeants, le simple fait de rencontrer ou de parler avec les adversaires était considéré comme une trahison et c'est pourquoi Groulx tient tant

VOIR LIONEL GROULX...

à la page 30

LIONEL GROULX...

suite de la page 29



rigueur à Charbonneau. On aurait pu espérer une meilleure appréciation de cet épisode par son biographe.

Au sujet de sa succession, Courtois souligne que Groulx est heureux de l'engagement de Guy Frégault. Il souligne le rôle du chanoine dans la création de l'Institut d'histoire de l'Amérique française et dans le département d'histoire de l'Université de Montréal. Les bases étaient ainsi posées pour que l'histoire devienne toujours davantage une science écrite par des professionnels. Pour Courtois, l'Institut d'histoire de l'Amérique française couronne l'œuvre de Groulx comme historien.

GUY LAPERRIÈRE

BENOÎT LACROIX. UN DOMINICAIN DANS LE SIÈCLE

Montréal, Médiaspaul, 2017, 310 pages

Peu après la mort du père Lacroix, au printemps 2016, Médiaspaul a contacté Guy Laperrière, un spécialiste de l'histoire des congrégations religieuses s'étant donné, tout particulièrement, une fine connaissance de l'ordre des Prêcheurs. La demande était celle-ci : rédiger en un an une biographie du célèbre dominicain afin de garder celui-ci vivant dans la mémoire de ceux qui l'ont connu et, pourquoi pas ?, de le présenter aux nouvelles générations. Le résultat a sans doute dépassé les espérances de la maison d'édition. On a là la vie du père Lacroix dans le style plein d'entrain et presque oral du conteur qui ne manque pas d'interpeler plus d'une fois son auditoire et lui fait entendre, en plus de sa propre voix, celles de Benoît Lacroix lui-même et de tant de collègues et amis ayant laissé sur lui leurs témoignages. Voilà donc un ouvrage très accessible. Et quand même savant, car Guy Laperrière sait parsemer son récit de mille et une connaissances utiles pour mieux cerner son personnage ainsi que les milieux dans lesquels il a vécu au fil de ses cent ans.

Le livre a dû être rédigé presque sans archives. Pas tout à fait : Laperrière a consulté le fonds Benoît-Lacroix déposé aux Archives nationales de même que certains documents conservés ailleurs et réunis pour deux séances de travail par une archiviste bien au fait de cet autre fonds. Heureusement, Benoît Lacroix a semé tant d'écrits, il a donné tant d'entretiens et il a si généreusement partagé ses souvenirs qu'il y avait là ample grain à moudre, à quoi ajouter les nombreux témoignages réunis par Gisèle Huot à l'occasion des 80 ans de notre dominicain national.

Le fil conducteur de l'ouvrage est l'amour. Celui que le père Lacroix a inspiré à l'auteur lui-même et à ceux qui l'ont connu (cette idée ouvre le premier paragraphe de l'introduction) et celui que Lacroix a abondamment distribué (c'est la dernière phrase de la conclusion).

Répartie en neuf courts chapitres, la biographie divise en trois grandes parties la vie de Joachim puis de Benoît Lacroix.

La première couvre l'enfance, la jeunesse et la formation dominicaine. C'est l'occasion de dire la proximité de son père Caius, l'émoi d'un amour pour Thérèse Gagnon, la profondeur des influences exercées sur le jeune homme par des intellectuels de la stature de Chenu, Maritain, Gilson et Marrou, l'impact de ses professeurs dominicains et la découverte d'une figure spirituelle, Thérèse de Lisieux, qui l'accompagnera tout au long de son existence.

Le foisonnement de la vie professionnelle du père Lacroix donne matière à la deuxième partie. Voici un professeur de l'Université de Montréal qui deviendra le directeur de l'Institut d'études médiévales, le fondateur du Centre d'études des religions populaires puis un des chercheurs de l'Institut québécois de recherche sur la culture, l'animateur infatigable pendant une bonne douzaine d'années d'un grand chantier de recherche sur les religions populaires. Voici le conteur, l'écrivain, l'ami des poètes et des artistes, de Saint-Denys Garneau à Marie Uguay et de René Derouin à Louis Muhlstock. Voici encore le dominicain prédicateur de retraites aux étudiants, aux congrégations religieuses de femmes et à ses frères convers, utile aussi dans les régions lointaines où sont implantés les dominicains du Québec, notamment le Japon et le Rwanda. Et que dire de sa contribution à la vie d'universités aux États-Unis et en France.

Enfin, la retraite du père Lacroix fut si longue et si active jusqu'à la fin qu'elle mérite une troisième partie rien qu'à elle. Le dominicain s'est alors fait tout à tous. D'abord en continuant de porter et d'animer

Cette biographie a le mérite de tenir compte de toutes les facettes de la personnalité de Groulx. Courtois n'oublie pas que l'éveilleur de conscience est aussi un poète, un passionné de la jeunesse, un pédagogue novateur, un prêtre qui s'interdit l'engagement politique mais qui n'hésite pas à indiquer la voie à suivre, et qui, jusqu'à la fin, s'enthousiasme quand un projet lui apparaît comme l'aube d'une espérance enfin réalisée... ♦



des projets intellectuels et religieux. Laperrière souligne ici tout spécialement sa contribution à la mise en chantier d'une édition critique des œuvres complètes de Lionel Groulx, en qui il voit le plus grand penseur de son époque. Tout à tous aussi en se rendant disponible pour une véritable rencontre spirituelle à chacune des personnes qui ont croisé sa route, depuis les jeunes, encore et toujours, jusqu'aux vieillards atteints de la maladie d'Alzheimer. Tout à tous enfin à travers les médias, qu'il pratique encore plus assidûment dans son grand âge.

Le dernier chapitre s'attache à présenter la spiritualité du père Lacroix. Il s'agit d'une spiritualité très christique non dépourvue d'un véritable accent mystique à la manière de Thérèse de Lisieux ; une spiritualité enrichie aussi au contact de Teilhard de Chardin, qui a su voir de manière renouvelée la transcendance dans le cosmos.

Parmi les difficultés de la rédaction d'une telle biographie, il en est une que Laperrière surmonte par un travail caché sous l'aisance du résultat, et c'est celle de la contextualisation. L'auteur réussit à présenter en quelques mots les personnes, les institutions, les événements historiques qui jalonnent la vie du père Lacroix. Sans jamais détourner ni arrêter son récit, il rend familiers l'entourage du dominicain et les milieux dans lesquels il a évolué. Une autre difficulté, elle aussi vaincue, consiste à donner à lire tant de textes de manière vivante et sans les trahir. On n'a jamais l'impression de lire des résumés. Les livres et articles sont transformés en moments de vie. Soulignons ici les qualités de détective de Laperrière, qui a mis la main sur une quantité phénoménale d'écrits dispersés ici et là, préfaces, textes de circonstances, articles divers.

Jusqu'à un certain point, de manière discrète, non appuyée, Laperrière offre une interprétation de son personnage. Celle-ci est tout entière contenue dans le sous-titre de l'ouvrage, «un dominicain dans le siècle» : Lacroix moine et Lacroix dans le monde. Un homme de tradition, d'institutions, d'Église, prenant appui sur sa foi toute modelée par celles-ci pour rejoindre chacun où il est et l'orienter vers le Christ, dont il se veut témoin joyeux.

Je partage assez l'avis de Laperrière, selon qui Benoît Lacroix fut moins un intellectuel qu'un pasteur. Malgré tous ses livres, malgré les institutions universitaires qu'il a fondées et animées, malgré les onze colloques sur les religions populaires et les collectifs qui en ont découlé, le père Lacroix a été tout compte fait avant tout un dominicain, c'est-à-dire un prêcheur. Il a voulu présenter le Christ, le faire voir, il a voulu être sourcier de Dieu dans le monde et en chacun. Il restera de lui, à terme, cet ouvrage incontournable, unique, infiniment précieux qu'est *La foi de ma mère* dans lequel ce prêtre historien et conteur présente ce que fut l'action et la foi de l'Église au Québec entre 1840 et 1960.

On a, avec l'ouvrage de Laperrière, la biographie qu'il fallait avoir : accordée avec beaucoup de justesse à ce que fut Benoît Lacroix

Lucia Ferretti

Chef de pupitre, histoire et culture

VIGER CONTRE LAFONTAINE ?

Éric Bédard
Professeur, Université TÉLUQ

MARTIN LAVALLÉE

**DENIS-BENJAMIN VIGER,
UN PATRIOTE FACE AU
CANADA-UNI**

Montréal, VLB éditeur, 2017,
193 pages

Élu d'abord en 1808 dans un Bas-Canada plongé dans sa première tourmente politique, Denis-Benjamin Viger (1774-1861) appartient à la première génération du Parti canadien. Ce fils de bonne famille, cousin de Jacques Viger, Louis-Joseph Papineau et Jean-Jacques Lartigue, est intimement lié à cette nouvelle élite qui allait marquer notre vie politique au XIX^e siècle. Nommé conseiller législatif en 1831, il est chargé de représenter l'Assemblée législative du Bas-Canada à Londres. Accompagné d'un secrétaire brillant, François-Xavier Garneau, il explique aux élus anglais les doléances du parti majoritaire et les dysfonctionnements de la colonie. De retour en 1834, il soutient les 92 résolutions, mais n'occupe pas l'avant-scène durant l'été 1837. Il est pourtant emprisonné de novembre 1838 à mai 1840. Puis, alors que Londres a décrété l'union des deux Canadas, Viger, éclipsé par l'action des réformistes groupés autour de Louis-Hippolyte LaFontaine, joue un rôle important. C'est ce rôle que veut éclairer l'historien Martin Lavallée dans un ouvrage fort instructif.

Tirée d'un mémoire de maîtrise dirigé par Fernande Roy, cette monographie ne doit surtout pas être approchée comme une biographie classique. Le premier chapitre, de loin le plus neuf et le mieux charpenté, porte sur la pensée politique de Viger, probablement le seul homme politique de sa génération à avoir commis quelques essais qu'il serait avisé de regrouper dans un ouvrage. L'analyse que propose Lavallée de ses *Considérations* de 1809, de 1826 et de 1831 sur les mœurs des Canadiens, son voyage aux États-Unis et la révolution belge est très riche. On découvre un homme politique attaché à une conception culturelle et organique de la nation, influencé par les idées d'Edmund Burke et de Joseph de Maistre. Hostile au libéralisme contractualiste des Lumières, Viger fait du régime seigneurial et de la religion catholique des institutions essentielles de la nationalité canadienne. Il défend aussi le régime politique britannique instauré par l'Acte constitutionnel de 1791. S'il apprécie ce gouvernement «mixte» pour son équilibre sain entre le peuple, l'élite et le monarque, c'est

parce qu'il redoute l'irruption des foules et les désordres qu'elles engendrent, et parce qu'il affiche un certain scepticisme face aux prophètes qui croient avoir déniché dans les livres des systèmes politiques capables de venir à bout des passions humaines les plus viles.

Armé de cette compréhension du «nationalisme» de Viger, Lavallée nous permet de mieux saisir l'opposition virulente de l'homme politique aux projets d'union de 1810 et 1822. C'est qu'aux yeux de Viger, les nationalités ne peuvent se fondre sans que cela ne provoque des dérèglements sociaux importants. L'Acte d'Union de 1840 représente donc pour lui un danger immense parce qu'il craint, comme tous les dirigeants canadiens-français significatifs, qu'une telle mise en commun ne sape l'édifice fragile construit par les générations précédentes.

Viger et LaFontaine avaient beaucoup plus en commun que ce que laisse voir Lavallée : tous deux croyaient en la nécessité d'unir les Canadiens français derrière un programme et considéraient que la violence insurrectionnelle pouvait causer des torts irréparables à la nationalité

Dans les trois derniers chapitres, Lavallée s'emploie à justifier les actions et les décisions de Viger durant la première moitié des années 1840, dans ce qui prend clairement la forme d'une réhabilitation. À la fin de 1843, après avoir soutenu la stratégie «réformiste» de LaFontaine – celle d'obtenir la responsabilité ministérielle en s'alliant avec le groupe de Robert Baldwin du Haut-Canada –, Viger accepte l'offre du gouverneur Metcalfe de siéger au conseil exécutif, ce qui provoque un schisme au sein de la députation canadienne-française. Même s'il est défait aux élections de 1844 et que les électeurs désapprouvent sa décision de participer à un gouvernement formé par des tories, il s'entête et reste en poste jusqu'en juin 1846. Thomas Chapais et Gérard Parizeau, historiens très favorables à Viger, y ont vu tous deux une erreur de jugement. Lavallée, à la suite de l'historien Jacques Monet, préfère croire que Viger n'aurait fait que son devoir en assurant, au sein du conseil exécutif, une présence canadienne-française, en plus de mettre en place la salutaire doctrine de la «double majorité», qui permettra de distinguer les administrations du Haut et du Bas-Canada

MARTIN LAVALLÉE

DENIS-BENJAMIN VIGER
UN PATRIOTE FACE AU CANADA-UNI



dans la plupart des secteurs, dont celui, névralgique, de l'éducation. Cela réduira considérablement la portée de l'union et préparera les esprits au fédéralisme de 1867.

Quoi que l'on pense de l'action de Viger, je reste convaincu que les entreprises de réhabilitation, ou de déboulonnage, ont quelque chose d'un peu vain, car elles amènent presque toujours les historiens à plaquer des contextes et des valeurs étrangers aux acteurs de l'époque. À trop vouloir réhabiliter un personnage, on en vient souvent à noircir grossièrement les opposants au lieu de simplement chercher à les comprendre.

Viger et LaFontaine avaient beaucoup plus en commun que ce que laisse voir Lavallée : tous deux croyaient en la nécessité d'unir les Canadiens français derrière un programme et considéraient que la violence insurrectionnelle pouvait causer des torts irréparables à la nationalité ; ils n'ont pas «accepté» l'union, mais s'y sont résignés, et ont cherché à tirer le meilleur parti des circonstances ; ils partageaient une opinion plutôt positive des institutions britanniques, laquelle découlait moins d'un loyalisme exalté (thèse de Monet) que d'une sensibilité plutôt conservatrice, certainement plus nette chez Viger que chez LaFontaine, comme le montre Lavallée.

Pour reprendre les célèbres catégories de Max Weber (*Le savant et le politique*), on pourrait convenir que Viger et LaFontaine ont communiqué à la même éthique de la responsabilité durant l'un des moments les plus sombres de notre histoire alors que Papineau, en restant fidèle jusqu'à la fin à la ligne anticoloniale et républicaine des années 1830, allait faire sienne une éthique de la conviction. Ce qui a distingué Viger et LaFontaine, ce sont finalement peu de choses sinon des considérations tactiques, probablement des personnalités peu compatibles – facteur non négligeable en politique et dans la vie ! – mais surtout le soutien des électeurs. Dit autrement, pour comprendre Viger, il n'était pas nécessaire de prendre parti contre LaFontaine, même pour faire plaisir à un directeur de collection ! ♦

LA CULTURE REVUES

ARTS VISUELS CINÉMA CRÉATION LITTÉRAIRE
CULTURE ET SOCIÉTÉ HISTOIRE ET PATRIMOINE LITTÉRATURE
THÉÂTRE ET MUSIQUE THÉORIES ET ANALYSES



sodep

Société de développement
des périodiques
culturels québécois

SODEP.QC.CA

UNE HISTOIRE À CONTRE-COURANT

Paul Laverdure

Directeur de la Bibliothèque et des Archives, Université de Sudbury

LEILA INKSTETTER

INITIATIVES ET ADAPTATIONS ALGONQUINES AU XIX^E SIÈCLE

Québec, Septentrion, 2017, 521 pages

Au fil de leur histoire, les Autochtones n'ont pas seulement subi des forces externes que l'opinion actuelle qualifie de destructrices de leurs cultures, fait remarquer l'auteure. Ils ont aussi emprunté et adapté des institutions externes. C'est le cas du catholicisme surtout, mais aussi de lieux de rassemblement, du mode de scrutin, de la structure d'une bande et de plusieurs activités. Comme l'indique le titre du livre, qui met l'accent sur l'*agentivité* des Autochtones, ces emprunts et adaptations ont été faits pour des raisons propres à ces nations.

Voici un livre qui nuance le rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones, déposé en 2016. Inksetter propose sa thèse ainsi :

[L]es changements culturels sont présentés comme ayant été subis par les sociétés autochtones ou encore imposés sous l'effet de la contrainte, rarement comme des choix effectués de façon libre et éclairée. Cette vision du passé a pour effet de présenter la perspective d'une société autochtone « en dégradation » à la suite des pressions extérieures subies au XIX^e siècle et, du même coup, de valoriser un passé antérieur perçu comme une sorte d'âge d'or. En ce sens, le XIX^e siècle est souvent présenté comme une période sombre de l'histoire des Autochtones (p. 12-13).

Ce ne serait pourtant pas du tout le cas pour les Algonquins Anicinabe du Moyen-Nord autour des lacs Témiscamingue et Abitibi.

Pour le prouver, Leila Inksetter analyse plusieurs points de vue, tirés des archives et des rapports du gouvernement, des livres de comptabilité des compagnies du Nord-Ouest et de la Baie d'Hudson, des lettres, des registres et des rapports des missionnaires (qui ne sont pas toujours univoques), des analyses archéologiques et des histoires orales que des Algonquins ont confiées aux anthropologues il y a plusieurs décennies. Ce faisant, elle offre une histoire à contre-courant. Elle constate entre autres que la tradition orale recueillie par la Commission ne décrit pas la réalité algonquaine d'il y a 150 ans (p. 19). Les archives sont dès lors nécessaires pour compléter le portrait.

En quatre longs chapitres généralement structurés de manière chronologique, cha-

cun constituant un petit livre en soi, nous découvrons : 1) le mode de vie des Algonquins des lacs Abitibi et Témiscamingue à l'aube du XIX^e siècle ; 2) le rapport avec les commerçants de fourrure au début du XIX^e siècle ; 3) l'intégration du catholicisme ; et 4) l'arrivée de la colonisation et de l'État, jusqu'à la signature par les Algonquins du traité 9, en 1906, au lac Abitibi.

[L'auteure] offre une histoire à contre-courant. Elle constate entre autres que la tradition orale recueillie par la Commission ne décrit pas la réalité algonquaine d'il y a 150 ans (p. 19). Les archives sont dès lors nécessaires pour compléter le portrait.

Inksetter constate que la présence des Eurocanadiens (marchands, trappeurs et colons), accompagnée de la colonisation et de la foresterie qui ont déboisé les forêts et vidé celles-ci des petits animaux dont les Algonquins vivaient, n'a pourtant pas mené à la famine. Les famines, anciennement communes et fréquentes, ont au contraire diminué au cours du XIX^e siècle grâce à l'augmentation du nombre d'originaux qui ont envahi l'espace déboisé du nord au sud, à l'apport de la nourriture importée (la farine surtout) et à la culture de la pomme de terre. Désireux de s'assurer un revenu stable, les Algonquins sont devenus des employés et des fermiers par choix et non par contrainte, passant outre ainsi à la volonté des marchands qui voulaient qu'ils demeurent des chasseurs. La population algonquaine s'est même mise à augmenter. Le discours omniprésent d'un déclin de la population, invoqué comme justification pour la prise de possession territoriale par les défenseurs du projet de colonisation, ne reflétait donc en rien la réalité démographique sur tout le territoire (p. 391).

Par ailleurs, même si les lieux de rassemblement ont acquis pour la mémoire collective contemporaine une grande signification identitaire, force est de constater qu'on n'observe aucune trace documentaire de rassemblement de bandes au début du XIX^e siècle dans cette région (p. 83). Les clans aussi étaient peu développés (p. 97). L'organisation sociale, très fluide, reposait avant tout sur la famille étendue et en constant mouvement sur un territoire de chasse familial. Elle n'est devenue plus fixe qu'avec l'arrivée des marchands. La bande,



presque inexistante au-delà de la reconnaissance d'un chef héréditaire, s'est solidifiée avec la sédentarisation autour des lieux de traite. Les commerçants se voyaient intégrés à l'organisation sociale des familles dans des relations d'obligations de réciprocité semblables à celles existant dans une famille étendue. En échange de fourrures et du transport, les marchands et les maîtres de poste se voyaient confier par leur famille adoptive algonquaine les membres handicapés, malades ou vieux afin qu'ils les hébergent (p. 154). Le géronticide a de fait beaucoup diminué ; les malades furent soignés et la mort des handicapés retardée. La création du statut de capitaine ou chef de traite par les marchands et la résidence prolongée des femmes et enfants près des postes ont structuré la société algonquaine et ont atténué les rigueurs de la vie nomade.

Avec l'augmentation démographique, les bandes se sont organisées sans contrainte ni même la présence des acteurs du gouvernement. Le ministère des Affaires indiennes était presque absent, surtout dans le nord (p. 355). Le système électoral pour le choix des nouveaux chefs fut adopté « malgré une réticence du ministère des Affaires indiennes » (p. 338).

Pour leur part, les missionnaires catholiques furent accueillis dès 1836 puisque la nouvelle religion ne fut pas vue comme très différente de l'animisme déjà pratiqué. On y trouvait la demande de faveurs, le pouvoir protecteur des objets et des rituels (et des saints, surtout de la Vierge Marie), ainsi que le pouvoir du prêtre (semblable aux chamanes). Si, au début du XIX^e siècle, l'inceste, la violence, la polygamie et l'anthropophagie étaient connus et pratiqués, le catholicisme fut une manière pour les Algonquins d'aborder des problèmes sociaux qu'ils voyaient eux-mêmes comme tels, et de retirer le pouvoir des mains de certaines personnes qui en abusaient – en particulier les hommes

VOIR INITIATIVES...

à la page 34

INITIATIVES...

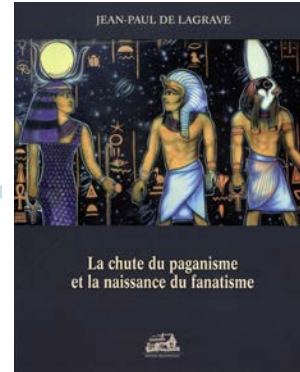
suite de la page 33



et chefs polygames, souvent chamanes (p. 187). La Compagnie de la Baie d'Hudson avait une préférence pour les missionnaires protestants, mais les Algonquins eux-mêmes ont choisi le catholicisme (p. 238) parce que les prêtres ne voulaient pas prendre de femmes, contrairement aux chefs-chamanes-polygames (p. 272). En définitive, une seule bande s'est cristallisée en opposition aux autres groupes catholiques (p. 298 et ss.). Le XIX^e siècle fournit aussi l'occasion aux Algonquins de mettre fin par eux-mêmes aux violences et à l'alcoolisme, en utilisant et en adaptant le catholicisme. Ainsi, «les meurtres accompagnés d'anthropophagie se sont arrêtés complètement après l'acceptation du baptême par les Algonquins» (p. 329).

Notons par ailleurs que l'ouvrage de Inkstetter se révèle bien édité. Il contient peu de coquilles (quoique, à la p. 35, l'auteure estime la population du Bas-Canada à environ 2000 personnes au lieu de 220 000). En revanche, il manque au livre un index nominatif, et cette lacune n'est pas comblée par le site internet auquel l'éditeur renvoie le lecteur pour une recherche libre par mots-clé. De plus, l'auteure donne des citations en anglais non traduites.

Au-delà de ces quelques critiques, c'est un livre d'ethnohistoire essentiel. ♦



JEAN-PAUL DE LAGRAVE

LA CHUTE DU PAGANISME ET LA NAISSANCE DU FANATISME

Paroisse Notre-Dame-des-Neiges, Éditions Trois-Pistoles, 2016, 116 pages

Comment expliquer qu'encore de nos jours les fanatiques religieux livrent un combat pour faire disparaître ceux qui ne partagent pas leurs croyances et détruire les créations témoignant d'autres systèmes religieux? Le livre de Jean-Paul de Lagrave donne des pistes de réflexion fort intéressantes.

L'auteur soutient que contrairement au paganisme, souvent polythéiste, c'est le monothéisme qui donne naissance au fanatisme. Un seul dieu, cela signifie que tous ceux que vénèrent les autres humains sont faux et doivent être combattus. Cette thèse est séduisante et semble s'imposer par la logique même. Pourtant, le fanatisme est loin de concerner seulement les religions monothéistes (qu'on pense par exemple aux hindous radicaux); et par ailleurs, toutes les religions monothéistes n'ont pas de prétention impérialiste (les juifs sont monothéistes, mais en tant que «peuple élu», ils ne cherchent pas à convertir). Selon nous, les religions les plus agressives sont plutôt celles qui combinent ambition universaliste et doctrine de la rédemption.

En première partie, de Lagrave montre comment l'empereur chrétien Théodose a cherché à anéantir la religion de l'Égypte ancienne à la fin du IV^e siècle. Il rappelle que le saccage des temples splendides a été précédé de leur pillage et a entraîné en sus la déstructuration de la culture égyptienne. S'attaquer à la religion revient à s'attaquer au tissu social et à l'identité des peuples vaincus, ce qui fragilise d'autant leur capacité de secouer l'oppression qu'ils subissent.

En deuxième partie, l'auteur présente un pot-pourri de réflexions sur les guerres saintes chrétiennes et musulmanes. Même si ceux qui les mènent les justifient par des motifs religieux, ces guerres visent en fait

l'imposition par les armes d'un nouvel ordre politique favorable au vainqueur. Au VII^e siècle, l'islam s'impose par les armes dans des régions devenues chrétiennes, notamment l'Égypte justement: la religion est instrumentalisée afin d'accaparer des territoires et des ressources. Puis les croisades veulent à leur tour anéantir les musulmans. Les croisades ont joué un rôle non négligeable dans l'émergence en Europe de l'idée de l'État-nation, qui se réalisera quelques siècles plus tard. Ainsi religion universaliste de salut et politique impérialiste vont-elles souvent de pair.

Ce livre mérite d'être lu. Il soulève des interrogations qui nous touchent intimement comme citoyens du monde, citoyens d'États pluralistes et comme êtres humains. L'ouvrage remet en question la prétendue supériorité des diverses fois monothéistes. Il rappelle que la spiritualité est multiple, tout comme les entités sacrées, et que les spiritualités des païens (mot de la même famille que paysan) n'ont rien de méprisable.

Cependant, je suis loin de partager l'opinion de M. de Lagrave qui conclut que «jusqu'à l'avènement du christianisme, aucun pouvoir n'avait décrété une guerre religieuse, [...] les guerres étaient motivées pour des raisons uniquement politiques». Les guerres, les décisions collectives ont toujours été et resteront motivées par des intérêts politiques. Les religions, qu'elles soient ou non monothéistes, ne sont que l'instrument de manipulation apte à exiger et obtenir l'adhésion des fidèles prêts, dans des cas extrêmes, au sacrifice ultime.

Karin Wollank
Avocate

Abonnements et achats
action-nationale.qc.ca

LETTRES AUTOCHTONES

Pascal Chevette
Chef de pupitre littérature

Quelles conséquences culturelles et politiques aura le réveil des Premières Nations dans les années à venir ? Dans les années 1950, le poète Roland Giguère parlait de l'âge de la parole pour définir la prise de parole collective. Quoiqu'à des échelles difficilement comparables, n'est-ce pas ce à quoi nous assistons aujourd'hui ? Deux essayistes ont tenté de cerner la chose ; Simon Harel par le biais du champ littéraire et de son approche pluraliste ; Jean Désy par le biais de ses voyages et de sa conviction de porter en lui le mythe de « l'autochtonie québécoise ».

SIMON HAREL

PLACE AUX LITTÉRATURES AUTOCHTONES

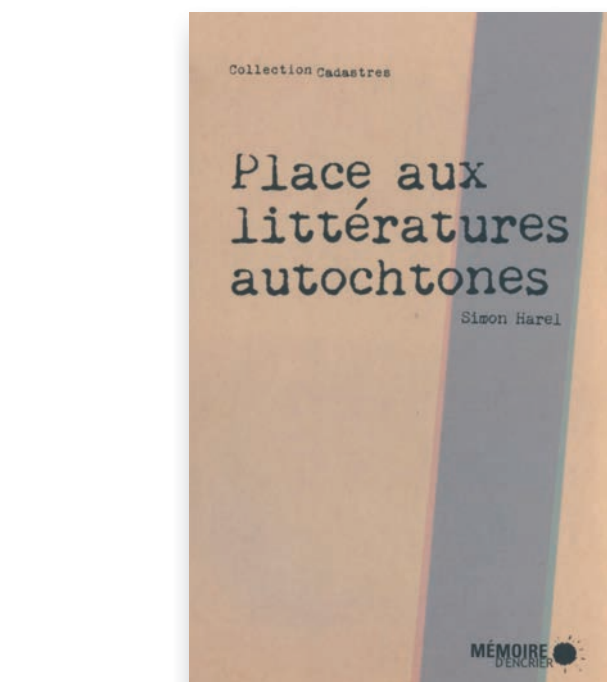
Montréal, Mémoire d'encrier, 2017, 135 pages

Avec *Le voleur de parcours* paru à la fin des années 80, Simon Harel initie les études sur les expériences migrantes dans la littérature québécoise. Professeur de littérature, il a produit de nombreuses publications sur le discours social et les récits de soi, tout ce qui touche aux expressions post-identitaires, ou néo-identitaires (ça dépend, bien sûr, du sens que l'on attribue à ces mots). Sa sensibilité au pluralisme culturel a eu ses résonnances récentes avec sa dernière parution, *Maudite charte*. À ses débuts, Harel nous mettait en contact avec la figure de l'étranger et de l'immigrant, marginalisé ; il ouvre avec *Place aux littératures autochtones* une réflexion sur la figure de l'altérité par excellence en contexte nord-américain : l'Autochtone.

Seulement, cette fois, cet Autochtone prend la parole. Il n'est plus figurant ; il est acteur à part entière, Innu, Algonquin, Wendat, Attikamek, Cri. Et il s'affirme dans sa littérature, revendiquée comme distincte de la québécoise. Cet état de fait poserait plusieurs questions au Québec, à son récit et son espace national. L'avènement de cette littérature, « particulièrement riche dans ce sol québécois », impliquerait, selon Harel, de revoir des notions qui semblent incontestables : l'intégrité du territoire, l'idée d'un État-nation, l'unité culturelle québécoise. Expressions de nations distinctes dans une nation distincte ; le choc serait tel qu'il obligerait à regarder en face l'impasse dans laquelle est actuellement plongé le Québec. Paru aux éditions Mémoire d'encrier, l'essai naît donc d'une stupéfaction à l'endroit de cette « renaissance autochtone » portée par des noms comme An Antane Kapeshe, une Innu qui a publié en 1976 une autobiographie explosive intitulée *Je suis une maudite sauvagesse*, mais aussi par des auteures et écrivains plus contemporains comme Joséphine Bacon, Natacha Kanapé Fontaine, Samian, Rita Mestokoshio et Louis-Karl Picard-Sioui.

Le livre fait connaître cette littérature autochtone et critique un discours nationaliste québécois, unitariste et accusé d'ethnisme. Harel identifie et commente plusieurs de ces nouvelles manifestations littéraires, mais rapidement, l'essai prend appui sur sa brève présentation pour remettre en question ceux qui tiendraient un discours sur la « métaphysique de la nation » tourné vers des origines mythiques et idéalisées, inapte à saisir, en ces temps de « canonisation du pluralisme culturel », la portée de l'acte littéraire existentiel des Premières Nations.

On reconnaît là un poncif des débats contemporains opposant l'éthique pluraliste à l'éthos national. Pour avancer dans ces dédales, Harel recourt au concept de « loyautés conflictuelles » qui illustrerait le blocage dans lequel, Québécois, nous sommes englués et que la littérature des Premières Nations nous met en plein visage. Cette littérature qui « cherche à s'affirmer » aurait ainsi « beaucoup de



choses à nous apprendre », car elle questionnerait « toute la fondation symbolique du Québec, aujourd'hui dans une impasse, qu'[elle] nous [invite] à réexaminer. »

UNE FONDATION DANS L'IMPASSE

En effet, les Premières Nations n'ont ni la même conception du territoire ni de l'histoire et l'idée d'un « Nouveau Monde » n'a pas de résonance pour elles, sinon pour justifier le colonialisme européen et ses avatars. En représentant leur pays et leur territoire, elles soulèveraient une complication qui est, note Harel, « forcément politique, et [...] ravive la plaie, quand nous, les Québécois, avons bien cru en avoir fini avec le territoire. [...] Plus encore, ces « Indiens » nous imposent de prendre la mesure de l'État-nation, ses délimitations juridiques et géographiques » (p. 21-22). C'est un constat qui peut aisément nous prendre à la tête tellement s'entremêlent des conceptions du droit de propriété diverses et de visions de la souveraineté sur un territoire. À ce sujet, André Binette a bien pris soin, dans les pages de *L'Action nationale*¹, d'apporter des explications sur les cadres légaux et les politiques nationales et internationales abordant ces enjeux complexes. Les conclusions dans ce dossier ne sont peut-être pas aussi évidentes qu'elles peuvent l'apparaître à Harel.

¹ André Binette, « Le droit des peuples autochtones et l'indépendance du Québec », *L'Action nationale*, novembre 2017.

suite de la page 35

D'autres prémisses au fondement de la nation québécoise seraient aussi mises à mal avec l'arrivée de la littérature autochtone. Harel critique la «mélancolie de la race», disqualifiée pour sa promotion d'un essentialisme et d'un fantasme de l'origine qui retarderait un deuil nécessaire du glorieux passé. En cherchant à consolider la nation selon une vue idéalisée du passé, on replongerait les Premières Nations dans l'obscurité, les déposant implicitement de leur identité. Harel analyse également une veine littéraire contemporaine et régionaliste qualifiée de néo-terroir pour en soulever le paradoxe: sous prétexte de décentrement (redécouvrir les périphéries de la ville et tout le territoire), on manifesterait plutôt une volonté de rappeler l'intégrité du territoire. Mais on apprend,

entre autres choses, que cette littérature s'affirme surtout par la poésie parce qu'elle donne à la parole une puissance inouïe. Que ce choix se fait dans une langue française non vécue sur le mode de l'enfermement et de la défense, mais sur celui d'une vitale affirmation politique. Que la génération montante aborde «avec assurance [son] identité» et que les œuvres de Samian et de Kanapé Fontaine seraient exemplaires, car elles se caractériseraient par une volonté de «transcender les relations entre les Premières Nations et les Québécois et les changer» (p. 13). Enfin, Harel voit dans les tentatives de parler des Premières Nations et d'établir une «autochtonie québécoise», comme dans le documentaire *L'empreinte*, les risques d'une appropriation culturelle, d'une «illusion de fraternité» dissimulant un trauma de l'histoire dans une «mémoire qui ne coïncide pas.»

Pas facile de s'en sortir!

DANS LE DÉTOUR

Pour Simon Harel, les notions périmées concerneraient spécifiquement le discours nationaliste, lequel est ciblé à travers, entre autres, des chroniques de Mathieu Bock-Côté dans lesquelles Harel comprend que l'intérêt pour la cause autochtone, au détriment de la cause nationale, recèlerait des formes de complaisance et de honte de soi. Harel dénonce cette approche. Pourtant, en introduisant aux littératures autochtones, il lui faudrait montrer que ce bouleversement est plus global: toutes les idéologies fondées sur l'héritage colonial européen sont concernées. L'avènement des États-Unis et de la Confédération furent déterminants dans les malheureux chapitres de l'histoire amérindienne. Harel accuse le discours nationaliste de reposer sur une interprétation ethnique, mais ne devrait-il pas plutôt reconnaître la lecture républicaine et l'identité civique sur laquelle s'est construit le Québec moderne?

Son analyse de la situation lui fait comprendre que «sans nier que l'identité sera toujours le moteur de l'acte d'écrire, il est temps d'admettre la singularité de chacun» (p. 14). Pourtant, comment penser la singularité des auteurs autochtones si ceux-ci écrivent des textes au nom de leur nation, de leurs ancêtres, de leur pays, de leurs droits ancestraux. En écrivant au JE, Joséphine Bacon parle au nom des siens. Comment appréhender cette posture énonciative? Comment concilier le pluralisme culturel, associé

à un libéralisme et un individualisme, avec les droits collectifs? Cela n'est pas mis en lumière dans l'essai.

C'est que l'identitaire est partout dans cette littérature. Il fonctionne avec ses modalités propres, et on dirait que ce qu'Harel admet aux uns, il le refuse à d'autres. Que comprendre de la «mélancolie de la race», à ne pas confondre avec la fatigue culturelle. La quête des origines, ne se trouve-t-elle pas aussi

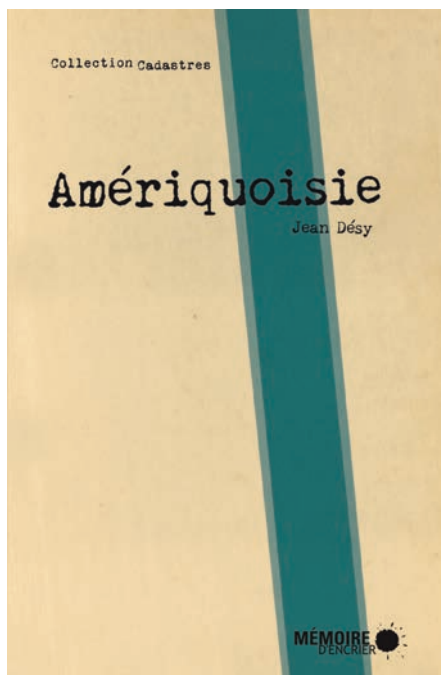
chez les nations autochtones? Devrait-on plutôt parler de littérature algonquienne, de littérature huronne ou fusionner le tout dans l'expression «littératures autochtones»? Pourquoi l'examen n'initierait-il pas la réflexion sur le mythe des deux peuples fondateurs? Parle-t-on au même titre de nation québécoise et de nations autochtones? Et ce fondement ethnique de doctrines politiques, en quoi se distinguerait-il des fondements citoyens de l'identité québécoise? Il y a beaucoup de filons théoriques dans l'ex-

posé de Harel; ils mènent à tellement de questions!, et parfois me confondent.

En contestant la place que la littérature des Premières Nations vient occuper, Harel veut nécessairement nommer l'impasse. Se manifeste de son travail une forme d'incitation à une pensée de la coexistence, cohérente avec son approche pluraliste. Il veut transcender les discours exclusifs/inclusifs et ce qu'il nomme les «loyautés conflictuelles». Pour ce faire, il parie sur l'indéterminé et la nouveauté, pensant même «soumettre un programme politique avec, en tête, quelques nouvelles formes d'incarnation du territoire pour mieux penser le Québec!» (p. 110) Oui à l'indéterminé, comme dans une marche à l'amour et à l'avenir, mais rarement les vrais processus de métissage et l'intégration se font sans effort et sans ressources, sans de savants alliages d'indéterminé et de nouveauté, mais aussi de reconnaissance de sa propre inscription dans le temps.

Au fond, l'appel de Harel incite à la prudence dans les «représentations héroïques» et nos visions de l'histoire. En cette ère d'interaction entre les cultures, les discours sur le vivre-ensemble et le collectif, qu'il s'agisse de ceux des nations, mais aussi des religions, soulèvent beaucoup de suspicion. L'essai, dans sa propension à théoriser le fait incontestable de l'arrivée des lettres autochtones, génère autant de bonnes intuitions qu'il nous confond avec un appareil théorique très élaboré. Multidisciplinaire, Harel s'aventure du côté d'interrogations délicates et invite à trouver de nouveaux outils conceptuels pour repenser la nation, le territoire et la culture québécoise, et «quand il s'agit de poser la question du pluralisme, du politique et du territoire, rien n'est simple», reconnaît-il. Le problème de cet ouvrage est qu'au fond, Harel ne voit pas le nationalisme québécois comme source de diversité culturelle. Pour ce qui concerne la géopolitique et les théories sur l'État et la nation, l'apport de clarifications et de nuances de disciplines contributives comme la géographie historique et les sciences politiques serait bienvenu. Oui, les lettres autochtones ont beaucoup à nous apprendre. Le choc qu'elles provoquent pourrait bien un jour déboucher sur de nouvelles propositions, de nouvelles alliances, de nouveaux alliages (ça dépend du sens que l'on attribue à ces mots).





JEAN DÉSY
AMÉRIQUOISIE
Montréal, Mémoire
d'encrier, 2016,
89 pages

JEAN DÉSY ET
ISABELLE DUVAL
LA ROUTE SACRÉE
Montréal, XYZ, 2017,
395 pages



Par ailleurs, deux autres ouvrages abordent l'enjeu des cultures autochtones et l'impasse québécoise. Dans *Amériquoisie* et *La route sacrée*, Jean Désy s'investit corps et âme dans une voie tout à fait contraire à celle de Harel. Ici, c'est l'exploration physique et mystique qui domine! Désy veut devenir autochtone, profondément nomade. Il y a dans ses deux livres une grande part de romantisme, un idéalisme par moment enivrant, parfois un peu envahissant, même si son propos réussit à frayer son chemin. Au-delà des phrases, Désy a le grand avantage d'avoir parcouru le territoire. Le Nord n'a pas de secret pour lui. Il a rencontré les peuples du Nord avec toute son humanité et comme médecin. C'est son expérience, plus que sa capacité à manier les concepts, qui nous guide dans son expédition.

Dans son plus récent récit, *La route sacrée*, un voyage au-delà de Chibougamau vers le territoire cri et le lac Mistassini, il part en pèlerinage et retourne aux sources. En compagnie d'Isabelle Duval, sa conjointe et coauteure du livre, et de leur ami prêtre Pierre-Olivier Tremblay, Désy canote, s'oriente, traverse, campe, explore en reprenant à son compte l'itinéraire du père Laure, un jésuite missionnaire du XVIII^e siècle qui a parcouru ces pays sauvages où les épinettes noires règnent sur des lacs millénaires. Même si *La route sacrée* semble une sacralisation de ses propres actions, une célébration de sa propre expédition, Désy réussit à lui donner une portée universelle. Au cours de ses pérégrinations, lui et Duval livrent le fruit de leurs réflexions, comme sur le blogue tenu pendant le voyage, des propos portant autant sur la camaraderie que sur la vie sauvage, le catholicisme, la place du sacré aujourd'hui, le monde autochtone, la simple joie de vivre et, bien entendu, le cas de ce Québec auquel, d'ailleurs, le livre est dédié.

Désy est aussi lyrique que Harel est conceptuel. Dans *Amériquoisie*, il trouve ses réponses dans plusieurs notions : autochtonie, métissage, *métisserie*, nomadisme, occupation entière du territoire. Cela s'impose à lui comme un nouveau credo et fait écho avec la position de Simon Harel. La préoccupation majeure de Désy semble être la « métisserie », terme emprunté au géographe Louis-Edmond Hamelin, dont il se réclame. Tout comme chez Harel, plane une même volonté de réfléchir au Québec : « Mais qu'est-ce que mon peuple ? Quel est-il ce peuple, le mien, qui cherche avec tant de souffrance son identité, et par tant de manières de façon plus ou moins aiguë selon les époques, si gauchement parfois, qui cherche et qui tâtonne, qui se demande s'il doit se voiler la tête ou se voiler la face ? » (p. 55) Plus loin dans le récit, il s'interroge sur les « problèmes de filiation à travers l'héritage qui nous vient du passé, comme si toutes les figures paternelles étaient contestées, perverties, reniées » (p. 154-155).

LES VALEURS DU NORD

Amériquoisie doit se lire avec une part d'ivresse si on veut entrer dans ses raisonnements. Dans l'univers de Désy, il est possible de devenir entièrement autre, le monde est sans frontière. Même si l'on reconnaît l'utopie qui émane de ses idées, quelle portée peut avoir un énoncé comme « Je me sens totalement autochtone » ? Souvent, Désy se fait même prophète : « À n'en point douter, l'avenir harmonieux de ce pays passe par la métisserie » (p. 7). Ainsi, il n'approfondit pas toujours son argumentaire. Intuitif, il nous convie à un acte de foi, à l'image du missionnaire Laure qui exerce sur lui fascination et curiosité. Son enthousiasme offre cependant un contrepoids à l'ignorance dans laquelle la population se trouve lorsqu'il est question des Premières Nations et du nord du Québec.

Dans « Vagabondage nordiciste », il nous fait comprendre que « sudiste[s] », nous n'avons jamais considéré autrement le Nord que comme une ressource à exploiter. Il parle de l'attitude égocentrique du sud et, en accord avec Louis-Edmond Hamelin, que nous devrions assurer l'autonomie du Nord. Dans cette première partie, il y va de véritables déclarations d'amour à l'endroit de ces peuples et critique du même coup l'étroitesse d'esprit des gens du sud : « je ne souhaite pas rester emprisonné dans un espace "périfluvial" qui semble avoir bien des difficultés à reconnaître les valeurs de son nord » (p. 26). Suivant la même logique, Désy rêve d'« américaniser » le Québec, mais précisons : dans le sens noble de l'américanité (sa nature, sa vastitude, sa richesse culturelle). D'où cette nouvelle identité revendiquée d'« Amériquoisie », une idée impliquant une rupture symbolique avec la France lointaine, de l'autre côté de l'Atlantique. Même si nous avons ici affaire à une écriture de l'utopie, il s'agit à sa manière d'une poétique du pays en quête de nouvelles explications.

À la lecture, je me suis parfois pris à vouloir traverser le territoire, et puis viennent des passages où je retombe brutalement par terre par le manque de finesse avec laquelle sont exprimées certaines idées. Avec Désy, nous sommes en « quête de ciels » ; de la Côte-Nord au Dakota, il avance dans l'ombre du coureur des bois et des anciens explorateurs. « Tout nomade n'aime pas les frontières » (p. 15), affirme-t-il. Mais, aimerais-je lui demander, lorsqu'il était question de survie et de territoires de chasse, des frontières existaient-elles dans la lointaine Amérique autochtone ? Penser que le monde autochtone était sans frontières, est-ce vraisemblable ? N'y



LETTRES AUTOCHTONES

suite de la page 38

a-t-il pas là un peu de déformation? Lorsqu'il définit le nomade, Désy, avant même de le lier à une économie et un mode de survie, l'associe à la pleine liberté esthétique de l'artiste.

Dans «Âmes autochtones», il se fait promoteur de ces artistes autochtones, de ses rencontres. Son texte «En quête de ciel (2)» est beau; c'est là où il est à son meilleur. En général, l'essai repose davantage sur des intuitions, des émotions esthétiques (L'être-

au-ciel, les puissances chtoniennes, de la terre...), des éléments d'une philosophie de vie et la simplicité volontaire. Au cœur de cet ouvrage se trouvent l'imagination poétique et l'émerveillement: «J'écris pour raconter» (p. 77). Voilà ce besoin irréprensible qui s'exprime autant dans l'un que dans l'autre de ses ouvrages.

*

LA PRÉSENCE AUTOCHTONE

Les essais de Harel et de Désy se complètent et se combinent. Entre un auteur qui avoue ne rien connaître du territoire et l'autre qui au contraire le parcourt dans ses forêts et ses lacs lointains se trouve une ambition commune. Les deux soulèvent l'idée d'une impasse dans la façon que le Québec a d'entrevoir l'avenir, et la présence autochtone leur fournit une clef. Dans des registres tout à fait opposés, ils émettent des inquiétudes, posent des questions pertinentes et veulent ouvrir des pistes, quitte à nous déstabiliser. Parfois, pourtant, on a l'impression que dire l'impasse correspond à un désir de tout recommencer, de faire un trait sur ce qui fut, de rayer le passé et de tout reprendre à zéro. Parfois on assiste, chez Désy, à une volonté de faire le tri et de redonner une signification au passé, entre autres avec le catholicisme face auquel nous entretenons un rapport trouble.

Toutefois, leurs interrogations d'ordre politique sont moins convaincantes. L'un nous met en garde contre des pièges identitaires (dénî, récupération, fantasmes d'unité, illusion d'intégrité) et invite à reconnaître l'indéterminé qui ferait vraiment avancer; l'autre se perd dans une fusion romantique, digne des contemplations de Jean-Jacques Rousseau. Existe-t-il un juste milieu? Peut-être les prochaines années devront-elles forger de nouveaux outils théoriques pour l'appréhender? Après lectures de ces trois ouvrages, je songe et j'ajoute: qu'implique vraiment cette idée du Tout-Québec lancée par le géographe Louis-Edmond Hamelin?

L'enjeu autochtone fait intervenir, au-delà de ce qui se passe au Québec, d'autres frontières: internationales et écologiques celles-là. Le choc est à plusieurs niveaux et n'affecte pas uniquement le récit et l'espace québécois. L'architecture même du Canada, héritier d'institutions royales, révèle ses failles lorsqu'il est question des Premières Nations. Le pays se trouve à n'être que le vaste territoire du nord de l'Amérique, *coast to coast*, avec un Tiers-monde qu'il commence à peine à voir et «le Canada ne sait pas ce qu'il est», comme l'écrivaient récemment trois universitaires dans les pages du *Devoir*².

Lorsqu'on aborde ces questions dans son bureau ou à travers ses voyages planifiés, il ne faut pas oublier qu'à travers les présents mouvements de prises de parole amérindienne, il y a de la souffrance. Beaucoup de drames, énormément de tragédies. Les Autochtones nous rappellent le difficile processus de réhabilitation et de correction d'injustices, du poids que des institutions ont eu sur des vies individuelles et des mémoires collectives; ils enseignent par leurs expressions la faillibilité des institutions et l'importance de l'indépendance et de la survie des cultures; le poids de lois et de politiques dictées en des temps racistes; le rejet, enfin, d'un assimilationnisme crasse, spectre séculaire qui plombe l'histoire du monde et qui n'a pas épargné ce pays. Il y a encore beaucoup d'ignorance sur les Innus, les Eeyou, les Anichinabés, les Attikameks, d'où toutes ces questions, ces théories de la méfiance, ces chocs, ces tentatives de fusion, ces quêtes de sacré. Elles révèlent toutes un intense besoin d'interprétation et une volonté évidente de combler les trous de mémoire. C'est ce qui est au cœur de ces lectures, c'est ce qui est au cœur des lettres autochtones.

2 René Lemieux, Simon Labrecque et Joëlle Michaud-Ouellet, «L'autre Canada des Autochtones», *Le Devoir*, 23 décembre 2017.



VIGNOBLE
RIVIÈRE DU CHÊNE

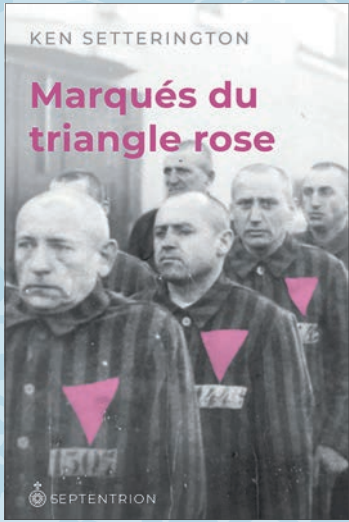
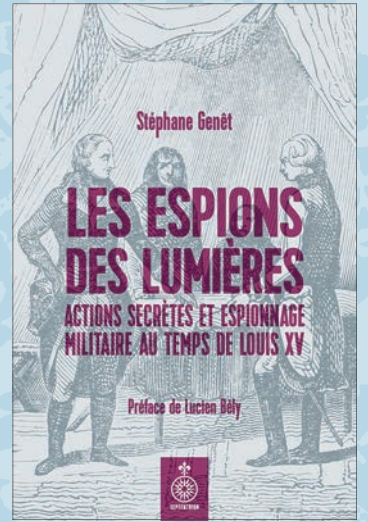
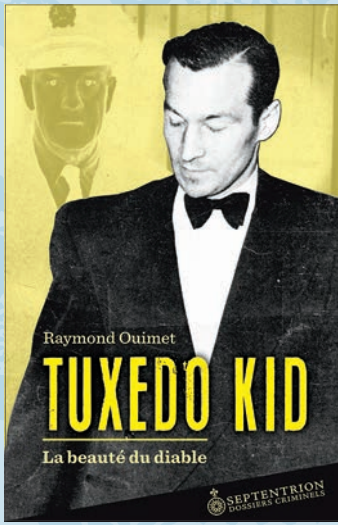
807, chemin de la Rivière Nord
Saint-Eustache

Tél. : 450 491-3997 - Téléc. : 450 491-6339

www.vignobleriviereduchene.ca

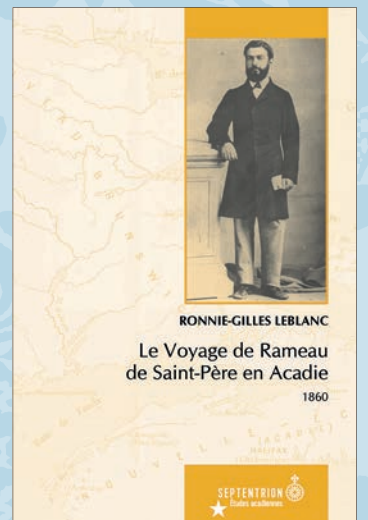
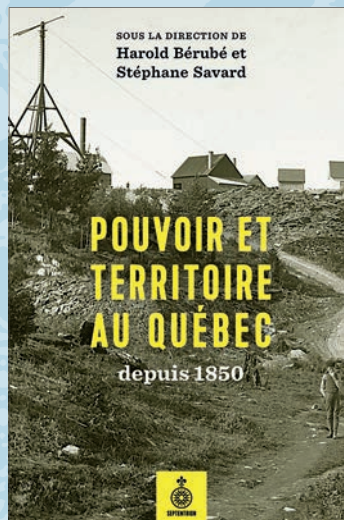
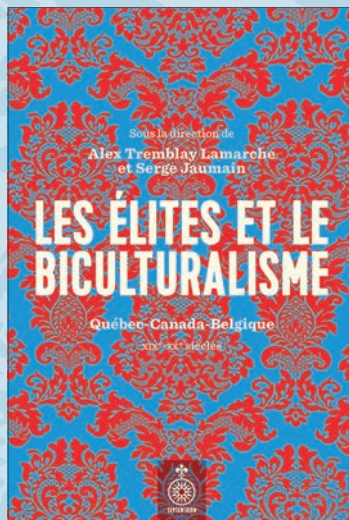
Commanditaire des soupers-conférences
de L'Action nationale





TOUJOURS LA RÉFÉRENCE EN HISTOIRE AU QUÉBEC

www.septentrion.qc.ca





Gestion François Beaudoin

- Évaluation d'entreprises → faisabilité.
- Transfert familial.
- Rachat par cadres.
- Ventes - Achats - Fusions.
- Services conseils en financement.

Une équipe multidisciplinaire
offrant tous les services requis
pour une transaction réussie.

819-397-4920
gfb@tlb.sympatico.ca